

DÉBATS

DU

CONSEIL LÉGISLATIF

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC.

Deuxième session du quatrième parlement de la Province de Québec, assemblée pour l'expédition des affaires, le 19 juin 1879.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du 25 juin.

Après les affaires de routine,

Le président donne lecture d'une lettre du Rév. M. Auclair offrant des sièges aux conseillers dans la Basilique durant la session.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de l'adresse en réponse au discours du trône.

Sur motion de l'hon. M. Ross, la discussion sur l'adresse est remise à demain.

Puis le conseil s'ajourne.

Séance du 26 juin.

Après les affaires de routine,

L'ordre du jour ayant appelé la prise en considération du discours du trône,

L'hon. M. DE LA BRUÈRE propose que cette question soit remise à demain.

L'hon. M. ARCHAMBAULT s'y oppose. Il dit qu'à moins de raisons graves on devrait prendre ce discours en considération sans plus de délai.

La motion est adoptée et le conseil s'ajourne.

Séance du 27 juin.

Après les affaires de routine,

L'hon. M. BRYSON propose l'adresse en réponse au discours du trône. Il appuie sur la réception faite au marquis de Lorne et à la Princesse, et fait mention de la mort du Prince impérial.

Il félicite le gouvernement de sa politique de chemins de fer. Il n'approuve pas entièrement la construction du pont entre Hull et Ottawa ; il aurait mieux aimé voir cette somme dépensée sur le prolongement du chemin vers l'ouest. Il espère que cette partie du chemin sera construite le plus tôt possible. Il considère que cette section de la ligne est très nécessaire afin de mettre les villes de Montréal et de Québec en communication directe avec le haut de l'Ottawa où se fait principalement la coupe du bois.

Parlant des arrangements conclus avec les municipalités il dit que si ces arrangements sont avantageux le pays devra remercier le gouvernement de nous avoir épargné de nombreux procès. Quant à la location du chemin de fer du nord, il l'approuve en principe, mais il espère que le gouvernement ne louera pas

le chemin pour un trop long espace de temps, car si les locataires ont l'exploitation de cette voie ferrée pendant dix ou quinze ans, ils remettront le chemin au gouvernement dans un état délabré.

Il est en faveur d'une réduction des dépenses du Conseil.

L'hon. M. REMILLARD seconde l'adresse et donne lecture de quelques notes.

Il fait l'éloge du marquis de Lorne et de la princesse Louise. Il félicite le gouvernement et particulièrement le premier-ministre de la manière dont les travaux du chemin de fer ont été conduits. Il admet que le parti conservateur a contribué à la construction du chemin de fer du Nord. Il espère que le Conseil sacrifiera ses propres intérêts pour satisfaire la volonté populaire. Il suggère un moyen de connaître la volonté du peuple sur la question de l'abolition du Conseil, c'est que tous les conseillers se présentent devant les électeurs des divisions qu'ils représentent.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE fait remarquer que c'est contraire aux règles du Conseil de lire un discours.

M. REMILLARD dit que l'année dernière M. Ferrier a lu un discours et personne n'en a fait la remarque.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE rappelle l'hon. M. Rémillard à l'ordre ; il n'est pas permis d'appeler un membre par son nom.

L'hon. M. REMILLARD dit qu'il ne peut pas laisser passer sous silence les remarques faites par l'expresmier-ministre. Lorsqu'il a des reproches à faire, dit-il, c'est toujours à moi qu'il s'adresse. C'est probablement parce que j'appartiens à un parti qui se trouve en minorité dans cette chambre et qui ne peut pas obtenir justice ici.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE invite l'hon. M. Rémillard à retirer cette expression s'il veut éviter un vote de blâme. Il est évident, dit-il, que l'hon. conseiller s'oublie très facilement ; c'est sans doute pour cela qu'il a écrit son discours.

L'honorable M. FERRIER proteste contre l'usage de son nom par M. Rémillard. Lorsque ce monsieur aura atteint l'âge de 79 ans on lui permettra sans doute de lire ses discours.

L'hon. M. BRYSON espère que M. Rémillard retirera l'expression dont il s'est servi à l'adresse de la majorité du Conseil qui n'a jamais refusé justice à qui que ce soit.

L'hon. M. REMILLARD retire son expression et demande pardon au Conseil d'avoir lu son discours ; il dit qu'il ne le fera plus. Dorénavant il va improviser et il parlera aussi longtemps qu'il le jugera nécessaire dans les intérêts du pays. S'il a lu son discours c'était afin d'être moins long.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE dit que le Conseil permet aux conseillers qui ont atteint l'âge respectable de l'hon. M. Ferrier de lire leurs discours, mais les jeunes avocats comme M. Rémillard, qui ont l'habitude de parler en public, n'ont pas le droit de demander ce privilège.

S'il a protesté contre la lecture du discours de M. Rémillard c'est qu'il a remarqué que l'hon. conseiller pour la Durantaye s'est servi, en parlant du Conseil, d'un langage ironique que l'on ne rencontre pas ordinairement dans les discours écrits.

L'Incident est ensuite clos et sur motion de l'Hon. M. Ferrier, les débats sur l'adresse sont ajournés.

Puis le Conseil s'ajourne jusqu'au mercredi prochain.

Séance du 2 juillet.

Un grand nombre de pétitions sont présentées.

L'ordre du jour appelle la continuation des débats sur l'adresse en réponse au discours du trône.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE.— Les remarques que je vais faire ne s'appliquent pas à Son Honneur le lieutenant gouverneur, qui n'est pas responsable à cette chambre, mais aux ministres qui ont mis le discours du trône dans sa bouche. Ce

discours nous dit que c'est avec plaisir que Son Honneur nous voit de nouveau réunis pour nous occuper des affaires de la province. Lorsqu'on considère que c'est au mois de juin seulement, au moment même où l'année fiscale allait expirer et presque à la limite du temps fixé par la loi pour la convocation des chambres, lorsqu'on considère que c'est au dernier moment que l'on s'est décidé à réunir la législature on est étonné de voir que l'on n'ait pas fait dire à Son Honneur que c'est avec un vif plaisir qu'il nous a convoqués.

Dans le discours du trône on fait mention de la loyauté de la province de Québec et de la réception faite au marquis de Lorne et à Son Altesse la princesse Louise à Montréal et à Québec. Je ne comprends trop pourquoi on a cru devoir se borner à ces deux villes. La loyauté de cette province est si universelle, la réception faite à ces deux augustes personnages a été si cordiale partout, dans toutes les parties du pays qu'ils ont traversées que l'on ne voit pas pourquoi le gouvernement n'a pas adressé des félicitations à la province entière.

Le gouvernement se fait féliciter, dans la harangue officielle, de l'activité qu'il a mise dans l'exécution des travaux du chemin de fer. Je ne trouve pas en vérité que ces travaux aient été poussés avec vigueur, loin de là. Les commissaires du chemin de fer nous avaient assuré que les travaux seraient terminés l'automne dernier et tout nous porte à croire qu'ils ne se trompaient pas. Si le gouvernement actuel s'est occupé un peu du parachèvement de la voie ferrée ce n'est que pendant l'hiver; s'il a fait quelque chose qui mérite une mention spéciale, c'est la construction d'une partie de la ligne sur la neige, chose qu'on n'a jamais vue dans aucun autre pays.

Le gouvernement se félicite aussi de n'avoir pas négligé les chemins de fer de la rive sud. Ici encore je ne vois pas en quoi le gouverne-

ment mérite des félicitations. Il n'avait qu'à payer les octrois votés en faveur de ces chemins, c'est-à-dire qu'il n'avait qu'à se conformer à la loi. Cependant, dans un cas, si je suis bien informé, et je crois que je le suis, il a négligé de faire un paiement pendant cinq ou six mois.

Il se peut que le pont entre Hull et Ottawa soit utile, mais la nécessité de ce pont n'était pas assez urgente pour justifier le gouvernement d'outrepasser ses pouvoirs et d'entreprendre ces travaux sans y être autorisé par la législature.

La politique de l'ancien gouvernement était de prolonger le chemin de fer de la rive nord jusqu'au Passage du Fort, afin de le relier à la partie subventionnée du Canada Central. Le gouvernement actuel, lorsqu'il était dans l'opposition, a cherché, par tous les moyens possibles, à enrayer cette politique, et je suis heureux de voir que le cabinet actuel admet que nous avions raison et qu'il avait tort.

Quant à la demande que l'on se propose d'adresser au cabinet d'Ottawa pour le solliciter de venir au secours de la province, j'espère que le cabinet actuel qui possède, je le suppose, la confiance des autorités fédérales, aura plus d'aide que nous n'en avons obtenu de l'honorable M. Mackenzie.

On nous parle des arrangements conclus à l'amiable avec les différentes municipalités qui avaient souscrit pour aider la construction du chemin de fer du nord. J'attire l'attention de l'hon. conseiller pour la division d'Inkermann, (M. Bryson) qui a proposé l'adresse et qui, par conséquent, doit être satisfait de ces arrangements, que l'un des comtés de sa division, le comté d'Ottawa, est poursuivi par le gouvernement, qui, en même temps, accorde de grands avantages à d'autres municipalités.

Il est question dans le discours du trône de la location du chemin de fer du gouvernement. Une chose a

frappé tout le monde, même les journaux amis du cabinet, c'est que l'on a loué cette voie ferrée sans demander des soumissions. Et puisqu'il s'agit de recourir au gouvernement fédéral pour avoir de l'aide pourquoi ne lui a-t-on pas plutôt demandé d'acheter le chemin comme devant faire partie du Pacifique. C'eût été, ce me semble, le moyen le plus pratique d'obtenir quelque chose des autorités fédérales. Si on loue le chemin on éprouvera peut-être de la difficulté à le vendre au gouvernement fédéral. Dans tous les cas, le moins qu'on pût faire c'était de mettre la location du chemin au concours public.

Je serai bien en faveur de la remise faite aux incendiés de Québec si l'on a eu soin de faire cette remise avec discernement. Mais il y a des spéculateurs qui n'ont aucun droit aux faveurs du gouvernement et j'espère que le cabinet actuel s'en est méfié. Du reste, il y a dans différentes localités des colons pauvres qui doivent au gouvernement et qui ne sont pas plus en état de payer que les incendiés de Québec; j'aurais mieux aimé une mesure plus générale qui s'appliquât à tous les cas de cette nature.

Le paragraphe où il est question de la colonisation est le plus extraordinaire, si non le plus important de tous. Le gouvernement nous apprend qu'il a *promis* de l'aide aux sociétés de colonisation, mais on sait qu'il n'en a pas donné. Plus loin il nous dit qu'il nous soumettra une mesure pour l'autoriser à prendre de nouveaux arrangements de la même nature; c'est-à-dire qu'il nous prie de l'autoriser à faire des promesses qu'il ne mettra pas à exécution. Je trouve ces précautions fort ridicules. Nous avons un gouvernement qui s'est permis de dépenser des sommes considérables sans l'autorisation de la législature, et le voici qui nous demande de lui permettre de faire des promesses de la même nature que celles qu'il a déjà faites, c'est-à-dire des promesses qu'il ne tiendra pas.

Le gouvernement nous signale plusieurs mesures qu'il se propose de nous soumettre durant la session; je suis certain que le Conseil étudiera ces mesures avec beaucoup d'attention, surtout les projets de loi concernant l'inspection des écoles et les asiles d'aliénés, car ces deux questions ont vivement ému l'opinion publique. Le projet de loi concernant le recours aux tribunaux, lorsqu'il s'agira de réclamations contre la couronne, mérite aussi notre plus sérieuse considération, car ce projet pourrait exposer le gouvernement à de très graves inconvénients.

Quant à la mesure concernant le Conseil, j'ai lieu de croire qu'elle sera semblable à celle que l'on nous a présentée l'an dernier, c'est-à-dire que l'on demandera l'abolition de cette chambre. Lorsqu'on proposera l'adoption de ce paragraphe de l'adresse je proposerai un amendement déclarant que toute tentative d'abolir ce Conseil pourrait entraîner un conflit entre les deux chambres qui serait préjudiciable aux affaires de la province.

L'hon. M. STARNES, après avoir félicité le proposeur et le second de l'adresse, dit que le marquis de Lorne et la princesse Louise n'ont visité officiellement que Montréal et Québec et que c'est dans ces deux villes seulement où il y a eu une véritable réception. C'est pourquoi on a cru devoir se borner à les mentionner dans le discours du trône. Il est d'opinion que le gouvernement a fait tout en son pouvoir pour terminer le chemin de fer, et il croit que cette voie ferrée ne serait pas encore terminée si le gouvernement conservateur était resté au pouvoir. Quant à la location du chemin, le gouvernement s'est basé sur les soumissions reçues par le gouvernement de Boucherville, de sorte que l'on ne peut pas dire qu'il n'a pas demandé des soumissions. Il termine ses remarques en disant qu'il est convaincu que le Conseil est animé du désir sincère de travailler dans les intérêts du pays et qu'il accueillera

favorablement les mesures que le gouvernement lui soumettra.

L'hon. M. ROSS.—Je félicite le proposeur et le secondeur de l'adresse de l'habileté qu'ils ont mise dans l'accomplissement de leur tâche, mais je regrette de me trouver dans l'impossibilité de m'accorder avec eux dans leur manière d'envisager les questions qui nous sont soumises. A part les deux premiers paragraphes du discours du trône, où il est question de la joie que Son Honneur ressent en nous voyant de nouveau réunis et de la réception faite au marquis de Lorne et à la princesse Louise, je ne trouve à peu près rien dans la harangue officielle que je puisse approuver. Et même le premier paragraphe me paraît fort singulier. Si réellement la rentrée des chambres cause tant de plaisir à Son Honneur, ses ministres sont coupables de l'avoir privé si longtemps et si inutilement de cet agrément.

L'honorable président du Conseil s'est certainement trompé en disant que les villes de Québec et de Montréal ont seules eu l'honneur de recevoir le représentant et la fille de notre Souveraine. On se rappelle que l'automne dernier, lors de l'arrivée au Canada de ces augustes personnages, il y a eu tout le long de la route une véritable ovation qui mérite bien une mention spéciale.

Quant à la loyauté de la population de cette province, Sa Majesté la Reine Victoria sait que notre peuple est loyal, qu'il est sincèrement attaché à la mère-patrie, et elle sait de plus qu'aussi longtemps qu'elle nous conservera intacts nos droits, nos privilèges et nos libertés elle pourra compter sur notre dévouement à la monarchie britannique.

Je n'admets pas que le gouvernement ait le droit de se féliciter de l'activité qu'il prétend avoir mise dans le parachèvement du chemin de fer de la rive nord. Pendant tout le printemps dernier et une grande partie de l'été, au lieu de

pousser ces travaux avec vigueur, il n'a absolument rien fait; on n'a commencé à travailler un peu qu'à la fin du mois d'août, perdant ainsi une grande partie de la belle saison. Le pays sait que c'était l'intention du gouvernement de Boucherville de finir le chemin l'automne dernier et il sait aussi que l'ancienne administration n'avait pas seulement l'intention de le faire mais qu'il en avait aussi le pouvoir. Après le changement du cabinet qu'on est convenu d'appeler le coup d'état, on a suspendu les travaux, et ce n'est qu'au commencement de l'automne que le premier-ministre s'est trouvé tout à coup pris d'un si beau zèle. Mais je doute fort que le pays approuve ce zèle tardif, je doute fort qu'il approuve le premier-ministre se s'être fait conducteur de travaux au lieu de rester à son bureau afin d'y gérer les affaires de la province. Le gouvernement ne mérite donc pas les éloges qu'il se fait donner dans le troisième paragraphe. On sait que le parti aujourd'hui au pouvoir a combattu le projet du chemin de fer du nord par tous les moyens possibles, et après son avènement au pouvoir il a complètement négligé les travaux pendant plusieurs mois. Les hommes compétents ont déclaré que les travaux exécutés sur la neige, l'hiver dernier, sont ridicules et ont beaucoup nui à la réputation du chemin. Car, ce printemps, ceux qui voyageaient sur ce chemin exposaient leur vie. Les compagnies particulières sont obligées par la loi à n'ouvrir leurs chemins au trafic que lorsque ces chemins sont sûrs. Il n'y a que le gouvernement qui soit audessus de la loi; lui seul a pu exposer la vie des habitants de cette province.

En lisant le paragraphe qui se rapporte aux chemins de fer du sud, l'on se convaincra que les hommes qui, après avoir dénoncé ces chemins comme l'œuvre de rings odieux, comme trop onéreux pour la province, et trop nombreux, après avoir blâmé le gouvernement conserva-

teur de les avoir aidés et encouragés, viennent aujourd'hui déclarer que nous avions raison. Mais si je suis bien informé, le gouvernement actuel a négligé ces chemins comme il a négligé le chemin de fer du nord.

Le pont de Hull aura sans doute son utilité, mais il y a un temps pour tout. Il y a dans la province une foule de travaux utiles que le gouvernement pourrait exécuter, mais cela ne veut pas dire que le gouvernement doive les entreprendre sans y être autorisé par la législation. La construction du pont de Hull n'était pas d'une nécessité assez urgente pour justifier le gouvernement de violer le grand principe constitutionnel en vertu duquel les représentants du peuple ont seuls le contrôle des deniers publics. Pour commencer cette entreprise, il fallait attendre la réunion des chambres, ou mieux encore, il fallait les convoquer plus tôt. Rien ne pressait le gouvernement de construire le « loop line » et l'embranchement de St-Martin, et rien ne peut le justifier d'avoir foulé aux pieds les privilèges les plus sacrés de la législation. Le gouvernement ne mérite donc pas nos félicitations; loin de là, il mérite la censure la plus sévère.

Le gouvernement nous parle de la prolongation du chemin de fer jusqu'au Portage du Fort; mais cette prolongation doit se faire en vertu d'une loi et en vertu des arrangements conclus par le gouvernement conservateur. Après avoir combattu ce projet, le cabinet actuel a changé d'opinion sur ce point comme sur bien d'autres.

Je ne m'objecte pas à la demande que l'on se propose de faire au gouvernement fédéral; qu'on le sollicite, si on le veut, de venir en aide à nos entreprises qui sont autant dans les intérêts de la confédération que dans les intérêts de la province. Je ne regrette qu'une chose, c'est que la prodigalité et les gaspillages du gouvernement actuel mettent le gouvernement fédéral dans une position bien difficile. Nos ministres ont jeté

nos deniers aux quatre vents du ciel, ils ont fait des dépenses illégales, non autorisées et inutiles, et, dans ces circonstances, ils auront fort mauvaise grâce de s'adresser au gouvernement fédéral. Pense-t-on que les autres provinces verront d'un bon œil une demande de cette nature? Voudront-elles payer leur quote part des dépenses occasionnées par le *loop-line*, et l'embranchement de Saint-Martin, qui est une violation de la loi et des engagements de la province. Si nos affaires eussent été conduites avec sagesse, prudence et économie, on pourrait se présenter devant le gouvernement fédéral avec quelques chances de succès; mais dans les circonstances actuelles, je le répète, la position faite au cabinet d'Ottawa est extrêmement difficile.

Je trouve que le discours du trône se réduit à peu de choses; que l'on en enlève les félicitations que le cabinet se prodigue et il n'en restera presque rien. Le gouvernement se félicite à tout propos et hors de propos. Les arrangements faits à l'amiable avec les municipalités récalcitrantes sont pour lui un sujet de félicitations, mais je ne trouve pas que ces arrangements soient dignes d'éloges. D'abord, la difficulté survenue entre le gouvernement et le comté d'Ottawa n'est guère réglée à l'amiable puisque le gouvernement poursuit cette municipalité. Quant aux difficultés entre le gouvernement et les municipalités de La Chute, de Ste-Scholastique et de Ste-Thérèse on n'a absolument rien fait pour les régler ni à l'amiable ni autrement. Ces municipalités n'ont pas été poursuivies, il est vrai, mais d'un autre côté elles n'ont rien payé.

J'en arrive maintenant aux arrangements conclus avec la ville de Montréal. On le sait, cette ville devait sur son million, une balance de \$650,000 environ. D'après un rapport de M. Shan'y, le gouvernement n'avait à faire de l'ouvrage que pour \$350,000 pour avoir le droit de toucher cette balance. Qu'a

fait le gouvernement ? Il a tout simplement offert à la ville de Montréal de renoncer à la balance du million à condition que la ville renonçât aux travaux que le gouvernement était tenu d'exécuter. Cela peut être un arrangement à l'amiable, mais ce n'est certes pas un arrangement avantageux pour la province, c'est de plus une violation de la loi qui déclare que le chemin de fer de Québec à Aylmer doit passer par la ville de Montréal. Le gouvernement a donc perdu \$300,000 par cet arrangement à l'amiable. On prétend que les travaux que le gouvernement devait faire pour avoir le droit à la balance du million auraient coûté \$650,000. M. Shanly a dit le contraire, mais lorsque l'opinion de cet éminent ingénieur ne fait pas l'affaire du gouvernement on la rejette. Mais admettons pour un instant que tel soit le cas. Alors la province a perdu les \$650,000 puisque avec la balance du million le gouvernement aurait fait des travaux au montant de \$650,000, travaux qui n'auraient rien coûté au pays et qui seraient restés la propriété de la province. Plus que cela, le gouvernement s'est engagé à continuer le chemin jusqu'aux casernes, projet qui coûtera certainement beaucoup plus cher que le projet de mettre le terminus au chemin Papineau.

Il me faut maintenant parler du chemin de ceinture dont le gouvernement a doté la ville de Trois-Rivières. Cette ville se trouve dans la division que j'ai l'honneur de représenter et naturellement je m'intéresse à son sort, je voudrais la voir riche et prospère. Mais je ne dois pas oublier que, malgré mes vives sympathies pour la ville de Trois-Rivières, je représente ici, non des intérêts particuliers mais des intérêts généraux, et je suis forcé d'admettre que le *loop line*, quelque avantageux qu'il puisse être pour Trois-Rivières, n'a pas été autorisé par la législature. La ville de Trois-Rivières avait souscrit \$100,000 pour le chemin de fer des

Piles, à condition que le terminus fût à l'ouest du Saint-Maurice et en dehors des limites de la ville. Cette ligne est à peu près terminée et cependant la ville n'avait rien payé, imitant en cela plusieurs autres municipalités. Le gouvernement actuel a fait un arrangement avec Trois-Rivières par lequel la ville renonçait à une gare spéciale pour l'embranchement des Piles. Pour la récompenser de tant d'abnégation le gouvernement lui a donné le chemin de ceinture qui coûtera plus de cent mille piastres. Et il faut remarquer que dans le règlement par lequel la ville de Trois-Rivières a souscrit \$100,000, il n'est pas fait mention d'une gare spéciale. Dans sa grande générosité, le premier-ministre a trouvé que la ville avait droit à cette gare, laquelle, du reste n'aurait coûté que deux ou trois mille piastres. Renoncez à cette gare, a dit le premier ministre, et je vous donnerai des travaux qui coûteront cent mille piastres. Naturellement la ville de Trois-Rivières y a renoncé. Que la ville en retire quelque avantage, j'en serai heureux, mais je blâme la violation par le gouvernement d'un principe qui est la plus grande sauvegarde des libertés du peuple. Le premier-ministre avait peut-être d'autres motifs en faisant cet arrangement à l'amiable, motifs que chacun connaît mais que la charité nous défend de mentionner.

A Québec, autant que je puis en juger, il n'y a pas eu d'arrangement à proprement parler. La ville a payé quelque chose, et le gouvernement, pour la contenter, a fait des travaux au beau milieu de l'hiver. On a dit que c'était pour venir en aide aux ouvriers de Québec ; mais la véritable moyen de venir en aide à ces ouvriers eût été de faire faire ces travaux, et d'autres encore, pendant la belle saison. Alors les ouvriers auraient pu mettre de côté quelque chose pour l'hiver, mais on n'a rien fait avant le mois de janvier.

Le discours du trône fait mention de la location du chemin de fer du

nord. Il est très important pour la province de retirer de ce chemin tout le profit possible, surtout maintenant que nous avons à la tête des affaires des hommes qui se plaisent à jeter l'argent par la porte et les fenêtres. Lorsqu'ils étaient dans l'opposition les libéraux ont chanté sur tous les tons que ce chemin ne paierait pas les frais d'exploitation. Depuis que le chemin est terminé on a constaté que sur ce point comme sur tant d'autres, nos adversaires s'étaient trompés. Le chemin donne plus de revenus qu'on ne pouvait en espérer. L'hon. président du Conseil nous a dit que le gouvernement s'était basé pour louer le chemin sur les soumissions reçues, il y a environ deux ans, par l'ancienne administration. Mais il ne faut pas oublier que ces soumissions ont été faites dans un temps où les libéraux avaient réussi à faire croire à un grand nombre de personnes que le chemin ne paierait pas beaucoup. Il aurait donc fallu de nouvelles soumissions. Le président du Conseil a aussi dit que nous ne pouvions pas critiquer la location du chemin puisque nous avions eu l'intention de le louer nous-mêmes. Mais on oublie donc que lorsque les libéraux étaient dans l'opposition ils critiquaient tout ce que nous faisons, nous ne pouvions rien faire de bien, et aujourd'hui ils se font une gloire de nous imiter.

Mais en rapport avec la location du chemin il y a un autre point qu'il ne faut pas oublier. Du temps de M. MacKenzie nous savions que la province n'avait rien à espérer du gouvernement fédéral. Il nous fallait donc adopter le meilleur moyen de retirer des profits de ce chemin. Mais aujourd'hui que le cabinet actuel s'attend à recevoir de l'aide d'Ottawa, il eut mieux fait de tâcher de vendre notre voie ferrée au gouvernement fédéral. Une fois loué, il faudrait entrer en négociations avec les locataires et probablement leur payer des indemnités, ce qui entraînerait des dépenses considérables.

Je crains fort que la remise faite aux incendiés de Québec ne profite plus aux usuriers qu'aux pauvres gens.

Avant le deux mars il y avait peut-être des gens de bonne foi qui croyaient que l'on pouvait se passer du Conseil législatif. Mais à l'heure qu'il est tous ceux qui tiennent à la conservation de nos institutions doivent être convaincus que le Conseil n'est pas seulement utile, mais qu'il est indispensable pour tenir le gouvernement en échec. C'est le gouvernement lui-même qui s'est chargé de convaincre le pays de la nécessité absolue du Conseil législatif. On doit comprendre que le pays a besoin du Conseil puisqu'il est exposé, ne fut-ce que tous les cinquante ans, à avoir un gouvernement comme celui dont nous sommes affligés en ce moment.

Je suis d'opinion que tous ou presque tous les paragraphes de l'adresse en réponse au discours du trône devraient être modifiés, et si je ne propose pas des amendements à chaque paragraphe, c'est que l'usage veut que cette adresse ne lie pas la chambre qui l'adopte. Je me contenterai donc de proposer un amendement au troisième paragraphe lequel est de nature à faire croire que le Conseil approuve toutes les bévues et tous les gaspillages dont le gouvernement s'est rendu coupable ; on pourrait croire que nous approuvons la violation des principes du gouvernement responsable. Pour un je proteste de toute l'énergie dont je suis capable contre la violation de ces principes qui sont la plus grande sauvegarde des libertés populaires.

Rien ne peut justifier le gouvernement d'avoir dépensé des sommes considérables sans l'autorisation de la législature. La loi, les usages parlementaires, le bon sens et la prudence lui défendaient de faire ces dépenses. Si les chambres trouvaient que ces travaux ne sont pas utiles, où serait le remède. On pourrait renverser le gouvernement et le mettre dans l'impossibilité de

violer la loi de nouveau, mais cela ne remplirait pas le trésor vidé. Je proposerai donc un amendement en ce sens.

L'hon. M. BEAUDRY propose l'ajournement du débat. Adopté.

Puis le conseil s'ajourne.

Séance du 3 juillet,

Après les affaires de routine,

L'hon. M. BEAUDRY reprend le débat sur l'adresse. Il donne quelques explications au sujet des négociations qui ont eu lieu entre le gouvernement et la corporation de Montréal. Si il y a eu des difficultés au sujet du paiement de la balance du million, dit-il, elles ne doivent pas être attribuées au gouvernement de Boucherville, mais bien à certains échevins qui ont voulu imposer au gouvernement des conditions impossibles. J'ai demandé à l'hon. M. de Boucherville de rencontrer les échevins de la ville de Montréal, afin de leur expliquer qu'en face des rapports des ingénieurs il était impossible de faire passer le chemin par le Bout de l'Île, mais certains échevins n'ont pas voulu entendre raison. Je n'approuve pas l'achat des terrains que le gouvernement a acquis à Montréal; on les a payés trop cher et ils sont trop éloignés des casernes, terminus projeté du chemin. Je n'approuve pas non plus la location du chemin avant que cette voie ferrée soit terminée et avant que le gouvernement sache à quoi s'en tenir au sujet des revenus du chemin. Je concours pleinement dans les remarques faites par les honorables MM. de Boucherville et Ross.

L'hon. M. DE LA BRUÈRE :— Je concours dans les remarques faites par les hons. MM. de Boucherville, Ross et Beaudry, ces remarques ont jeté beaucoup d'éclaircissements sur la politique de la province, éclaircissements que l'honorable président du Conseil, je regrette de le dire, n'a pas cru devoir nous donner. Cependant, le gouvernement a eu bien le temps de développer sa poli-

tique. Durant les vacances les affaires du pays paraissent avoir été bien mal administrées. Après la mort du regretté M. Bachand, le cabinet a mis plusieurs mois à remplacer le trésorier. On a sans doute éprouvé de la difficulté à trouver quelqu'un qui voulût assumer la responsabilité des fautes ministérielles. On avait promis monts et merveilles et l'on se trouvait en face d'un déficit comme en fait foi le discours du trône.

Le discours du trône fait mention de la réception faite au Marquis de Lorne et à S. A. R. la princesse Louise. La loyauté du peuple canadien a sa base dans les bons traitements que nous avons reçus depuis quelques années de la mère-patrie; nous sommes jaloux de nos libertés et de nos privilèges et si nous sommes si attachés à l'Angleterre, c'est qu'elle nous a donné le gouvernement responsable.

Il traite ensuite au long la question des chemins de fer et fait voir que les libéraux, après avoir combattu la politique du parti conservateur l'adoptent aujourd'hui. Il cite un amendement présenté en 1875 par M. Préfontaine par lequel on voulait empêcher la construction du chemin de fer depuis Hull jusqu'au Portage du Fort, ainsi que celle de l'embranchement des Piles. Parmi ceux qui ont voté pour cet amendement on voit les noms de MM. Joly et Marchand.

Il fait voir que le chemin de ceinture, qu'on a fait dans l'autorisation de la législature, absorbera au moins les \$100,000 souscrites par la ville des Trois-Rivières, et l'on appelle cela un arrangement avantageux pour la province!

Autrefois, dit-il, les journaux libéraux accusaient le gouvernement de Boucherville d'avoir trahi les intérêts de la ville de Montréal parce qu'il avait abandonné le tracé du Bout de l'Île pour adopter celui de Terrebonne. Mais que faut-il penser du gouvernement actuel qui a construit l'embranchement de Saint Martin, sans autorisation et en violation de la loi?

Le gouvernement est tombé dans bien des contradictions surtout en ce qui concerne les voies ferrées. On se rappelle qu'au mois de février, 1878, M. Joly proposait un amendement qui avait pour but de rejeter le projet présenté par le gouvernement conservateur pour remanier les octrois déjà votés aux chemins de fer de la rive sud ; il prétendait que l'état des finances de la province ne justifiait pas cette mesure, qui, affirmait-il, accordait véritablement un nouvel octroi. Cependant, neuf jours plus tard, M. Joly arrive au pouvoir grâce au coup d'Etat, et que fait-il ? Le projet dont j'ai parlé avait été voté à l'Assemblée législative, mais M. Joly, au lieu de s'y opposer dans cette chambre, le fait adopter par le Conseil et le fait sanctionner par le lieutenant-gouverneur, après l'avoir dénoncé comme une mesure préjudiciable aux intérêts de la province ! A-t-on jamais vu contradiction aussi flagrante ?

A la dernière session, l'hon. M. Bachand avait promis qu'il y aurait un surplus de plusieurs milliers de piastres à la fin de l'année fiscale. Les chefs du parti conservateur l'avertirent qu'il ne pouvait pas réaliser les économies sur lesquelles il comptait ; on n'a pas voulu les écouter, et aujourd'hui on constate par le discours du trône qu'ils avaient raison et qu'au lieu d'un surplus, même faible, nous avons un déficit considérable. Du reste, ce résultat ne doit pas nous étonner. Un gouvernement qui dépense \$500,000 environ sans l'autorisation de la législature et en violation de la loi, un gouvernement qui jette les deniers publics à droite et à gauche, un gouvernement qui emprunte à tort et à travers, n'est pas un gouvernement sur lequel on peut compter pour rétablir l'équilibre dans nos finances.

Le gouvernement semble oublier qu'il n'est après tout qu'un comité du pouvoir législatif, un comité possédant de grands pouvoirs, si vous le voulez, mais un comité

entièrement soumis au contrôle des chambres, un comité qui ne peut dépenser un seul centime sans l'autorisation et la permission de la législature.

Par ses gaspillages et ses dépenses illégales, le gouvernement actuel nous mène droit à l'union législative, car ses actes sont de nature à épouvanter le peuple et à le forcer à chercher un remède dans l'union de toutes les provinces sous un seul gouvernement.

Pour donner à cette chambre une idée de la manière dont le gouvernement a trompé le peuple de cette province, on me permettra de signaler le fait que durant l'élection qui vient d'avoir lieu dans le comté de Saint-Hyacinthe, on a répandu à profusion une feuille portant la signature du solliciteur-général, l'hon. M. Mercier. Sur cette feuille, ce ministre affirmait hardiment que le gouvernement avait effectué une économie de \$450,000, et trois semaines plus tard ce même ministre venait nous dire dans le discours du trône qu'il y a un déficit.

Nous ne pouvons pas encore constater d'une manière exacte quelles ont été les prétendues économies du gouvernement, mais il y a un item des dépenses de l'année fiscale qui vient de se terminer que nous connaissons déjà. On se rappelle que parmi les économies que le gouvernement devait faire se trouvait une somme de \$1,500 dans le crédit affecté à la bibliothèque. Le gouvernement conservateur demandait un crédit de \$3,000 ; le nouveau gouvernement a dit : nous allons réduire cette somme de moitié ; nous ne demanderons que \$1,500. Eh bien ! qu'est-il arrivé ? Je vois par le rapport du bibliothécaire qui vient d'être soumis que l'on a constaté, dès le commencement de l'année, que la somme votée était insuffisante et que l'on a été obligé de dépenser une somme additionnelle de \$1,500, c'est-à-dire le même montant que le gouvernement conservateur demandait. Il

en a probablement été de même pour les autres items.

Non seulement le gouvernement a indignement trompé les électeurs par ses promesses d'économie, il a donné au peuple un bien triste exemple. S'il y a quelqu'un qui doit être un observateur scrupuleux de la loi, c'est le gouvernement. Cependant le cabinet actuel a violé la loi d'une manière évidente pour tous en envoyant les brefs pour l'élection dans le comté de Chambly à une personne à qui il ne devait pas les envoyer. La loi dit clairement et formellement que les brefs doivent être envoyés soit au shérif soit au registrateur. Et sans raison aucune, si ce n'est pour s'assurer du résultat de l'élection, le gouvernement a envoyé les brefs à un de ses amis qui n'était ni le shérif ni le registrateur.

On parle encore cette année d'abolir le Conseil législatif, c'est-à-dire que l'on veut faire de la prétendue économie au prix de la constitution. C'est une question de haute politique et on la traite en tâchant de soulever des préjugés contre cette chambre que nos hommes d'Etat les plus éclairés ont considérée comme nécessaire au bon fonctionnement de notre administration.

J'aimerais à avoir quelques explications touchant la mesure que le gouvernement se propose de nous présenter pour donner aux citoyens le droit de soumettre leurs réclamations contre la couronne aux tribunaux du pays. L'honorable président du Conseil s'est contenté de dire qu'il n'était pas avocat et que par conséquent il ne connaissait pas la nature de ce projet de loi. L'hon. monsieur n'est pas avocat, on le sait, mais il est membre du conseil exécutif et comme tel il devait être en mesure de nous expliquer quelle est la nature de cette loi que ses collègues se proposent de nous soumettre. Il faut croire que le président du Conseil est réduit au même rang qu'occupe son collègue le procureur-général. On se rappelle que ce dernier a déclaré formellement l'année der-

nière que le bill concernant les processions de parti était inconstitutionnel, et cependant ses collègues ont conseillé au lieutenant-gouverneur de le sanctionner, et le procureur-général est resté dans le cabinet après cette insulte !

Il termine son discours en établissant une comparaison entre la conduite constitutionnelle tenue par le gouvernement conservateur, et la conduite inconstitutionnelle suivie par le cabinet actuel.

Le Conseil adopte ensuite les deux premiers paragraphes de l'adresse.

Au troisième paragraphe, l'hon. M. Ross, secondé par l'hon. M. Dionne, propose l'amendement suivant :

« Que les mots suivants soient ajoutés au dit paragraphe après le mot « saison. » Mais que cette chambre regrette que le gouvernement ait modifié les obligations et les contrats existant au sujet du chemin de fer « Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, » qu'il ait contracté des engagements et fait des travaux nouveaux et considérables, sans l'autorisation de la législature, et en violation de la loi. »

L'hon. M. ARCHAMBAULT dit qu'il croit devoir protester contre la conduite de ceux qui blâment chez le gouvernement actuel ce qu'ils ont fait eux-mêmes lorsqu'ils étaient au pouvoir. Il affirme que le gouvernement de Boucherville a violé la loi en abandonnant le tracé du Bout de l'Île et qu'il a retardé par là les travaux d'un an et demi. La loi ne l'autorisait pas à faire ce changement. Il ne veut pas défendre le gouvernement actuel et il votera pour l'amendement, mais il voulait faire connaître sa manière de voir sur cette question. Il croit que le Conseil a le droit de blâmer la politique générale du gouvernement, mais il est d'avis que lorsqu'il s'agit de questions purement financières on devrait laisser à l'autre chambre le soin de les régler.

L'hon. M. REMILLARD dit que

l'honorable conseiller qui vient de parler lui a enlevé une partie de ses idées. Il explique cette communauté d'idées par le fait que l'hon. M. Archambault est conservateur de la même manière qu'il est libéral, c'est-à-dire d'une manière modérée. Il dit que si les libéraux se sont opposés à la politique adoptée par le gouvernement conservateur à l'égard des voies ferrées c'est qu'ils prévoyaient un déficit, mais une fois arrivés au pouvoir ils ont trouvé la province engagée dans cette voie et ils ont dû forcément la suivre. C'est ce qui explique, dit-il, la contradiction apparente qu'il peut y avoir entre les actes du parti libéral. Il fait ensuite l'éloge de M. Joly et des arrangements qu'il a conclus avec les différentes municipalités. Parlant des économies que le gouvernement se propose de faire, il dit que c'est le Conseil qui a empêché le cabinet de réaliser ces épargnes. Et cette année encore, si le gouvernement pour faire de l'économie, se propose d'abolir le Conseil et les inspecteurs d'écoles, il est probable que le Conseil mettra des entraves à cette politique de retranchement.

L'hon. M. STARNES admet le principe contenu dans l'amendement, mais, dit-il, tous les gouvernements sont forcés de le violer à chaque instant. Il affirme que le gouvernement conservateur a émis souvent des mandats spéciaux, c'est-à-dire qu'il dépensait des sommes qui n'avaient pas été votées par la législature. Du reste cela se fait tous les jours et dans tous les pays. Il parle assez longuement des travaux exécutés sur le chemin de fer depuis l'avènement au pouvoir du gouvernement actuel et il prétend que M. Joly a fait preuve de beaucoup de zèle et d'activité. Il trouve étrange que l'hon. M. ROSS soit opposé au chemin de ceinture qui est d'un grand avantage pour la ville de Trois-Rivières et il termine en disant que le déficit énorme dont on a parlé n'existe que dans l'imagination des conservateurs.

L'hon. M. ROSS :—

L'hon. président du Conseil a cru sans doute faire une grande trouvaille lorsqu'il a constaté que le gouvernement de Boucherville avait émis certains mandats spéciaux; mais il a oublié de dire que ces mandats étaient pour continuer et faire progresser des travaux autorisés par la législature. Il y a donc toute la différence du monde entre la conduite du gouvernement conservateur et le gouvernement actuel qui, lui, a dépensé des sommes énormes sur des travaux qui n'avaient pas été autorisés par la législature. Dans le premier cas le gouvernement était justifiable, dans le second, il est blâmable.

L'hon. président du Conseil est revenu à l'activité déployée par le gouvernement, mais il y a une chose qu'il n'a pas nié et qu'il ne peut pas nier, c'est qu'on a perdu la plus grande partie de la belle saison.

L'hon. conseiller pour la Durantaye a cru devoir accuser le Conseil d'avoir empêché le gouvernement de réaliser des économies. La seule fois que le Conseil soit intervenu dans une question purement financière c'était pour empêcher le gouvernement de faire du gaspillage. Le cabinet voulait payer les volontaires qu'on avait appelés ici lors d'une grève; ces troupes avaient été envoyées ici sans raison et ce n'était pas à la province de les payer. C'est pour cela que le Conseil a rejeté le bill que le gouvernement nous avait présenté dans le but de pouvoir dépenser une somme considérable qui n'aurait pas dû être dépensée. Le Conseil a fait son devoir, mais je crois savoir que le gouvernement, malgré ce vote du Conseil, a persisté à payer les volontaires à même les fonds de la province. Dans ce cas, c'est une illégalité de plus à mettre au compte du gouvernement.

L'hon. conseiller pour Repentigny (M. Archambault) a fait allusion à l'abandon du tracé du Bout de l'Île. Mais il faut se rappeler que lorsque cet hon. monsieur faisait partie du bureau de direction de l'ancienne

compagnie, on a permis à la ville de Joliette de faire à ses frais une nouvelle exploration ; c'était reconnaître implicitement que si l'on trouvait un meilleur tracé que celui du Bout de l'Île on l'adopterait. C'est de cette permission, contre laquelle l'hon. conseiller n'a pas protesté, que date l'idée d'abandonner le tracé du Bout de l'Île. Du reste, en changeant de tracé, le gouvernement n'a pas violé la loi, au contraire, il y avait une clause dans l'acte qui autorisait ce changement.

On a cru devoir exprimer son étonnement de voir que je ne puis pas approuver la manière dont le chemin de ceinture à Trois-Rivières a été construit. Je n'ai pas besoin de répéter ce que j'ai dit hier au sujet de l'intérêt que je porte à cette ville ; mais c'est une question de principe et si je ne blâmais pas le gouvernement d'avoir fait des travaux non autorisés simplement parce que ces travaux se trouvent dans ma division, comment pourrais-je le blâmer pour ses autres dépenses illégales ?

Les prétendues économies du gouvernement sont tout bonnement des travaux nécessaires qu'on n'a pas exécutés. On a arrêté les travaux du cadastre, de la codification des lois, etc., on a retranché sur la colonisation, et l'on a dit que c'était de l'économie. Et malgré ces fausses économies on arrive à la fin de l'année avec un déficit. Je ne dirai pas comme disaient les libéraux lorsqu'ils étaient dans l'opposition, que la province est en banqueroute ; je ne suis pas de ceux qui ne craignent pas de décrier leur pays dans le but de discréditer leurs adversaires ; mais je dirai que notre province est dans une position très-critique.

L'hon. M. HEARN félicite le président du Conseil de l'esprit de conciliation dont il a fait preuve. Il a défendu, dit-il, avec beaucoup d'habileté et beaucoup de modération une très mauvaise cause, et c'est tout ce que je puis dire en sa faveur. J'ai été étonné de l'argument dont

s'est servi l'hon. monsieur pour justifier le gouvernement actuel d'avoir dépensé les deniers publics sans l'autorisation de la législature. S'il est vrai, a-t-il dit, que le gouvernement a dépensé de l'argent sans y être autorisé, on ne doit pas l'en blâmer car le gouvernement de Boucherville en a fait autant ! A-t-on jamais entendu semblable argument ? Supposons pour un instant que le gouvernement de Boucherville ait fait des dépenses non autorisées, est-ce que cela justifie le gouvernement Joly d'en avoir fait autant ? Parce que son prédécesseur a violé la loi, est-ce que cela donne le droit au cabinet actuel de méconnaître les principes du gouvernement constitutionnel ? Depuis quand deux noirs font-ils un blanc et deux mal font-ils un bien ? Mais, comme l'a si bien fait remarquer l'hon. conseiller pour Chaouinigan (M. Ross), il n'y a pas de parité possible entre le cas du gouvernement de Boucherville, qui a émis des mandats spéciaux pour terminer des travaux autorisés par la législature, et celui du gouvernement actuel qui a entrepris et commencé des travaux sans la moindre autorisation. Entre ces deux cas, il y a toute la différence du monde.

Je nie l'assertion faite par l'hon. président du Conseil qui prétend que tous les jours et dans tous les pays on voit les gouvernements dépenser les deniers publics sans y être autorisés. Si la chose arrivait si fréquemment, s'il était absolument nécessaire que le gouvernement eût le droit de dépenser sans l'autorisation du parlement, on n'aurait pas consacré le principe contraire, on n'aurait pas dit de la manière la plus formelle que l'argent du peuple ne peut être dépensé sans le consentement du peuple. Si ces paroles n'ont aucune signification, si le gouvernement n'est pas tenu de s'y conformer on ne les aurait pas introduites dans nos lois. Car ceux qui ont posé ce grand principe étaient des hommes éclairés et ils savaient ce qu'ils faisaient. Donc, si l'on envi-

sage la question sans parti pris, sans le désir de favoriser un parti politique plutôt qu'un autre, on sera forcé d'admettre que le gouvernement a violé un principe fondamental du droit constitutionnel.

L'amendement de l'hon. M. Ross est ensuite mis aux voix et adopté sur la division suivante :

Pour : Les honorables MM. Archambault, Ross, Wood, Gingras, de Boucherville, Dionne, Hearn, Gaudet, de La Bruère, de Léry, Beaudry, Webb, Savage, Lemaire, Prudhomme, Roy, Dostaler, Laviolette.—18.

Contre : Les honorables MM. Starnes, Rémillard et Bryson.—3.

Les autres paragraphes jusqu'au dixième, inclusivement, sont adoptés sans discussion.

Le onzième paragraphe, sur proposition de l'hon. M. Laviolette, est amendé de manière à se lire comme suit :

« Nous voyons avec satisfaction que depuis la dernière session, dans le but d'aider la nombreuse classe des ouvriers sans ouvrage à s'éloigner des villes pour s'établir sur les terres de la Couronne, il a été promis de l'aide à des personnes zélées pour le bien public, qui se proposaient de former de grandes associations pour la colonisation du pays, et nous promettons à Son Honneur de nous occuper attentivement de la mesure qui nous sera présentée pour autoriser le gouvernement à faire d'autres arrangements qui lui permette de mettre à effet les promesses faites. »

Sur motion de l'honorable M. de Boucherville, secondé par l'hon. M. Webb, le douzième paragraphe, se rapportant à l'abolition du Conseil, est biffé et le paragraphe suivant y est substitué.

« Nous désirons attirer l'attention de Son Honneur sur le danger, pour l'expédition des affaires, qui pourrait résulter d'un conflit entre les deux chambres de la législature, si une nouvelle tentative était faite d'abolir le Conseil législatif. »

L'adresse ainsi amendée est adoptée. Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 4 juillet.

Après les affaires de routine,

L'hon. M. ARCHAMBAULT propose que le délai pour la réception des pétitions pour bills privés soit prolongé jusqu'au 11 du courant, celui pour la réception des bills privés jusqu'au 18 du courant, et celui pour la réception des rapports du comité des bills privés jusqu'au 25 du courant. Adopté.

Sur motion de l'hon. M. Starnes, les divers comités permanents sont nommés.

L'hon. M. STARNES, secondé par l'hon. M. de Boucherville, propose qu'un comité composé des honorables MM. Beaudry, Dionne, Bryson, le moteur et le secondeur soit nommé pour rédiger une adresse de félicitations devant être présentée à Son Excellence le gouverneur général et à S. A. R. la princesse Louise.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE dit qu'il seconde la motion avec plaisir, mais qu'il se réserve le droit de ne pas voter l'adresse avant que l'on sache quelle sera la nature de l'adresse votée par l'autre chambre. Il est possible que cette adresse contienne des assertions auxquelles le Conseil devra répondre. S'il fait ces remarques, c'est qu'il voit que l'on veut présenter certaines résolutions dans l'autre chambre et que le gouvernement pourrait introduire ces résolutions dans l'adresse de l'Assemblée législative.

L'hon. M. STARNES dit qu'il est certain que l'adresse adoptée par l'autre chambre sera une adresse purement de félicitations et qu'il n'y aura aucune allusion aux questions politiques.

L'hon. M. DE LA BRUERE demande.—Si les frais de transport et de séjour de la police provinciale à St-Hyacinthe, le 3 juin courant, ont été ou seront payés par le gouvernement, ou bien par la cité de St-Hyacinthe, et à quel montant s'élèvent ces frais ?

L'hon. M. STARNES dit que ce n'est pas la police provinciale qui a été envoyée à Saint-Hyacinthe, mais

bien un détachement de la police de Québec. Quant aux frais, qui se lèvent à \$104, ils seront payés par la province.

L'hon. M. DE LABRUÈRE demande si en payant les volontaires pour leurs services, lors de l'émeute de juin 1878, en la cité de Québec, le gouvernement s'est réservé son recours contre la corporation de la cité de Québec pour le remboursement des deniers qu'il a ainsi payés ?

L'hon. M. STARNES répond que les frais encourus en cette circonstance se montent à \$8,580. Sur cette somme la ville de Québec a consenti à payer \$3,930, le gouvernement payant la balance, soit \$4,600.

Plusieurs documents sont demandés par l'hon. M. de LaBruère, entre autres la correspondance concernant l'envoi d'un détachement de police à Saint-Hyacinthe lors de la récente élection, un état détaillé des sommes payées aux volontaires pour leurs services lors de la grève de juin 1878, le compte détaillé de M. Joseph Nault, officier-rapporteur de la dernière élection qui a eu lieu à Saint-Hyacinthe et tous les documents se rapportant à l'affaire Gowen.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 7 juillet.

Après les affaires de routine,

L'Orateur donne lecture d'un message du lieutenant-gouverneur accusant réception de l'adresse du Conseil en réponse au discours du trône.

L'hon. M. DE LABRUÈRE donne avis qu'il interpellera le gouvernement sur la mission de l'hon. M. Joly en Angleterre le printemps dernier et qu'il demandera copie de l'ordre en conseil autorisant M. Joly à se rendre en Angleterre ainsi que copie du rapport de l'hon. M. Joly sur le résultat de sa mission. Il donne aussi avis qu'il demandera un état indiquant le nombre de juges de paix nommés depuis le 2 mars 1878.

Sur motion de l'hon. M. STARNES secondé par l'hon. M. de Boucher.

ville, un comité composé des honorables MM. Ross, Dionne, Bryson, le moteur et le second est nommé pour préparer une adresse de bienvenue à S. E. le gouverneur général et à S. A. R. la princesse Louise.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 8 juillet.

Après les affaires de routine,

L'honorable M. DE LABRUÈRE demande un état indiquant les noms et le nombre des juges de paix nommés par le gouvernement depuis le 2 mars 1878 jusqu'à ce jour. En faisant cette motion il dit qu'on se rappellera que depuis le coup d'état le cabinet s'est plu à nommer des juges de paix à droite et à gauche. A Saint-Hyacinthe, par exemple, il est allé jusqu'à nommer juge de paix un homme qui demeure aux Etats-Unis depuis trois ans.

On a prétendu qu'il serait plus facile pour le gouvernement de donner les noms de ceux qu'il n'a pas nommés que les noms et le nombre de ceux qu'il a nommés.

La motion est adoptée.

L'honorable M. DE LABRUÈRE demande copie de tous ordres en conseil assignant, le printemps dernier, à l'hon. M. Joly une mission spéciale en Angleterre pour affaires publiques et copie du rapport du dit honorable M. Joly sur le résultat de sa dite mission. Adopté.

L'honorable M. DE LABRUÈRE demande quel a été l'objet de la mission de l'hon. M. Joly en Angleterre, le printemps dernier ?

L'honorable M. STARNES répond que les documents demandés contiendront la réponse à cette interpellation.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 10 juillet.

Après les affaires de routine,

L'hon. M. Joly, introduit avec les cérémonies ordinaires, apporte un message de l'Assemblée législative annonçant que l'Assemblée a adopté une adresse de bienvenue à S. E. le

gouverneur-général et à S. A. R. la princesse Louise, et demandant au Conseil de donner son concours à cette adresse.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE exprime l'opinion que l'on pourrait facilement se dispenser des cérémonies maintenant en usage pour la transmission des messages d'une chambre à l'autre. Il a constaté que le messenger du Conseil est quelque fois exposé aux rires moqueurs de certains membres de l'autre chambre. On pourrait faire comme l'on fait en Angleterre et à Ottawa : transmettre les messages par l'un des greffiers du Conseil qui se rendrait à la barre de l'autre chambre et remettrait le message à l'un des greffiers de l'Assemblée, sans entrer dans l'enceinte et sans interrompre les débats.

L'hon. M. ARCHAMBAULT dit que le Conseil pourrait adopter ce mode, mais il ne peut obliger l'autre chambre de l'adopter.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE dit qu'il serait très-facile d'avoir une conférence avec l'autre chambre à ce sujet afin de s'entendre sur cette question.

L'hon. M. FERRIÈRE dit qu'il serait très-fâché d'abolir d'antiques usages simplement parce que certains membres de l'autre chambre ne savent pas se conduire comme des gens bien élevés.

L'hon. M. BRYSON dit qu'après ce qu'il a vu hier, à l'autre chambre, il est d'avis que l'on devrait abolir cette cérémonie.

L'hon. M. de LA BRUÈRE cite May pour prouver qu'en Angleterre, depuis 1855 l'on transmet les messages par les greffiers sans interrompre les débats.

L'hon. M. ARCHAMBAULT propose que lorsque le Conseil s'ajournera demain il soit ajourné à mardi prochain. Une assez longue discussion s'engage sur cette question.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE dit que dans les circonstances actuelles le Conseil doit rester à son poste. La motion est abandonnée.

L'adresse à S. E. le gouverneur-général et à S. A. R. la princesse Louise est adoptée.

M. L'ORATEUR informe le Conseil que l'adresse sera présentée demain après-midi à trois heures et demie.

L'hon. M. ROSS.—Bien qu'il ne soit pas strictement conforme aux usages parlementaires de faire allusion à ce qui se passe dans l'autre chambre, on me permettra de signaler les résolutions que l'Assemblée législative a adoptées, à une majorité de trois voix, relativement à l'affaire Letellier. Je ne comprends pas le rôle de cette législature comme la majorité de l'autre chambre semble le comprendre. Cette majorité a cru pouvoir juger les actes du gouvernement fédéral, les blâmer; elle a cru que cette législature peut convenablement donner des conseils au gouverneur-général et se placer entre lui et ses ministres responsables. C'est une interprétation erronée de notre constitution. Il est donc important que l'une des branches de la législature de notre province démontre qu'elle au moins sait interpréter l'acte de l'Amérique britannique du Nord comme il doit l'être; qu'elle au moins veut rester dans les attributions que lui assigne la constitution; qu'elle au moins reconnaît les pouvoirs du gouvernement fédéral sur lesquels elle ne désire pas empiéter. Il est important que ce Conseil saisisse la première occasion d'affirmer ce principe. J'ai une série de résolutions à soumettre au Conseil; ces résolutions résument, suivant moi, la vraie doctrine constitutionnelle.

L'hon. M. RÉMILLARD se lève pour une question d'ordre. Il exige qu'avis soit donné.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE : L'hon. conseiller pour la Durantaye fera peut-être mieux d'attendre la lecture des résolutions de l'honorable conseiller pour Chaouinigan.

L'hon. M. ROSS—Je vois que l'hon. conseiller pour la Durantaye est décidé à s'opposer d'avance à cette motion; il ne veut pas même l'en-

tendre lire afin de constater si, oui ou non, il y a urgence. J'estimais que vu la nature de ces résolutions, le Conseil permettrait la suspension de la règle qui exige un jour d'avis. Puisque l'on ne veut pas, je proposerais demain que le Conseil se forme en comité général pour prendre en considération ces résolutions.

L'hon. M. de LA BRUERE demande un état du revenu des licences d'auberges, pendant la dernière année fiscale; une liste des poursuites dans lesquelles jugement a été obtenu au nom du gouvernement, les noms et la résidence des personnes poursuivies, le montant des jugements, les amendes perçues et remises. Adopté.

Le bill pour incorporer le collège théologique Wesleyen de Montréal subit sa deuxième lecture.

Puis le Conseil s'ajourne.

—
Séance du 11 juillet,

L'HON. M. LEMAIRE soumet le deuxième rapport du comité des bills privés et des ordres permanents, lequel est adopté.

L'HON. M. BEAUDRY soumet le deuxième rapport du comité des comptes contingents.

L'HON. M. BEAUBRY propose que lorsque le conseil s'ajourne il soit ajourné à mardi.

L'HON. M. DE BOUCHERVILLE dit qu'il s'oppose à cette motion pour la raison qu'il a donnée hier. Dans les circonstances actuelles il faut que le Conseil reste à son poste.

L'HON. M. BEAUDRY dit que s'il a proposé l'ajournement à mardi c'est afin de favoriser ceux qui veulent s'absenter.

Les honorables MM. Webb, Bryson et Rémillard se prononcent dans ce sens.

Le vote est pris et la motion de l'hon. M. Beaudry est adoptée, les honorables MM. de Boucherville, Laviolette, de La Bruère, Gaudet, Wood et Gingras votant contre.

L'HON. M. de LA BRUERE propose en absence de l'hon. M. Ross, que le Conseil se forme en comité

général sur les résolutions suivantes :

« Qu'il soit résolu que :

« Considérant que la nomination et le rappel des lieutenants-gouverneurs des différentes provinces de la Puissance sont laissés au Gouverneur-Général en Conseil sous l'autorité de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867, et d'après la dépêche de Lord Carnarvon secrétaire d'état pour les colonies, à Lord Dufferin alors gouverneur-général de la Puissance, en date du 7 janvier 1875 et dans laquelle il est dit : « Les lieutenants-gouverneurs des provinces du Canada, si importantes que soient leurs fonctions locales, font partie du personnel administratif colonial, et sont plus immédiatement responsables au Gouverneur-Général en Conseil » ;

« Considérant que le bon fonctionnement des gouvernements locaux dépend en grande mesure de l'accomplissement des devoirs assignés aux différents lieutenants-gouverneurs, et que tout acte commis par eux contre la constitution et laissé impuni mettrait la paix et la prospérité de la Puissance en danger : Cette chambre est d'opinion qu'il est du droit comme du devoir de l'honorable Conseil Privé du Canada d'exiger des lieutenants-gouverneurs l'accomplissement fidèle des devoirs de leur charge et de réprimer en eux tout acte subversif des principes du gouvernement responsable accordé à chaque province. »

L'HON. M. REMILLARD s'oppose à cette motion attendu que l'avis n'en a été donné qu'hier tandis que le règlement veut qu'un jour franc s'écoule entre l'avis et la motion.

L'HONORABLE ORATEUR décide dans ce sens.

L'HON. M. FERRIER fait remarquer que l'on n'a jamais interprété le règlement d'une manière aussi sévère et ce n'est pas la coutume suivie dans le sénat.

L'HON. M. WEBB dit qu'il faudrait changer la lettre du règlement.

L'HON. M. DE BOUCHERVILLE s'oppose à ce changement. Ce règlement peut-être nécessaire pour protéger la minorité.

L'HON. M. de LA BRUERE donne en conséquence avis que l'hon. M. Ross proposera ses résolutions mardi prochain.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 15 juillet.

Après les affaires de routine,

M. l'orateur soumet la réponse de S. E. le gouverneur-général à l'adresse de bienvenue présentée par le Conseil.

L'hon. M. ROSS :—En présentant les résolutions concernant la destitution des lieutenants-gouverneurs, (résolutions que nous avons déjà publiées mais que nous croyons devoir répéter), dit en substance ce qui suit : L'état de ma santé m'empêche d'appuyer ces résolutions de longues remarques. Ces résolutions renferment une saine interprétation de la constitution et elles sont comme une protestation contre une interprétation erronée de l'acte de la confédération que l'on a donnée ailleurs. Je propose donc secondé par l'honorable M. Ferrier : Qu'il soit résolu que,

« Considérant que la nomination et le rappel des lieutenants gouverneurs des différentes provinces de la Puissance sont laissés au gouverneur général en conseil sous l'autorité de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867, et d'après la dépêche de Lord Carnarvon secrétaire d'état pour les colonies, à Lord Dufferin, alors gouverneur général de la Puissance, en date du 7 janvier 1875 et dans laquelle il est dit : « Les lieutenants gouverneurs des provinces du Canada, si importantes que soient leurs fonctions locales, font partie du personnel administratif colonial, et sont plus immédiatement responsables au gouverneur général en conseil ; »

« Considérant que le bon fonctionnement des gouvernements lo-

caux dépend en grande mesure de l'accomplissement des devoirs assignés aux différents lieutenants gouverneurs, et que tout acte commis par eux contre la constitution et laissé impuni mettrait la paix et la prospérité de la Puissance en danger : Cette chambre est d'opinion qu'il est du droit comme du devoir de l'honorable Conseil Privé du Canada d'exiger des lieutenants-gouverneurs l'accomplissement fidèle des devoirs de leur charge et de réprimer en eux tout acte subversif des principes du gouvernement responsable accordé à chaque province »

L'hon. M. BEMILLARD propose l'amendement suivant :

Que cette honorable chambre ne se forme pas maintenant en comité, mais qu'il soit résolu : « Que tous les mots après « que » soient retranchés et remplacés par les suivants :

Attendu que la démission du lieutenant gouverneur de Québec, est demandée pour un acte qui, quel que soit le jugement qu'on en puisse porter, n'intéresse que la Province de Québec.

Que partant cet acte est un de ceux dont les aviseurs du lieutenant gouverneur peuvent seuls être appelés à rendre compte, en vertu des principes du gouvernement responsable.

Que démettre le lieutenant gouverneur pour cette raison ce serait le forcer d'agir suivant les désirs du gouvernement fédéral et non suivant les conseils de ses aviseurs responsables aux chambres et au peuple de la Province de Québec ;

Que ce serait partant un acte attentatoire à l'autonomie de la Province ;

Qu'il est du devoir de cette chambre pour sauvegarder la dite autonomie, de protester contre la tentative de démission du lieutenant gouverneur de Québec, basée sur les votes qui ont été donnés par la chambre des Communes et le Sénat du Canada relativement à la question Letellier.

En faisant cette motion l'hon. M.

Rémillard dit : Le Conseil n'a rien à voir dans cette question. Le lieutenant gouverneur est responsable à la province de Québec qui doit le juger. Le nouveau ministre a pris la responsabilité de l'acte du deux mars et le peuple a soutenu ce ministère. Le lieutenant gouverneur n'a pas violé la constitution. La démission d'un lieutenant gouverneur n'est pas laissée aux partis politiques mais au gouverneur général agissant en sa capacité de représentant de la couronne. Il y en a qui prétendent que c'est le gouverneur général en conseil qui doit démettre les lieutenants gouverneurs, mais cette question a été soumise aux autorités impériales et il ne convient pas que le Conseil se prononce sur cette affaire. Il ne convient pas non plus que le Conseil se mette en opposition avec les vœux du peuple exprimés par l'Assemblée législative, il ne convient pas qu'il prenne sur lui d'expliquer la constitution au gouverneur général. L'amendement proposé tend à conserver notre autonomie. Adopter les résolutions, c'est inviter le pouvoir central à s'immiscer dans les affaires de la province. On veut enlever aux lieutenants gouverneurs le pouvoir de renvoyer un mauvais gouvernement. Si l'on demet le lieutenant gouverneur Letellier on créera un précédent dangereux. Le vote qui a été pris à Ottawa a été un vote de parti ; le vote pris ces jours-ci à l'Assemblée législative a aussi été un vote de parti, mais il ne faut pas que le Conseil se constitue l'instrument d'un parti.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE demande si l'hon. conseiller est d'avis que le gouverneur seul peut démettre un lieutenant-gouverneur.

L'hon. M. RÉMILLARD dit que comme les avis sont partagés sur cette question, il se dispensera de formuler son opinion.

L'hon. M. DE LA BRUÈRE.—Le but du Conseil est de réparer les écarts commis par l'assemblée populaire. Les résolutions pré-

tées par l'hon. conseiller pour Chauvinigan affirmant un principe général concernant la nomination et le rappel des lieutenant gouverneurs, tandis que l'amendement tend à faire approuver ou blâmer la conduite tenue par notre lieutenant gouverneur. Je suis surpris de voir que le gouvernement permet à l'hon. conseiller de la Durantaye de présenter cet amendement qui est inconstitutionnel, puisqu'il a pour but de juger l'acte du deux mars.

Il démontre ensuite, en s'appuyant sur l'acte de la confédération, que le gouverneur général seul ne peut pas démettre un lieutenant gouverneur.

Admettre le principe contraire c'est détruire du coup le gouvernement responsable. Il cite M. Todd, qui, à la page 30 de son dernier ouvrage, dit formellement que les lieutenants gouverneurs sont directement responsables au gouvernement fédéral et au parlement fédéral. Du reste, cette question a été décidée en 1875 par lord Carnarvon, comme le constatent les résolutions présentées en ce moment. On a appuyé sur le fait que le gouvernement fédéral a demandé le renvoi du lieutenant gouverneur parce que celui-ci n'est plus utile. Le gouverneur Sir Charles Darling a été rappelé pour s'être mis en antagonisme personnel avec un parti politique. Est-ce que M. Letellier ne se trouve pas absolument dans ce cas. Il cite le texte même de l'acte de la confédération qui dit expressément que la législature provinciale ne peut toucher en rien à la charge de lieutenant gouverneur. Cette législature n'a pas plus de contrôle sur le lieutenant gouverneur, que le parlement fédéral n'en a sur le gouverneur général.

L'honorable conseiller pour la Durantaye a fait une assertion plus que hasardeuse en déclarant que l'acte du deux mars a été approuvé par le peuple. Il a donc oublié le vote des deux chambres, après les élections générales, par lequel le gouvernement Joly, qui avait pris la

responsabilité de cet acte, a été formellement condamné.

Il termine en faisant appel au Conseil d'adopter les résolutions et de repousser l'amendement.

L'hon. M. ARCHAMBAULT dit que les résolutions ne contiennent rien de reprehensible ; elles affirment un principe qu'il reconnaît. Mais il regrette que l'honorable M. Ross ait accompagné ces résolutions de remarques à l'adresse de l'autre chambre. Il trouve que la chambre d'assemblée a eu raison de protester contre le vote du parlement fédéral. C'était au gouverneur général en conseil à prendre l'initiative dans cette affaire et non au parlement. Le gouvernement fédéral a cédé à la pression de ses amis. Il croit savoir que l'intention des fondateurs de la confédération était de donner au gouverneur général seul le droit de démettre les lieutenants-gouverneurs, mais cela n'est pas dit d'une manière assez claire. Suivant lui, le lieutenant gouverneur n'a pas violé la constitution. Il regrette que cette question soit venue devant cette chambre. Il votera pour l'amendement.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE.— Les résolutions sont dans mon opinion un protêt contre les résolutions adoptées par l'Assemblée législative. Ces dernières résolutions dépassent évidemment les attributions de la législature.

L'hon. M. ARCHAMBAULT dit que les résolutions de l'assemblée ne sont pas devant le Conseil.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE.— Il nous suffit d'avoir les votes et délibérations qui font foi des actes de l'Assemblée.

D'après le gouvernement responsable, la Reine n'est responsable à personne. De même le gouverneur général n'est responsable à personne en Canada ; il n'est responsable qu'au gouvernement impérial. Le lieutenant gouverneur, lui, n'est responsable à personne dans la province ; il n'est responsable qu'au gouvernement fédéral.

De ce principe il résulte que c'est

lors des élections du mois de septembre et non lors des élections du premier mai 1878 que la conduite du lieutenant gouverneur pouvait être jugée. Au mois de mai, le peuple n'a été appelé qu'à se prononcer sur les promesses faites par le cabinet Joly. Cependant, l'on sait que le peuple n'a pas envoyé en chambre une majorité favorable au cabinet qui n'a pu se maintenir qu'en s'appuyant sur le vote d'un homme qui par sa position même devait être impartial.

Il cite des autorités pour prouver que l'on ne saurait prétendre que c'est le gouverneur général seul qui peut démettre un lieutenant gouverneur.

L'amendement n'est pas régulier, car par cet amendement on demande au Conseil de juger un lieutenant gouverneur. On parle de notre autonomie, mais le meilleur moyen de la conserver est de respecter les droits du gouvernement fédéral. Il ne serait pas sage de renouveler le jeu du pot de terre et du pont de fer. S'il y a empiètement quelque part, c'est dans les résolutions que le gouvernement, avec sa majorité de trois voix, a fait adopter à l'autre chambre, car dans ces résolutions on donne des avis au gouverneur général et l'on se permet de blâmer le parlement fédéral pour avoir exercé un droit incontestable, savoir celui de censurer la conduite d'un lieutenant gouverneur. On a prétendu que le gouverneur général a refusé de suivre l'avis de ses ministres et on lui demande de refuser de nouveau de le suivre. Il est faux de dire que le gouverneur général ait refusé de suivre l'avis de ses ministres, et il ne convient pas qu'une branche de la législature se permette de donner des conseils à Son Excellence sur une question qui a été soumise aux autorités impériales. Cette partie des résolutions de l'Assemblée demande une protestation de la part du Conseil.

L'hon. M. STARNES prétend que c'est le gouverneur général seul

qui a le pouvoir de démettre un lieutenant gouverneur. Il s'appuie sur l'omission du mot « en conseil » dans la clause 59 de l'acte de la confédération. Il croit que cette omission a été faite de propos délibéré.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE.
— Oui, pour éviter une répétition.

L'hon. M. STARNES cite quelques extraits de journaux conservateurs écrits en 1874 qui disaient que les lieutenants gouverneurs ne sont responsables au gouvernement fédéral tant qu'ils restent dans les devoirs qui leur sont assignés par la constitution.

PLUSIEURS VOIX. — Ecoutez, c'est là la question.

L'hon. M. STARNES prétend que l'acte du deux mars n'est pas inconstitutionnel. On a voulu démettre M. Letellier parce qu'il n'est plus utile. Il est bien connu que M. Letellier n'est pas utile à ceux qu'il a renvoyés, mais ce n'est pas une raison de le rappeler. Il regrette que la question ait été soumise à la législature, au moment où l'on s'attend à une réponse du gouvernement impérial.

L'hon. M. FERRIER dit qu'il regrette avec le président du Conseil que l'on ait soumis cette question à la législature. Mais pourquoi le président du Conseil, qui jouit d'une si grande influence dans le gouvernement, n'a-t-il pas empêché de faire adopter par l'Assemblée législative une série de résolutions qui ne sont rien moins que convenables. La législature n'a pas le droit de donner des conseils au gouverneur-général.

A six heures la séance est suspendue.

—
Séance du soir.

L'hon. M. BRYSON continue le débat. Il regrette l'action prise par l'Assemblée législative, on aurait dû laisser toute cette affaire entre les mains des autorités impériales. Il est opposé aux résolutions et il n'aime guère l'amendement.

L'hon. M. RÉMILLARD continue le débat en faisant quelques remarques à l'appui de son amendement. Il dit que le vote de l'Assemblée législative condamnant l'acte du deux mars ne signifie rien puisque la même assemblée a soutenu et soutient encore le gouvernement Joly qui a pris la responsabilité de cet acte.

Parlant de la question de savoir si le gouverneur a seul le droit de démettre un lieutenant gouverneur, il dit qu'il voudrait qu'il en fut ainsi. Alors les lieutenants gouverneurs seraient plus indépendants, mais il admet la force des arguments produits par ceux qui prétendent le contraire. Il dit que le peuple a jugé l'acte du deux mars.

L'hon. M. ROSS.—Si le gouvernement Joly avait été renversé comment aurait-on pu atteindre M. Letellier?

L'hon. M. RÉMILLARD. — On n'aurait pas eu besoin de l'atteindre, puisqu'il a bien fait.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE—demande quelle est l'opinion de M. Rémillard sur la question de savoir si le gouverneur général sent a le droit de démettre un lieutenant gouverneur.

L'hon. M. RÉMILLARD. — M. Joly qui a été en Angleterre est d'opinion que c'est le gouverneur seul qui a ce droit. Quant à lui, personnellement, il n'est pas de cet avis, mais on devrait amender la constitution dans le sens des résolutions adoptées par l'Assemblée législative.

L'hon. M. ROSS.—Le conseiller de Repentigny s'est chargé de réfuter son propre discours. Il admet que le gouverneur en conseil a le droit de démettre un lieutenant gouverneur et il ne veut pas que le gouvernement fédéral se rende à l'opinion exprimée par les deux branches du parlement fédéral. On n'a pas besoin de réfuter cette assertion. Le parlement avait le droit de s'occuper de cette question, et le gouvernement avait le droit d'attendre une expression d'opinion

de la part du parlement auquel il est responsable.

L'honorable conseiller pour Rentigny a dit qu'il trouve les résolutions passables, mais qu'il trouve que l'amendement est meilleur. Or l'amendement est tout le contraire des résolutions.

Les résolutions affirment un principe inattaquable, et personne n'a essayé de les refuter d'une manière sérieuse. C'est un exposé de principes généraux, c'est une interprétation de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867. C'est la seule rationnelle, la seule vraie, la seule acceptable et si l'acte du deux mars vient se heurter contre ces principes la faute n'en est pas à ces principes, mais à celui qui a commis cet acte. On a parlé des élections du mois de mai, et l'on a prétendu que ces élections ont été favorables au coup d'Etat. Mais on oublie deux choses : d'abord durant ces élections on a effrayé les électeurs en criant aux taxes. Ensuite, la majorité des électeurs s'est déclarée contre le gouvernement Joly ; tout le monde sait que la mince majorité du cabinet est une majorité mal acquise.

Le conseiller de la Durantaye voudrait amender la constitution dans le sens que le désirent les libéraux, mais c'est vouloir mettre les affaires du pays entre les mains d'un seul homme. Si lord Dufferin eut décidé de démettre M. Letellier sans l'avis de ses ministres, pense-t-on que les libéraux l'auraient approuvé. Et cependant si j'en juge par les déclarations de Lord Dufferin, le noble Lord était de l'opinion que l'étoile polaire c'est-à-dire que le seul guide d'un gouverneur ou d'un lieutenant gouverneur devrait être son cabinet c'est-à-dire ses conseillers responsables. Dans le cas actuel Lord Dufferin, s'il eut pensé qu'il était le seul juge de la conduite du lieutenant-gouverneur, ne devait-il pas le démettre lorsque non-seulement celui-ci avait refusé l'avis de ses ministres mais qu'il avait démis son cabinet qui

possédait la confiance de la grande majorité de la chambre.

L'amendement affirme que l'affaire Letellier n'intéresse que la province de Québec. Mais il est évident que le bon fonctionnement des gouvernements provinciaux intéresse intimement le gouvernement fédéral et toute la confédération. Ensuite l'on dit que le lieutenant-gouverneur n'est responsable à personne ; il peut tout faire et personne ne pourrait l'atteindre. Cette doctrine est insoutenable. La démission d'un lieutenant-gouverneur n'est nullement une intervention dans nos affaires locales ; c'est une punition infligée à un officier fédéral qui a manqué à son devoir, voilà tout. Le gouvernement fédéral pourrait changer de lieutenant-gouverneur toutes les semaines sans porter atteinte à notre autonomie.

Les amendements tendent à approuver la conduite du lieutenant-gouverneur et à blâmer l'acte du gouvernement fédéral. On doit donc les repousser. Les résolutions affirment un principe reconnu de tous, et l'on doit les adopter.

L'hon. M. ARCHAMBAULT prétend que la question se réduit à ceci : Le gouverneur-général en conseil a incontestablement le droit de démettre un lieutenant-gouverneur, mais le parlement fédéral n'avait pas le droit de prendre l'initiative et de forcer la main au gouvernement.

L'amendement est mis aux voix :

POUR :—Les honorables MM. Starnes, Rémillard, Archambault et Proulx 4

CONTRE :—Les honorables MM. de Boucherville, Ferrier, Beaudry, Savage, de Lery, Dionne, Roy, Dostaler, Laviolette, Lemaire, Ross, Gingras, Hearn, Gaudet, de LaBruère, 15

Les résolutions sont ensuite adoptées sur la même division, excepté l'hon. M. Bryson qui n'avait pas voulu voter sur l'amendement et qui a voté contre les résolutions.

L'hon. M. DE LA BRUÈRE dit qu'il a demandé plusieurs documents importants, notamment la correspondance concernant l'affaire Gowen et jusqu'ici pas un seul document n'a été produit.

A neuf heures et demie le Conseil s'ajourne.

Séance du 16 juillet.

Après les affaires de routine,

Le deuxième rapport du comité nommé pour examiner les comptes contingents du Conseil est adopté.

Deux bills privés adoptés par l'Assemblée sont présentés et subissent la première lecture.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 17 juillet.

Après les affaires de routine,

Deux bills adoptés par l'Assemblée législative sont présentés et lus pour la première fois.

L'hon. M. DE LABRUÈRE.—Je réitère la demande que j'ai faite l'autre jour. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas encore produit la correspondance concernant l'affaire Gowen. C'est une affaire très importante, qui est le sujet d'une enquête dans l'autre chambre, elle a fortement ému l'opinion publique, la presse s'en est emparée, et cependant, bien que la correspondance ait été demandée il y a déjà longtemps elle n'est pas encore produite.

L'hon. M. STARNES dit qu'il s'informerait de ce retard. Il croit que les employés ont plus de besogne qu'ils ne peuvent faire.

Deux bills subissent la seconde lecture et sont renvoyés au comité des bills privés.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 18 juillet.

Après les affaires de routine,

L'hon. M. BEAUDRY présente le troisième rapport du comité des comptes contingents.

Il propose que ce rapport soit pris en considération mardi prochain.—Adopté.

Sur motion de l'honorable M. BEAUDRY, le nom de l'honorable M. Webb est ajouté au comité des comptes contingents.

L'hon. M. BEAUDRY donne avis qu'il demandera, mardi prochain, la correspondance concernant le lot

No 27, dans le canton de Thetford, comté de Mégantic.

Deux bills subissent la deuxième lecture.

L'hon. M. DE LABRUÈRE.—Je renouvelle ma demande au sujet des documents concernant l'affaire Gowen. Il y a beaucoup d'employés surnuméraires au Conseil et je ne vois pas pourquoi ils ne peuvent pas copier les documents dont il s'agit. C'est une affaire très importante et je crois que le Conseil a le droit d'être renseigné sur cette question.

L'hon. M. STARNES dit que c'est par erreur que ces documents n'ont pas été soumis aujourd'hui.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 21 juillet.

L'hon. M. LEMAIRE présente deux rapports du comité des bills privés, lesquels sont adoptés.

Trois bills de l'Assemblée législative sont présentés et subissent la première lecture.

Sur proposition de l'honorable M. Lemaire, les délais pour recevoir les pétitions pour bills privés, les bills privés et les rapports du comité des bills privés sont continués jusqu'au 28 juillet, au 8 août et au 15 août respectivement.

Puis le conseil s'ajourne.

Séance du 22 juillet.

Après les affaires de routine,

L'hon. M. BEAUDRY demande toute correspondance relative au lot N^o 27, dans le sixième rang du township de Thetford, annoncé d'abord comme devant être mis à l'enchère et retiré de la vente publique pour être vendu privément, le nom de l'acheteur de ce lot, le nom des possesseurs actuels, le montant payé par acre, le montant des offres faites par acre par toute personne, la date à laquelle le lot a été annoncé en vente, la date à laquelle il a été vendu, le nombre d'acres contenus dans le dit lot. Adopté.

Deux bills sont examinés en co-

mité général; troisième lecture demain.

L'hon. M. ARCHAMBAULT propose que la deuxième lecture d'un bill du gouvernement soit remise à demain.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE.—J'insiste pour que le président du Conseil, qui est le seul ministre que nous ayons au Conseil, se charge des bills du gouvernement. Je sais qu'il est un peu désagréable pour lui d'être obligé de laisser son siège à chaque instant, mais je veux prouver au gouvernement et à cette chambre qu'il ne convient nullement que le Conseil n'ait qu'un seul représentant dans le cabinet.

L'hon. M. ARCHAMBAULT.—Je m'accorde parfaitement avec l'hon. conseiller qui vient de parler. C'est la première fois que le Conseil se voit avec un seul ministre et nous sentons tous que cet état de choses est anormal.

M. FERRIER.—Je dois insister pour que le seul ministre que nous ayons se charge des bills du gouvernement.

Le président présente huit bills adoptés par l'Assemblée législative, lesquels sont lus pour la première fois.

L'hon. M. de LABRUERE.—Je dois réitérer ma demande relativement à la correspondance dans l'affaire Gowen. Cette correspondance, je l'ai demandée il y a déjà trois semaines et elle n'est pas encore produite. Je ne comprends vraiment pas la cause de ce retard. On nous l'a promise pour le commencement de la semaine, mais nous ne l'avons pas.

L'hon. M. STARNES.—Ce retard ne dépend certainement pas de moi. Je vais faire tout en mon pouvoir pour la faire produire demain.

L'hon. M. ROSS.—Je suis bien aise d'entendre la déclaration de l'hon. président du Conseil. Cette chambre désire connaître cette affaire Gowen, qui paraît être très importante, si l'on peut en juger par l'instance que met l'hon. conseiller pour Rougemont à demander la corres-

pondance, et par ce qui se dit et se fait ailleurs. Le conseil a incontestablement le droit de prendre connaissance du contenu de ces documents et il est grandement temps qu'ils soient mis devant nous. J'espère que la promesse faite par notre président s'appliquera également aux autres documents qui ont déjà été demandés ou qui pourraient être demandés.

L'hon. M. BEAUDRY.—J'espère que le président verra à ce que les documents que j'ai demandés aujourd'hui soient produits le plus tôt possible.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 23 juillet.

Après les affaires de routine,

L'hon. M. de LA BRUERE demande copie de la correspondance, des rapports et ordres en conseil relativement à la nomination de Théodose S. Richer, écuyer, comme protonotaire conjoint du district de St Hyacinthe. Adopté.

L'honorable M. de LA BRUERE demande copie de la correspondance, des rapports et ordres en conseil relativement à la nomination de M. Laroche, comme registrateur du comté de Bagot.

En faisant cette motion, dit-il, je crois devoir attirer l'attention du Conseil sur la destitution de M. Bachand, que M. Laroche a remplacé, M. Bachand est un homme parfaitement respectable, parfaitement compétent. Il n'y avait aucune plainte contre lui, et cependant on l'a destitué sans enquête et on l'a remplacé par un homme bien moins capable que lui de remplir cette position.

La motion est adoptée. Plusieurs bills subissent la deuxième lecture.

L'hon. M. de LA BRUERE propose la deuxième lecture du bill pour amender l'acte des chemins de fer de Québec, 1869. Il dit qu'il a l'intention de proposer que ce bill soit renvoyé à un comité spécial.

L'hon. M. BEAUDRY dit qu'il croit devoir s'opposer à la deuxième clause

du bill qui a rapport aux chars de seconde classe. On veut forcer les compagnies à mettre deux chars de seconde classe par chaque train, dans l'un desquels il sera défendu de fumer, on a divisé le char de seconde classe en deux compartiments. Il trouve que cette disposition est trop rigoureuse.

L'hon. M. ARCHAMBAULT s'exprime dans le même sens.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE diffère d'opinion avec ses deux collègues. Il trouve que l'on doit protéger les femmes et les enfants qui sont obligés de voyager dans les chars de seconde classe, en leur fournissant un char où ils ne seront pas exposés aux inconvénients de la fumée.

L'hon. M. REMILLARD s'exprime dans le même sens.

L'hon. M. ROSS dit qu'il était opposé à ce bill l'année dernière parce qu'il lui paraissait rigoureux pour les compagnies, vu que l'on voulait les obliger à diviser leurs chars en deux compartiments, ou à mettre deux chars de seconde classe par train. Si l'on veut donner aux compagnies le droit de défendre de fumer dans les chars de seconde classe, il ne s'y opposera pas.

Le bill subit sa deuxième lecture et est renvoyé à un comité spécial.

—
Séance du 24 juillet.

L'hon. M. STARNES propose la deuxième lecture du bill pour pourvoir à l'institution de poursuites contre la couronne.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE.— Il est à craindre que ce bill n'amène contre le gouvernement une foule de réclamations qui n'ont pas leur raison d'être.

L'hon. M. ARCHAMBAULT croit que ce bill aura pour effet de remplacer les arbitres par des juges.

L'hon. de BOUCHERVILLE.—La cour renverra probablement les réclamations à des arbitres, de sorte que l'on ne se débarrassera pas de cet inconvénient.

L'hon. M. STARNES.—Dit que le

bill ne s'appliquera qu'aux causes à venir.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE.— Ce qui est juste pour l'avenir doit être juste pour le passé. J'aime mieux, dit-il, que le gouvernement règle ces réclamations lui-même, car les ministres sont responsables, tandis que les juges ne le sont pas.

L'hon. M. REMILLARD.—Est en faveur du bill. Il croit qu'il est bon d'enlever au gouvernement le règlement des réclamations contre la couronne, car le cabinet est toujours porté à favoriser un parti plutôt qu'un autre.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE.— Non, si c'est un bon gouvernement.

L'hon. M. BEAUDRY trouve que le principe du bill est juste et il espère que lorsqu'il sera considéré en comité le gouvernement le fera amender de manière à l'appliquer aux réclamations pendantes.

Le bill subit la deuxième lecture et sera considéré en comité demain.

L'hon. M. BEAUDRY présente le troisième rapport du comité des comptes contingents qui se lit comme suit :

Le comité spécial chargé d'examiner et de faire rapport sur les comptes contingents du Conseil Législatif pour la présente session, a l'honneur de présenter son troisième rapport.

Votre comité reconnaissant la nécessité de réduire, autant que possible, les dépenses contingentes de cette chambre, et croyant que le moyen le plus efficace pour parvenir à cette fin, serait que toute nomination et démission d'officiers ou employés, tant permanents que sessionnels (à l'exception, toutefois, de la nomination du greffier dépendant de la couronne) fussent faite par le Conseil Législatif lui-même sur la recommandation du comité des contingents.

En conséquence, votre comité recommande qu'à l'avenir toutes telles nominations et démissions soient sous le contrôle exclusif du Conseil Législatif, qui aura seul le pouvoir de faire telles nominations et dé-

missions, et de fixer le salaire de tels officiers ou employés ainsi nommés.

Votre comité recommande aussi que s'il survenait aucune vacance dans le personnel des employés dans aucun temps en dehors de la session, cette vacance ne soit pas remplie (avec la réserve de l'officier ci-dessus mentionnés, toutefois), avant que le comité des contingents, qui sera nommé à la session suivante, ait décidé de l'opportunité d'un tel remplacement.

Le tout respectueusement soumis,

J. L. BEAUDRY,
Président.

L'hon. M. BEAUDRY propose l'adoption du rapport.

L'hon. M. ARCHAMBAULT.—J'approuve l'idée qui a inspiré le comité, c'est une idée d'économie, mais je ne puis accepter le rapport qu'on nous soumet, parce que je le considère comme une violation des règles de cette chambre et de cette législature. Notre province a adopté le système suivi en Angleterre, système en vertu duquel tous les employés publics sont nommés sous la responsabilité des ministres. Je crois qu'il est dangereux de mettre la nomination de ces employés entre les mains d'un comité ou entre les mains du Conseil. Le rapport fait exception en faveur du greffier, parce que, dit-on, il est nommé par la couronne, mais il ne faut pas oublier que tous les autres employés sont également nommés par la couronne. Si le gouvernement a nommé plus d'employés qu'il ne faut, qu'on me signale le fait, et je suis prêt à l'en blâmer mais il ne faut pas enlever la responsabilité au cabinet. Le Conseil pourrait faire erreur et personne ne serait en état de leur en demander compte.

Il cite Todd à l'appui de sa thèse.

L'hon. M. DE BOUCHEVILLE lui fait remarquer que Todd parle des employés des départements et non des employés de la chambre.

L'hon. M. ARCHAMBAULT.—Je prétends que tous les officiers nommés par ordre en conseil sont nommés par la couronne et le Conseil

ne doit pas les déplacer. Il faut bien se garder d'enlever au cabinet sa responsabilité.

L'hon. M. BEAUDRY.—Je demande l'adoption du rapport dans l'intérêt de l'économie. On demande de l'économie et le Conseil doit aviser aux moyens d'en faire. Il faut dans l'intérêt du pays rendre le fonctionnement de cette branche de la législation le moins dispendieux possible.

Le comité propose d'adopter le même plan qu'on a suivi au sénat en 1867, et je ne vois pas comment l'on puisse s'y opposer. Le sénat règle lui-même la nomination de ses employés. Je trouve qu'il y a trop d'employés permanents au Conseil ; il y en a 14, et néanmoins pendant les vacances on a fait faire de la besogne par des employés surnuméraires. Il y a des employés du Conseil qui sont au service des départements pendant les vacances et cependant le Conseil les paie ; il y en a d'autres qui ne remplissent que rarement leurs devoirs. Cette année les employés du Conseil sont plus nombreux que jamais. L'on semble, par ce moyen, vouloir dépopulariser le Conseil de plus en plus afin d'avoir un prétexte pour en demander l'abolition. Je crois que le comité des comptes contingents devait être autorisé à faire une enquête et je suis convaincu que l'on trouverait le moyen de faire des économies considérables.

L'hon. conseiller pour Repentigny a semblé croire que le Conseil ne peut pas changer ses règlements, mais nous pouvons changer les lois que nous votons, à plus forte raison nous pouvons changer nos règlements.

L'hon. M. REMILLARD.—Je pense que le gouvernement aura quelque chose à voir dans cette question. Je trouve que l'on aurait tort de mettre la distribution du patronage entre les mains des conseillers. Il pourrait en résulter des inconvénients graves. Si, par exemple, la majorité conservatrice du Conseil voulait imposer au gouvernement libéral des employés con-

servateurs, le gouvernement pourrait bien refuser de faire voter les subsides nécessaires pour payer ces employés; alors où en serions nous?

L'hon. M. BEAUDRY.—Le Conseil pourrait rejeter le bill des subsides!

L'hon. M. BEAUDRY.—Je suis d'avis que le gouvernement est censé dominer dans les deux chambres. Le gouvernement a fait de l'économie, il a fait toute l'économie qu'il était possible de faire.

L'hon. M. BEAUDRY.—Le comité des comptes contingents saura respecter les droits acquis.

L'hon. M. FERRIER.—Je suis en faveur des conclusions du rapport. On nous demande de faire de l'économie, on reproche au Conseil de trop dépenser et il me semble que le Conseil doit avoir le privilège de contrôler lui-même ses dépenses. Le gouvernement n'est pas responsable de l'administration de cette chambre, il ne peut pas s'immiscer dans ce qui nous regarde. Le gouvernement se plaint des dépenses que fait le Conseil. et cependant le représentant du cabinet dans cette chambre a cru devoir nommer plus d'employés cette année que l'année dernière.

Le Conseil législatif du Nouveau-Brunswick n'a que deux employés permanents, tandis que nous en avons 14. Nos employés n'ont rien à faire pendant neuf mois de l'année et cependant leurs salaires se montent à \$15,000. On ne veut pas démettre ces employés parce qu'ils sont permanents, mais on veut avoir le contrôle des nominations à venir.

L'hon. M. BRYSON est en faveur du rapport; seulement il voudrait que le président fût consulté.

L'hon. M. BEAUDRY.—Il le sera.

L'hon. M. ROSS.—Il est parfaitement entendu que le comité se fera un plaisir et un devoir de consulter le président du Conseil. Ceci n'est pas dit dans le rapport mais c'est bien compris. L'hon. M. Rémillard a fait erreur en disant que le gouvernement avait effectué une économie en ce qui regarde les dépenses

du Conseil. Si l'on tient compte de la réduction de l'indemnité des membres et du fait que nous n'avons eu qu'une partie d'une session durant l'année fiscale de 1878-79, l'on trouvera que cette prétendue économie est absolument nulle.

Je suis convaincu que le Conseil peut faire des économies considérables, et nous devons faire l'essai du système qui nous est proposé, nous n'avons rien à y perdre. Il n'y a pas de mal à se corriger, à s'amender et si le Conseil s'aperçoit que son administration a été défectueuse sous quelque rapport il doit y porter remède. Le Conseil n'est pas directement responsable au peuple, il est vrai, mais chaque membre est responsable à sa conscience, et nous sommes tous responsables à l'opinion publique et je crois que le Conseil remplira ses devoirs fidèlement.

L'hon. M. STARNES.—J'admets qu'il y a trop d'employés, mais je ne pouvais pas faire de destitutions sans m'exposer à être taxé d'injustice et de partialité. J'ai nommé certains employés surnuméraires, plutôt par charité qu'autrement. Si le comité des comptes contingents croit qu'il est possible de diminuer les dépenses je lui donnerai mon appui. Je n'ai pas consulté mes collègues du gouvernement sur cette question, qui est sous le contrôle absolu du Conseil. Comme je suis intéressé dans cette affaire, je désire ne pas voter sur cette question.

L'hon. M. RÉMILLARD.—Puisque le gouvernement ne s'oppose pas au projet, je voterai pour le rapport.

L'hon. M. ARCHAMBAULT.—Moi je voterai contre par principe.

Le vote est ensuite pris.

Pour l'adoption du rapport :

Les hon. MM. Ross, Wood, Gingras, Rémillard, Dionne, Bryson, Hearn, Gaudet, de la Bruère, de Boucherville, Ferrier, Beaudry, Webb, Savage, de Léry, Prudhomme, Rey, Dostaler, Laviolette, Lemaire—20

CONTRE.—Les hon. MM. Archambault et Proulx.—2.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 25 juillet.

Après les affaires de routine,

L'hon. M. LEMAIRE rapporte du comité des bills privés plusieurs bills.

L'hon. M. DE LA BRUEEE rapporte du comité spécial le bill amendant l'acte des chemins de fer avec certains amendements. Le bill ainsi amendé sera pris en considération mardi.

L'hon. M. DE LA BRUEEE dit qu'il ne croit pas que la correspondance produite concernant la nomination de M. T. Richer, comme protonotaire conjoint de St-Hyacinthe, soit complète.

L'hon. M. STARNES dit qu'il attirera l'attention du secrétaire provincial sur ce fait.

Les bills suivants subissent la troisième lecture et sont adoptés.

Acte pour incorporer le collège Théologique Wesleyen, de Montréal.

Acte pour incorporer le « Bishop's College School Association. »

Acte pour incorporer le Séminaire de Saint-Charles Borromée de Sherbrooke.

Acte pour autoriser les municipalités à employer le fonds d'amortissement qu'elles sont obligées de placer au rachat des débetures par elles émises.

Acte concernant la vente des immeubles dans les limites de l'ancienne paroisse de Montréal.

Acte pour amender les actes concernant le cautionnement des officiers publics de la province, 32 (Vict., chap. 9, et 36 Vict., chap. 16).

Le Conseil se forme en comité général pour prendre en considération le bill pourvoyant à l'institution de poursuites contre la couronne. A la demande de l'hon. M. de Boucherville, le bill est amendé en ajoutant les mots « en conseil » après le mot lieutenant-gouverneur.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 28 juillet,

Après les affaires de routine, l'hon. M. de LA BRUEEE demande les noms des membres du Conseil des

arts et manufactures de la province de Québec, dont la commission a été révoquée par le gouvernement actuel, les ordres en Conseil les destituant, et les noms des membres actuels. Adoptés.

Les bills suivants sont lus pour la troisième fois et adoptés :

Acte pour autoriser la chambre des notaires de la province de Québec à admettre George Siméon Thérberge à la pratique du notariat.

Acte incorporant « The Montreal Diocesan Theological College. »

Acte d'incorporation du Séminaire de Chicoutimi.

L'hon. M. STARNES donne lecture de l'ordre en conseil démettant M. Letellier de ses fonctions de lieutenant-gouverneur.

Deux bills de l'assemblée législative sont présentés et lus pour la première fois.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 29 juillet.

Après les affaires de routine,

L'hon. M. LEMAIRE rapporte du comité des bills privés trois bills avec divers amendements

L'hon. M. BEAUDRY demande si les documents concernant le lot No. 27 seront bientôt prêts ?

L'hon. M. STARNES répond que ces documents seront prêts cette après-midi ou demain.

Les deux bills suivants subissent la troisième lecture et sont adoptés :

Acte amendant l'acte incorporant la « The Windsor Hotel Company of Montreal. »

Acte pour pourvoir à l'institution en cette Province, de poursuites contre la couronne, par pétitions de droit, et à la procédure dans les poursuites où la couronne est concernée.

Le Conseil se forme en comité général sur le bill pour amender l'acte des chemins de fer de Québec, 1869, concernant la manière de convoquer les assemblées générales des actionnaires des compagnies de chemin de fer.

Ce bill, tel qu'amendé par le co-

mité spécial, est adopté par le comité général; troisième lecture demain.

L'hon. M. Rémillard propose la deuxième lecture du bill pour abroger à toutes fins quelconques, l'acte de cette province, 39 Vict., chap. 43, intitulé : « Acte pour détacher une certaine partie du comté de Bellechasse, et l'annexer au comté de Montmagny, pour les fins parlementaires, d'enregistrement municipales et scolaires.

En faisant cette motion il dit que tous les intéressés demandent l'adoption du bill. Il affirme que le changement a été fait sans raison, et sans que les intéressés en aient eu connaissance et qu'il a soulevé beaucoup d'inconvénients. Il considère le bill comme un bill public.

L'hon. M. BEAUDRY demande si les deux comités intéressés ont demandé l'adoption de ce bill. Il trouve étrange que l'on demande d'abroger aujourd'hui une loi votée en 1875. Il ne faut pas agir à la légère.

L'hon. M. de La BRUERE dit qu'il s'oppose au bill d'abord parce que, contrairement à l'opinion exprimée par l'hon. conseiller pour la Durantaye, c'est un bill privé et non un bill public. Il cite des autorités et des précédents à l'appui de sa thèse. Il dit qu'il n'est pas raisonnable de supposer que la loi qu'on veut abroger ait été votée sans raison, comme l'a affirmé l'hon. conseiller.

L'hon. M. REMILLARD dit que ce bill est véritablement un bill public. La province a été divisée en comtés en vertu d'un bill public et tout changement apporté à ce bill doit nécessairement être considéré comme un bill public. De plus, le bill que l'on se propose d'abroger a été considéré comme un bill public, on ne peut donc l'abroger que par un bill public.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE est d'avis que c'est un bill privé parce que des intérêts particuliers peuvent être lésés par ce bill. Il aurait donc fallu un avis dans les journaux. Il suggère à l'hon. conseiller pour la Durantaye de renvoyer le bill au comité des ordres

permanents avec instruction de déclarer si ce bill est un bill public ou non.

Cette suggestion est adoptée.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 30 juillet.

Après les affaires de routine,

Les bills suivants subissent la troisième lecture et sont adoptés :

Acte pour autoriser les ministres de l'église connue sous le nom de « Scandinavian Church, » dans la province de Québec, à tenir des registres de baptêmes, mariages et sépultures.

Acte pour amender l'acte des chemins de fer de Québec, 1869, concernant la manière de convoquer les assemblées générales des actionnaires des compagnies de chemin de fer.

Acte concernant la société de construction canadienne de Montréal.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 31 juillet.

Après les affaires de routine.

L'hon. M. LEMAIRE présente un rapport du comité des ordres permanents déclarant que le bill concernant la rectification des limites du comté de Bellechasse doit être considéré comme bill privé.

Ce rapport sera pris en considération demain.

Les bills suivants subissent la troisième lecture et sont adoptés :

Acte amendant l'acte pour incorporer la cité de Sherbrooke, (39 Vict., chap 50,)

Acte pour incorporer L'Union Commerciale de Québec.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Nicolet.

Trois bills subissent la deuxième lecture.

L'hon. M. de La BRUERE.— Avant d'aller plus loin je désire attirer l'attention du Conseil sur un fait qui m'est personnel. Samedi dernier, la Gazette de Montréal a publié une correspondance échangée entre M. Thomas White et l'hon. M.

F. Langelier, trésorier de la province. M. Langelier ayant fait certaines accusations contre les anciens membres du Conseil des arts et métiers, M. White lui a adressé la lettre suivante :

« Hôtel Saint-Louis, Québec,
le 23 juillet 1879.

« A l'hon. François Langelier M. P. P.
« Monsieur,

« On m'informe que dans le cours d'un débat à l'Assemblée législative, vous avez affirmé que de graves accusations avaient été portées contre les anciens membres du conseil des arts et métiers, savoir, qu'ils avaient employé les fonds à leur disposition pour des fins politiques. J'espère que vu l'importance de l'accusation vous ne tiendrez pas compte de l'inconvenance qu'il peut y avoir pour moi de parler à un membre de la législature touchant ce qu'il a dit en chambre. Les membres du Conseil qui ont été destitués n'ont jamais été informés de la cause de leur démission ; on n'a pas même eu la courtoisie de leur écrire pour les informer de leur destitution. Et c'est la première fois qu'ils entendent dire qu'il y avait contre eux des accusations qui ont porté le gouvernement à les démettre. Votre accusation est très grave, et je vous serais infiniment obligé si vous vouliez bien spécifier les accusations auxquelles vous avez fait allusion.

« En attendant la faveur d'une réponse j'ai l'honneur d'être

« Votre obéissant serviteur,

« THOMAS WHITE,

Ex-membre du conseil des Arts et Métiers. »

A cette lettre, M. Langelier a répondu comme suit :

« Thomas White, écr, M. P.,

« Hôtel Saint-Louis, Québec.

« Monsieur, — Je ne suis pas assez pointilleux pour contester votre droit de m'interroger au sujet de ce que j'ai dit cette après-midi concernant le bureau des arts, et je répondrai avec plaisir à vos questions.

« Je n'ai pas dit que les membres du bureau avaient été destitués parce

qu'ils avaient employé les fonds à leur disposition pour des fins de parti. Ce que j'ai dit, le voici en substance : Le bureau étant une institution à laquelle sont confiés des intérêts publics, nous avions le droit de le renouveler, si nous pensions, comme cela est arrivé, que les membres de ce bureau ne partageaient pas les opinions du gouvernement au sujet des affaires qui leur étaient confiées. J'ai ajouté que quelques membres du Bureau (et je faisais allusion à MM. de La Bruère et Boivin) avaient été accusés d'employer le *patronage* mis à leur disposition dans les intérêts de leur parti. Et je dois dire que cette accusation avait été portée contre eux par plusieurs de nos amis les plus influents et nous étions convaincus qu'elle était fondée.

Bien à vous,

« F. LANGEЛИER.

Or, continue l'hon. M. de la Bruère, le document que vous avez vous-même soumis à la chambre, M. l'Orateur, au commencement de la séance prouve que je n'ai jamais fait partie du bureau des arts et métiers. L'hon. M. Langelier m'a donc accusé bien à tort. Pensant qu'il avait fait une erreur involontaire je lui ai adressé la lettre suivante :

« Québec, 28 juillet 1879.

« L'hon. Langelier,

Trésorier.

« Monsieur,

« Je lis dans une correspondance publiée dans la *Gazette* de Montréal de samedi dernier, que vous m'accusez comme membre de la chambre des arts, conjointement avec M. Boivin, « with using for the interest of their party the patronage of which the exercise had been put into their hands. »

« Vous dites que l'accusation lancée contre moi repose sur des informations données par des personnes influentes de votre parti. Je vous prierais de me spécifier les circonstances auxquelles vous faites allusion, me donner le nom de ces personnes, et me dire en quoi j'ai

pu employer des fonds publics pour des fins politiques.

Cette accusation m'a réellement pris par surprise, car je dois vous déclarer que je n'ai jamais fait partie du conseil des arts et manufactures et par conséquent je n'ai pas, comme vous l'affirmez, été démis pour la raison que vous mentionnez.

« L'accusation venant d'un ministre de la couronne, est très grave à mes yeux, et j'attends de vous la faveur d'une réponse.

« Votre, etc.,
« BOUCHER DE LA BRUÈRE.

Eh bien, M. l'orateur, cette lettre est restée sans réponse. Je dois donc protester énergiquement contre la conduite de l'hon. M. Langeïier qui après avoir lancé contre moi une accusation très grave refuse de se retracter après avoir été mis en demeure de rétablir les faits.

L'hon. M. STARNES: — Quand avez-vous adressé cette lettre à l'hon. M. Langeïier.

L'hon. M. de LA BRUÈRE: — Lundi matin, je lui ai envoyé ma lettre par un messenger qui l'a mise entre ses mains.

L'incident est clos. Plusieurs bills de l'Assemblée législative sont présentés et lus pour la première fois. Puis le Conseil s'ajourne.

—
Séance du 1er août 1879.

Après les affaires de routine,

L'hon. M. BEAUDRY donne avis qu'il demandera, mardi prochain, la correspondance échangée entre le gouvernement et le coroner du district de la Beauce, depuis le mois de mars 1878 jusqu'à ce jour.

L'hon. M. de LA BRUÈRE donne avis qu'il demandera lundi prochain si le cabinet se propose de soumettre à la législature son projet d'affermage du chemin de fer de la rive nord, ou s'il se propose d'attendre pour louer cette voie ferrée que la session soit terminée.

Le bill pour incorporer le collège de Pharmacie de Montréal subit la troisième lecture et est adopté.

Le bill concernant la vente des immeubles par les shérifs, est examiné en comité général, lu une troisième fois et adopté.

L'hon. M. LEMAIRE propose l'adoption du rapport du comité des Bills Privés sur le bill (No 67) intitulé: « Acte pour abroger à toutes fins quelconques, l'acte de cette province, 39 Vict., chap. 43, intitulé: « Acte pour détacher une certaine partie du comté de Bellechasse, et l'annexer au comté de Montmagny, pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires. »

Ce rapport déclare que le dit bill doit être considéré comme bill privé.

L'hon M. RÉMILLARD propose que le rapport ne soit pas adopté, mais que le dit bill soit renvoyé au comité général. En faisant cette motion il dit que des bills de cette nature ont été adoptés comme des bills publics. L'acte qu'on veut abroger a été considéré, dans l'autre chambre, comme un bill public puisque l'orateur s'est prononcé dans ce sens et personne n'en a appelé de sa décision. Il cite un passage de Todd qui dit que des bills ayant à la fois le caractère d'un bill privé et le caractère d'un bill public ont été considérés comme des bills publics. Si l'on adoptait le rapport du comité des bills privés, ce serait établir un mauvais précédent, car cela empêcherait les pauvres gens des cantons d'obtenir la passation d'actes de cette nature.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE. Si je la comprends bien, l'argumentation de l'honorable conseiller pour la Durantay se réduit à ces trois objections. 1o. Ce bill doit être considéré comme bill public parce que l'autre chambre en a décidé ainsi. 2o. parce que d'après Todd des bills apportant des changements dans la représentation parlementaire et l'administration de la justice ont été considérés comme des bills publics, et 3o. parce que l'adoption du rapport constituerait un mauvais précédent.

D'abord ce qui se fait dans l'autre chambre ne doit pas être une règle pour le Conseil. Nous avons nos propres règlements et nous devons les interpréter nous-mêmes. Or, la 49ème règle dit que les bills du genre de celui-ci, doivent être considérés comme des bills privés, c'est-à-dire qu'avis doit en être donné.

Le M. Todd que l'hon. conseiller a cité n'est pas le M. Todd qui fait autorité. Du reste ce M. Todd ne dit pas que dans des cas comme celui-ci, où des intérêts particuliers sont en jeu, les personnes intéressées ne doivent pas être averties.

L'hon. conseiller a dit que l'adoption de ce rapport serait fatale pour les classes pauvres, mais il doit savoir que c'est l'habitude de remettre les honoraires à ceux qui sont réellement incapables de les payer.

Le bill qu'on veut abroger a été traité par le Conseil comme un bill privé puisqu'on l'a envoyé au comité des bills privés.

L'hon. M. de la BRUERE fait voir, par les journaux du Conseil, que le bill qu'on veut abroger a été non seulement envoyé au comité des bills privés, mais que ce comité a amendé le bill, ce qui prouve que le Conseil considérerait ce bill comme un bill privé.

Même en admettant pour un instant qu'on puisse, à la rigueur, considérer ce bill comme un bill public, on ne saurait nier que des intérêts particuliers ne soient en jeu et l'on aurait dû, par conséquent, donner avis aux intéressés.

L'amendement est mis aux voix et rejeté, l'hon. M. Rémillard seul votant pour.

Le rapport est ensuite adopté sur la même division.

L'hon. M. BRYSON propose que la deuxième lecture du bill pour amender l'article 2098 du code civil soit remise à mardi.

L'hon. M. BEAUDRY dit que l'on amende bien trop souvent le code civil. Il suggère que l'on n'amende ce code que tous les cinq ans et qu'on laisse à un comité le soin d'étudier

les changements qu'il convient de faire.

L'hon. M. ROSS.—Il y a beaucoup de bien dans ce que vient de dire l'hon. conseiller pour Alma. Il y a certainement trop d'amendements apportés au code. Mais ce serait tomber dans un autre abus que de nous lier les mains pendant cinq ans, et de dire que quelle que soit l'urgence, le Conseil refusera d'amender aucun article du Code avant l'expiration de cinq ans. Il n'y a pas de mal à permettre aux membres des deux chambres de présenter des amendements, mais on devrait prendre la détermination de les étudier plus sérieusement avant de les adopter et de rejeter tout changement qui n'est pas strictement nécessaire et pour l'avantage de tout le pays.

L'hon. M. RÉMILLARD s'exprime dans le même sens que l'hon. conseiller pour Chaounigane. Il dit que le bill maintenant sous considération a seulement pour but de rendre la version anglaise conforme à la version française. On a traduit le mot *acquireur* par *purchaser*, tandis qu'il aurait fallu le traduire par *acquérir*.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE.—Je suis content de voir que l'hon. conseiller pour Alma a soulevé cette question. Il a signalé un abus que tout le monde reconnaît. Peut-être son projet d'enlever au Conseil le droit d'amender le code excepte tous les cinq ans est-il un peu arbitraire. Ne pourrait-on pas faire à l'exemple du sénat : soumettre aux juges de la cour supérieure les amendements que l'on propose au code civil.

L'hon. M. de la BRUERE.—En France, le code ne peut être modifié que tous les cinq ans, et je crois que les inconvénients qui pourraient résulter de ce système seraient bien moins graves que les inconvénients qui résultent du système actuel d'amender le code tous les ans.

La motion de M. BRYSON, pour remettre la deuxième lecture du bill à mardi, est adoptée.

Deux autres bills subissent la deuxième lecture.

L'hon. M. BEAUDRY attire l'attention du président du Conseil sur le fait que la correspondance dans l'affaire du lot N° 27 n'est pas complète. Il manque plusieurs documents importants.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 4 août.

Après les affaires de routine,

Le bill concernant la paroisse de Sainte-Marie Madeleine subit la deuxième lecture. Plusieurs bills de l'Assemblée législative sont présentés et lus pour la première fois. Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 5 août.

Après les affaires de routine,

L'hon. M. BEAUDRY présente le cinquième rapport du comité des comptes contingents qui se lit comme suit :

« Le comité spécial chargé d'examiner et de faire rapport sur les comptes contingents pour la présente session, a l'honneur de présenter son cinquième rapport.

« Votre comité recommande que les employés permanents de cette chambre soient chargés pendant la vacance de faire une traduction de l'ouvrage de May « Law of Parliament » et de préparer un index au Hansard Anglais.

« Que deux clers sessionnels seulement soient retenus pour la prochaine session le comité et la chambre devant juger de la nécessité d'en employer un plus grand nombre s'il y a lieu. Les deux employés susdits devant être les plus anciens sur la liste des employés actuels.

« Que les heures du bureau durant la vacance seront de 10 à 4 heures avec une heure pour dîner.

« Que les dépenses faites à l'ouverture des chambres pour chaises, fauteuils et autres préparatifs ne

devraient pas être à la charge du Conseil.

« Qu'aucun des employés sessionnels absent pour cause de maladie, ne pourra se faire remplacer sans l'autorisation du comité des contingents.

Le tout humblement soumis,

J. L. BEAUDRY,
Président

M. de La BRUERE, propose la deuxième lecture du bill pour amender l'article 2098 du code civil. Ce bill a pour but de rendre la version anglaise conforme à la version française en substituant le mot *acquérir* au mot *purchaser*.

L'hon. M. BEAUDRY propose le renvoi à trois mois. Il dit que ce bill est frivole.

L'hon. M. ARCHAMBAULT dit que le bill a été demandé par les hommes de loi anglais. C'est une simple interprétation proposée dans le but d'éviter des inconvénients.

Hon. M. de la BRUERE fait voir que le mot *purchaser* ne rend pas du tout le mot *acquéreur*.

Hon. M. REMILLARD parle dans le même sens.

Hon. M. de BOUCHERVILLE est d'avis que l'on ne doit pas amender le code à la légère, mais ici il s'agit seulement d'une question de dictionnaire plutôt que d'une question légale. Cependant il n'est pas prêt à dire que le mot *acquéreur* doive se traduire par le mot *acquérir*. Il cite le dictionnaire royal qui dit que le mot *acquéreur* doit se traduire par *purchaser*. Il demande à l'hon. conseiller pour Alma de retirer son amendement ; le Conseil pourra mieux étudier la question grammaticale en comité général.

L'hon. M. BEAUDRY. — Dit qu'il est inouï qu'aucun *acquéreur* ait été molesté à cause de cette traduction du mot. C'est pourquoi il s'oppose au bill comme étant inutile. Cependant il retire sa motion, se réservant le droit de soulever la même objection lorsque le bill sera pris en considération par le comité général.

La deuxième lecture est votée

comité général demain. Plusieurs bills subissent la deuxième lecture.

Après quelque discussion, la prise en considération du rapport du comité des bills privés, déclarant que le préambule du bill pour autoriser Henri Dion Young à pratiquer la profession de dentiste n'est pas prouvé, est, sur motion de l'hon. M. Beaudry, remise à jeudi, afin de donner au Conseil le temps d'étudier certains documents produits par le conseiller pour Alma à l'appui de la demande de M. Young.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 6 août.

Après les affaires de routine,

L'hon. M. BEAUDRY demande la correspondance entre le gouvernement et le docteur Taschereau, coroner du district de Beauce, depuis le 2 mars 1878 jusqu'à ce jour. — Adopté.

Les deux bills suivants subissent la troisième lecture et sont adoptés.

Acte pour amender l'article 1068 du code de procédure civile au sujet de la signification et exécution de certains brefs émanés dans la cour de circuit dans certains cas.

Acte pour permettre aux syndics et aux membres de l'église Zion, Montréal, d'hypothéquer d'avantage certaines propriétés de la dite église.

L'hon. M. de la BRUERE propose que le Conseil se forme en comité général sur le bill pour amender l'article 2098 du code civil. Adopté.

En comité, l'hon. M. BEAUDRY s'oppose à l'adoption du bill qu'il qualifie d'inutile. Il est dangereux, dit-il, de modifier à chaque instant et à tout propos, nos différents codes.

Il propose que le comité ne rapporte pas le bill.

L'hon. M. STARNES dit qu'il partage l'opinion de l'honorable conseiller pour Alma sur le danger qu'il y a d'amender trop souvent les différents codes, mais il ne s'opposera pas au bill actuellement soumis à la considération du Conseil.

La motion de l'hon. M. Beaudry

est rejetée, et le conseil rapporte le bill sans amendement.

Plusieurs bills subissent la deuxième lecture.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 7 août

Après les affaires de routine,

L'hon. M. BEAUDRY demande si le gouvernement a l'intention de produire la correspondance échangée entre le coroner de la Beauce et le gouvernement.

L'hon. M. STARNES dit qu'il a donné ordre à cet effet.

Les bills suivants subissent la troisième lecture et sont adoptés.

Acte pour déclarer toute la paroisse de Ste-Marie-Madeleine située dans le comté de St-Hyacinthe, et aussi pour constituer cette paroisse en municipalité.

Acte pour amender l'article 2098 du Code Civil.

Acte pour amender le chapitre 75 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, concernant la ligne de division entre les comtés de Bellechasse et Dorchester.

Plusieurs bills subissent la deuxième lecture sans discussion.

L'hon. M. STARNES propose la deuxième lecture du bill concernant les asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement. En faisant cette motion il dit que le bill a pour but de faire cesser les abus qui existent actuellement. Le bill a été préparé avec le consentement des institutions intéressées.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE :— Je conçois que le gouvernement désire mettre fin aux abus qui peuvent exister en rapport avec les asiles. L'ancienne administration avait déjà fait des améliorations dans ce sens en déclarant que les idiots qui n'étaient pas dangereux ou immoraux ne pourraient pas être envoyés aux asiles subventionnés par l'Etat. Mais le projet de loi que l'on nous soumet en ce moment serait réellement inhumain si on l'adoptait sans le modifier. Par une des clauses de ce bill les aliénés

qui n'ont ni parents, ni amis, ni protecteurs ne pourront pas avoir accès aux asiles ; et ce sont cependant ceux-là qui ont le plus de droit à la protection de l'Etat.

L'hon. M. REMILLARD dit qu'un aliéné pourrait toujours trouver une personne charitable qui lui servirait de protectrice.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE.— Il devrait en être ainsi, mais malheureusement l'expérience de chaque jour nous prouve le contraire. Il me semble que lorsque le bill sera pris en considération par le comité général on pourrait l'amender de manière à permettre aux aliénés sans amis ni parents d'avoir recours à un magistrat pour obtenir la permission d'entrer dans un asile. La deuxième lecture est votée.

L'hon. M. ARCHAMBAULT propose la deuxième lecture du bill pour annexer au comté de Kamouraska, pour les fins parlementaires, cette partie de la paroisse de Notre Dame du Portage, qui se trouve dans le comté de Témiscouata.

L'hon. M. DIONNE propose le renvoi à trois. Il dit que tous les intéressés sont opposés au bill. Le renvoi à trois mois est voté.

Sur proposition de l'hon. M. Beaudry, le cinquième rapport du comité des comptes contingents est adopté.

L'hon. M. BEAUDRY propose que le rapport du comité des bills privés, déclarant que le préambule du bill pour admettre M. Dion Young à la pratique de la profession de dentiste, n'est pas prouvé, soit renvoyé au comité des bills privés afin que le comité puisse prendre connaissance de certains documents à l'appui de la demande de M. Young. Adopté.

Plusieurs bills de l'Assemblée législative sont présentés et lus pour la première fois.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 8 août.

Après les affaires de routine.

L'hon. M. de La BRUERE demande copie des arrangements mentionnés dans le discours du Trône et

qui ont été faits par le gouvernement avec certains particuliers ou syndicats pour l'affermage des chemins de fer du gouvernement. Adopté.

Les bills suivants subissent la troisième lecture et sont adoptés :

Acte pour pourvoir à la transmission de la paroisse de St-Hyacinthe le Confesseur, des mains des syndics de la dite paroisse, en celles de la corporation Episcopale Catholique Romaine de St Hyacinthe, et à l'administration, maintien et entretien du dit cimetière.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin à rails du Saint-Laurent et du village d'Industrie.

Le Conseil se forme en comité général sur le bill pour rectifier les lignes de division dans certains rangs du canton de Grenville et une assez longue discussion s'engage.

L'hon. M. WOOD propose la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 51 des statuts refondus concernant les cours d'eau.

L'hon. M. WEBB propose le renvoi à trois mois.

Les honorables MM. Webb, de Boucherville et Laviolette s'opposent au bill parce qu'il consacre une injustice à l'égard des propriétaires de moulins à scie.

L'hon. M. ARCHAMBAULT demande la deuxième lecture pour permettre la discussion du bill en comité.

L'hon. M. RÉMILLARD est favorable au bill parce qu'il le croit nécessaire pour permettre le recouvrement des dommages causés par le bran de scie. Il affirme que les tribunaux ont décidé que les dommages provenant de cette cause ne sont pas recouvrables en vertu de la loi actuelle.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE est d'avis que l'on peut se faire indemniser de tout dommage, quelle qu'en soit la cause.

L'hon. M. BEAUDRY trouve que les propriétaires ont déjà assez de difficultés à surmonter sans que le Conseil leur en crée d'autres.

L'hon. M. BRYSON propose comme sous amendement que le bill soit lu pour la deuxième fois, mardi prochain. Il veut avoir le temps d'étudier le bill.

L'hon. M. de La BRUERE dit que la loi qu'on veut amender existe depuis 1856 et qu'il est assez étrange qu'on la trouve insuffisante pour la première fois aujourd'hui. A part le chapitre 51 des statuts refondus, il y a le code municipal qui renferme plusieurs articles qui pourvoient au nettoyage des cours d'eau municipaux.

Le sous amendement est rejeté et le renvoi à trois mois est voté.

Plusieurs bills de l'Assemblée législative sont présentés et lus pour la première fois.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 11 août.

L'hon. M. de la BRUERE présente deux pétitions, l'une des citoyens de Saint Romuald, l'autre de certains maires du comté de Lévis, contre le bill pour incorporer la municipalité de New-Liverpool.

Le Conseil se forme en comité général sur le bill concernant les asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement.

L'hon. M. ROSS trouve que la troisième clause du bill, qui jette la responsabilité sur ceux qui font la demande en faveur d'un aliéné, est un peu rigoureuse. Il dit qu'il aura peut-être quelque amendement à proposer avant la troisième lecture.

Le bill est rapporté sans amendement; troisième lecture demain.

Plusieurs bills de l'Assemblée législative sont présentés et lus pour la première fois.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 12 août.

Après les affaires de routine,

L'hon. M. LEMAIRE présente plusieurs rapports du comité des bills privés. Le comité déclare, entre autres choses, que le préambule du

bill pour ériger New Liverpool en municipalité n'a pas été prouvé.

L'hon. M. STARNES propose la troisième lecture du bill concernant les asiles d'aliénés.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE demande si le gouvernement n'entend pas amender le bill en ce qui concerne la manière de faire entrer les aliénés dans les asiles. Dans le cas où une personne incon nue serait atteinte d'aliénation mentale il serait impossible de la faire entrer dans un asile, car il faut que quelqu'un fasse serment qu'il connaît bien la personne dont il s'agit et qu'elle n'a pas les moyens de payer. Cependant, si le gouvernement désire prendre la responsabilité du bill tel que rédigé il ne s'y opposera pas.

La troisième lecture du bill est votée.

Le conseil se forme de nouveau en comité général sur le bill pour rectifier les lignes de division dans certains rangs du township de Grenville.

Après quelque discussion, le bill est renvoyé à un comité spécial.

Plusieurs bills subissent la deuxième lecture.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 13 août.

Avant l'ouverture de la séance, Son Honneur le lieutenant-gouverneur se rend au Conseil, et les membres de l'Assemblée s'étant rendus à la barre du Conseil, Son Honneur sanctionne deux bills privés, savoir : le bill concernant la paroisse de Ste-Marie Madeleine, dans le comté de St-Hyacinthe, et le bill concernant la vente d'immeubles dans l'ancienne paroisse de Montréal.

Après les affaires de routine,

L'hon. M. LEMAIRE rapporte du comité des bills privés le bill concernant la compagnie du gaz de Montréal avec plusieurs amendements.

Il propose l'adoption du rapport.

L'hon. M. BEAUDRY dit que le bill a pour but d'étendre les privilèges

de la compagnie pendant 25 ans de plus que les 50 ans mentionnés dans la charte, et la compagnie veut de plus avoir le droit de fournir le gaz à trois autres municipalités. Il demande que l'on amende le bill en insérant une clause qui permettra à ces trois municipalités de prendre au pair des actions au montant de \$33,000 chacune.

L'hon. M. ROSS dit que la compagnie a fait une demande légitime en voulant prolonger sa charte de 25 ans. Quant à la souscription au pair, la loi permet aux municipalités de souscrire pour le montant qu'elles voudront, mais si les actions se vendent à prime, elles devront payer cette prime.

L'hon. M. BEAUDRY dit qu'il est opposé à la clause qui prolonge la durée de la charte de la compagnie et qu'il proposera un amendement dans ce sens lors de la troisième lecture.

Le rapport du comité est adopté.

L'hon. M. BEAUDRY.—Avant de procéder à l'ordre jour, je désire savoir si le gouvernement a l'intention de produire la correspondance échangée entre le coroner Taschereau de la Beauce et le gouvernement, depuis le mois de mars 1878, et de plus si le gouvernement se propose de soumettre au Conseil les documents qui marquent dans la correspondance relative à l'affaire du lot No 27.

L'hon. M. STARNES.—En réponse à la première question, je dois déclarer qu'il n'existe aucune correspondance entre le coroner de la Beauce et le gouvernement. En réponse à la deuxième question, je dirai que la correspondance relative au lot No 27 est complète.

L'hon. M. ROSS donne avis qu'il demandera, mercredi prochain, la correspondance concernant l'assemblée de l'Ecole Normale de Montréal.

Le bill pour amender l'acte incorporant «The Beets Plain Camp Meeting Association», subit sa troisième lecture et est adopté.

Deux bills sont examinés en comi-

tés, troisième lecture demain. Deux bills privés subissent la deuxième lecture et sont renvoyés au comité des bills privés.

Trois bills de l'Assemblée sont présentés et subissent la première lecture.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 14 août.

Après les affaires de routine,

L'hon. M. LEMAIRE président du comité des bills privés fait rapport que le préambule du bill pour permettre à M. H. Dion Young de pratiquer comme dentiste, n'a pas été prouvé. Le rapport est adopté.

L'hon. M. LEMAIRE rapporte aussi plusieurs bills, les uns sans amendements les autres avec des amendements.

L'hon. M. FERRIER propose la troisième lecture du bill pour amender la compagnie du gaz de Montréal.

L'hon. M. BEAUDRY propose que la neuvième clause soit retranchée.

L'amendement est rejeté : Pour 2, contre 18.

La troisième lecture est ensuite votée et le bill est adopté.

Les deux bills suivants subissent la troisième lecture et sont adoptés :

Acte pour amender le chapitre 75 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, concernant la ligne de division entre les limites de Charlevoix et de Montmorency.

Acte pour amender les articles 2 et 3 du code de procédure civile, concernant les jours non juridiques.

L'hon. M. ARCHAMBAULT propose la deuxième lecture du bill pour amender les lois d'hypothèque et d'enregistrement, l'article 1571 du Code Civil et l'article 640 du code de procédure civile.

En faisant cette motion, il dit qu'il est opposé, en principe, à la manie qui existe de modifier nos codes à chaque instant. Mais le code civil renferme le droit statutaire que l'on peut amender sans danger. Le bill actuel a pour but de rendre plus claire la loi d'enregistrement et de

diminuer les frais d'enregistrement. Il explique son bill en détail et dit qu'il n'a pas l'intention d'en demander l'adoption durant cette session. Il veut seulement que les hommes de profession prennent connaissance de son bill.

Après quelque discussion, la deuxième lecture du bill est remise à lundi.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 15 août.

Après les affaires de routine,

Hon. M. LEMAIRE rapporte du comité des bills privés plusieurs bills sans amendements; le bill pour amender l'acte d'incorporation de Hull est rapporté avec plusieurs amendements importants.

L'hon. M. ROSS demande copie des soumissions, de la correspondance et du contrat pour l'ameublement de l'école Normale Jacques-Cartier, à Montréal.

Adopté.

La séance est suspendue pour permettre à un comité du conseil d'avoir une conférence avec un comité de la législature au sujet du bill N° 23.

La séance étant reprise, les bills suivants subissent la troisième lecture et sont adoptés :

Acte pour incorporer la société de secours mutuels des Français à Montréal.

Acte pour incorporer la société d'art décoratif de Montréal.

Acte pour étendre les pouvoirs accordés au synode provinciale de l'église anglicane, par l'acte de la ci-devant province du Canada, 29 et 30 Vict., chap. 15, au synode du diocèse de Québec, en tant qu'ils se rapportent aux propriétés de l'église dans le dit diocèse.

Acte pour annexer cette partie de la paroisse de St. Eugène, située dans le comté de Bagot au comté de Drummond, pour toutes fins quelconques, et pour ériger la dite paroisse en municipalité.

Acte pour amender l'acte intitulé :
Acte pour incorporer la compagnie

du chemin à macadamiser de la paroisse de Laprairie.

Acte pour amender les actes 23 Victoria, chapitre 75, et 36 Victoria, chapitre 58, relatifs à l'incorporation de la ville de Sorel.

Sur motion de l'hon. M. Beaudry, l'article 48 des règlements du Conseil Législatif est amendé en en retranchant les suivants : « et le résumé de ces mêmes règles dans d'autres journaux anglais et français. »

Puis le Conseil s'ajourne à lundi prochain.

Séance du 18 août

Après les affaires de routine,

L'hon. M. LEMAIRE rapporte du comité des bills privés un bill sans amendement et un autre bill avec un amendement.

Le bill suivant subit la troisième lecture et est adopté :

Acte pour amender l'acte 36 Victoria, chapitre 60, intitulé : « Acte pour refondre et amender l'acte pour incorporer la ville de Lévis et les divers actes qui l'amendent. »

L'ordre du jour ayant appelé la troisième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Hull.

L'hon. M. BRYSON propose que le bill soit renvoyé à un comité général pour subir un amendement verbal, ce qui est fait, et le bill subit ensuite la troisième lecture et est adopté.

L'ordre du jour ayant appelé la deuxième lecture du bill pour réduire les frais d'enregistrement.

L'hon. M. ARCHAMBAULT dit qu'il a envoyé des exemplaires de son bill à un grand nombre d'hommes de profession. Il a déjà reçu plusieurs lettres approuvant hautement le principe du bill. Dans les campagnes, on demande depuis longtemps que les frais d'enregistrement, qui sont très onéreux, soient réduits, et il croit avoir répondu à un besoin réel de la population. Cependant, comme il l'a déjà dit, il ne se propose pas de demander l'adoption de son bill durant cette session, et il de-

mande que la deuxième lecture soit remise à lundi prochain. Adopté.

Plusieurs bills privés subissent la deuxième lecture et sont renvoyés au comité des bills privés.

Plusieurs bills de l'Assemblée législative sont présentés et subissent la première lecture.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 19 août.

L'hon. M. STARNES étant malade.

L'hon. M. ARCHAMBAULT est appelé au fauteuil.

L'hon. M. BEAUDRY.—Présente une pétition de la part des habitants de Saint-Vincent de Paul contre le bill concernant les chemins à barrière de Montréal. Cette pétition est lue et reçue.

L'hon. M. BEAUDRY.—Propose que l'honoraire de cent dollars payé sur le Bill (C) intitulé : « Acte pour autoriser Henri Dion Young à pratiquer la profession de dentiste en la province de Québec, » soit remis à qui de droit, moins les frais d'impression et de traduction. Adopté.

Les bills suivants subissent la troisième lecture et sont adoptés : Acte pour permettre à certaines corporations d'utiliser plus efficacement les biens fonds qu'elles peuvent posséder.

Acte pour faciliter l'administration de l'académie de Knowlton, pour pourvoir à son incorporation et pour d'autres fins.

Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau.

Sur proposition de l'honorable M. ARCHAMBAULT.—Le Conseil se forme en comité sur le bill pour amender l'acte des clauses générales des corporations de villes. (40 Vict., ch. 29.)

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE.—Je m'oppose à l'adoption de ce bill qui est réellement un bill privé sous la forme d'un bill public. On veut, par ce bill, permettre à une corporation de ville, qui aurait fait con-

struire un aqueduc, de le vendre, non seulement à une compagnie, comme le veut la loi actuelle, mais à une seule personne. Ceci ne me paraît pas désirable, car un individu sans capitaux pourrait assez facilement engager la majorité d'un conseil à lui livrer un aqueduc dans le but de l'exploiter au détriment des contribuables. Je propose que le comité se lève.

L'hon. M. BEAUDRY.—Je concours entièrement dans les paroles de l'honorable conseiller pour Montarville. Le bill est dangereux, car il expose les corporations à se trouver entre les mains d'individus sans responsabilité.

L'hon. M. ARCHAMBAULT croit que les inconvénients signalés ne sont pas à craindre. Il propose que le comité se lève et rapporte progressés.

L'hon. M. RÉVILLARD.—Le bill peut être important, mais je trouve que le promoteur du bill dans l'autre chambre aurait pu nous fournir plus de renseignements sur la nature du bill. Cependant je ne veux pas étouffer le bill sans l'examiner de plus près. On pourrait donc adopter la proposition de l'honorable conseiller pour Repentigny.

L'amendement de l'honorable M. Archambault est mis aux voix et rejeté et la proposition de l'hon. M. de Boucherville est adoptée, de sorte que le bill est étouffé.

Deux bills subissent la deuxième lecture et plusieurs autres bills de l'assemblée sont présentés et lus pour la première fois.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 20 août.

Après les affaires de routine,

L'hon. M. LEMAIRE rapporte, du comité, deux bills privés, quatre bills privés, deux avec des amendements et deux sans amendements.

L'hon. M. WEBB fait rapport que le comité spécial, nommé pour examiner le bill concernant certains lots dans le canton de Grenville, a

étudié le bill et qu'il n'y a fait aucun amendement. Il propose l'adoption du rapport.

L'hon. M. BEAUDRY demande que le bill ne soit pas adopté durant cette session. Il trouve que ce projet de loi est fort embrouillé et il veut que les personnes intéressées demandent l'adoption de cette mesure. Aujourd'hui, les occupants ne se plaignent pas de la situation dans laquelle ils se trouvent, et il serait imprudent d'agir trop à la hâte. Il propose que le rapport ne soit pas adopté maintenant mais qu'il soit pris en considération en même temps que le bill.

L'hon. M. ARCHAMBAULT fait remarquer que ce procédé n'est pas régulier. Si l'hon. M. Beaudry veut faire rejeter le bill, il devra faire motion dans ce sens, lors de la troisième lecture.

L'hon. M. BEAUDRY se rend à cette suggestion.

L'hon. M. BEAUDRY demande un état des recettes et dépenses des différentes barrières depuis cinq ans, sur les chemins conduisant à Montréal. Adopté.

Le Conseil se forme en comité général sur le bill concernant la liquidation volontaire des compagnies à fonds social. Une assez longue discussion s'engage sur une proposition faite par l'honorable M. Beaudry à l'effet d'augmenter une pénalité en remplaçant la somme de « \$1 par jour » par « \$10 par jour. » Plusieurs membres croient que le Conseil ne peut pas augmenter une pénalité adoptée par l'Assemblée. Il est finalement décidé d'étudier la question plus au long. Le comité se lève et rapporte progrès.

Plusieurs bills subissent la deuxième lecture, entre autres un bill proposé par l'hon. M. Rémillard ayant pour but de permettre aux jeunes gens, qui ont obtenu de l'un de nos collèges, un diplôme de bachelier-ès-arts, ès-sciences ou ès-lettres, d'étudier les professions libérales sans être obligés de subir un examen devant un bureau d'examineurs. En proposant la deuxième

lecture, l'hon. M. Rémillard fait remarquer que le système actuellement suivi est injuste, attendu qu'il permet à des examinateurs mal disposés d'empêcher de jeunes gens bien instruits de se mettre à l'étude des professions libérales. On cherche souvent à intimider les jeunes aspirants et quelquefois on y réussit.

L'hon. M. FERRIER approuve entièrement le principe du bill. Il dit qu'un jeune homme qui a obtenu un diplôme dans une de nos grandes institutions est parfaitement en état d'étudier le droit ou la médecine sans autre examen.

L'hon. M. WEBB émet quelques doutes sur l'opportunité du bill. Il trouve que les membres des différentes professions ont le droit de s'entourer de toutes les précautions nécessaires.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE est d'avis que nos institutions d'éducation offrent toutes les garanties voulues.

Plusieurs bills de l'Assemblée sont présentés et lus pour la première fois, puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 21 août.

Après les affaires de routine,

L'hon. M. BEAUDRY présente le sixième rapport du comité des comptes contingents.

L'hon. M. DE LA BRUERE demande copie des instructions laissées par l'honorable M. Joly à M. S. Bellingham, en Angleterre, le printemps dernier, concernant la destitution du lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

En faisant cette motion, il dit qu'il a demandé, il y a deux mois, d'autres documents concernant la mission de l'hon. M. Joly en Angleterre et que le gouvernement n'a pas cru devoir les fournir.

La motion est adoptée.

L'hon. M. STARNES dit qu'il fera produire les documents demandés.

Les bills suivants subissent la troisième lecture et sont adoptés :

Acte pour refondre et amender

l'acte d'incorporation de la ville de St Henri.

Acte amendant l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières, 38 Vict., chap. 76.

Acte pour incorporer « La compagnie d'élevateur de Québec. »

Acte pour changer le nom de la municipalité du village de Notre-Dame de Grâce, et pour étendre ses pouvoirs

Le bill suivant est examiné en comité général, lu une troisième fois et adopté.

Acte pour amender l'acte pour rectifier les lignes de division, et assurer les titres, dans certains rangs du township de Grenville.

Le Conseil se forme de nouveau en comité général sur le bill concernant la liquidation volontaire des compagnies à fonds social.

L'hon. M. BEAUDRY propose que la pénalité infligée aux liquidateurs qui refuseront de rendre compte des sommes en leur possession, soit de \$10 au lieu de \$1.

Après quelque discussion, cet amendement est adopté. Pour 12, contre 4, et le bill tel qu'amendé est adopté par le comité.

Sur proposition de l'hon. M. REMILLARD, le Conseil se forme en comité général sur le bill pour permettre aux personnes qui auront obtenu le titre de bachelier ès-arts, ès-lettres ou ès sciences d'étudier le droit, la médecine ou le génie civil sans être obligées de subir un examen préliminaire.

L'hon. M. de LA BRUERE : Ce bill, tel que rédigé, accorde un privilège aux élèves sortant des collèges affiliés aux universités qui seules ont le droit de conférer le titre de bachelier. Ceci ne me paraît pas juste envers les autres collèges, qui, pour des raisons que nous n'avons pas à examiner ici, ne sont pas affiliés aux universités. Je désire que le principe du bill, qui me paraît juste, soit appliqué à tous ceux qui auront fait avec succès un cours d'études complètes dans un collège classique reconnu comme tel et approuvé par le Conseil de l'Instruc-

tion publique. Il me semble qu'un certificat déclarant qu'un jeune homme a fait de bonnes études complètes vaut bien, au point de vue du projet de loi actuel, un degré de bachelier. Je propose donc que la deuxième clause du bill soit amendée dans ce sens. J'ai consulté plusieurs membres du Conseil de l'Instruction publique et je puis dire qu'ils approuvent cet amendement.

L'hon. M. ARCHAMBAULT.—Je fais une différence entre le degré de bachelier et le certificat d'études complètes. Cependant, je voterai pour l'amendement proposé parce que je crois qu'un tel certificat sera une garantie suffisante pour les différentes professions. Adopter la loi dans sa forme actuelle, c'est faire, pour ainsi dire, de la réclame en faveur de certaines institutions au détriment d'autres.

L'hon. M. ROSS.—Je regrette que ce projet de loi ait été présenté, car les examens que l'on fait subir aux aspirants ne sont pas sévères et n'empêchent jamais un jeune homme qui a réellement fait de bonne étude les classiques d'étudier les professions libérales. Mais s'il faut exempter les bacheliers des examens, je ne vois pas pourquoi l'on n'en exemptera pas aussi les élèves qui auront fait, avec succès, un cours d'études complètes dans les différents collèges.

L'hon. M. REMILLARD.—Si cet amendement est adopté, le bill n'aura plus sa raison d'être et sera certainement rejeté par l'Assemblée. Car le bill a pour but de mettre les bacheliers des universités seulement à l'abri des insultes dont quelques bacheliers de l'université Laval ont été l'objet, l'année dernière, de la part du bureau des examinateurs. Le bill a pour but de reconnaître que le titre de bachelier vaut réellement quelque chose de plus qu'un simple certificat d'études ordinaire.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE.—L'hon. conseiller veut-il bien nous dire sur quoi il se base pour affirmer que le bill sera rejeté par l'Assemblée si le Conseil l'amende suivant

la proposition de l'hon. conseiller pour Rougemont ?

L'hon. M. RÉMILLARD : Parce que le promoteur du bill, l'hon. M. Chauveau, m'a dit qu'il ne voulait pas d'amendement dans ce sens.

L'hon. M. FERRIER.—J'espère que l'hon. conseiller ne parle pas au nom du gouvernement.

L'hon. M. ARCHAMBAULT — Peu nous importe que ce bill soit un bill du gouvernement ou non. Cela ne nous empêche pas de l'amender comme bon nous semble.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE.— Je désire savoir si ce bill est une mesure ministérielle ou non.

L'hon. M. STARNES.—Je ne suis pas prêt à répondre à cette question. Je ne veux pas aller, non plus, jusqu'à dire que si le bill est amendé, l'Assemblée le rejettera. Si je m'oppose à l'amendement, c'est uniquement parce qu'il n'a pas été demandé par le Conseil de l'Instruction publique, tandis que le bill dans sa forme actuelle l'a été.

L'hon. M. de LA BRUÈRE.—Je ferai remarquer que l'hon. conseiller pour Victoria (M. Ferrier), l'un des membres les plus marquants du comité protestant, approuve mon amendement. Est-ce que ce bill aurait pour but de créer un monopole en faveur des universités et des collèges qui sont affiliés aux universités ; est ce que ce serait un moyen détourné d'imposer l'affiliation aux différents collèges ? Je ne le crois pas. Ce bill doit être fait dans l'intérêt des élèves de toutes nos grandes institutions classiques. On a refusé d'admettre des bacheliers de l'Université Laval à l'étude du droit, mais on a également refusé d'admettre des élèves qui avaient fait de brillantes études au collège de Saint-Hyacinthe. Dans ce dernier cas, l'insulte n'était pas moins sanglante que dans le premier. Le remède doit donc s'appliquer à tous les cas, également. Tous les élèves doivent être mis sur le même pied. Les examens que l'on fait subir au collège de Saint-Hyacinthe, par exemple, sont très-sévères, et les élèves qui

sortent de cette institution sont bien les égaux de ceux qui sortent des collèges affiliés aux universités. Un certificat d'études complètes faites avec succès signé par le supérieur du collège de St Hyacinthe, ou le supérieur de nos autres grandes institutions classiques vaut bien un degré de bachelier.

L'amendement est adopté sur division, et le bill tel qu'amendé est adopté par le comité. Troisième lecture demain.

Plusieurs bills subissent la deuxième lecture.

L'hon. M. RÉMILLARD ayant proposé la seconde lecture du bill pour empêcher les conseillers qui ont un siège au Sénat de siéger au Conseil.

L'hon. M. WOOD propose, secondé par l'hon. M. Laviolette ;

« Que le bill ne soit pas lu, mais qu'il soit résolu que tout bill concernant le Conseil doit prendre son origine dans cette chambre. »

Adopté.

Plusieurs bills de l'Assemblée législative sont présentés et lus pour la première fois.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 22 août.

Après les affaires de routine,

L'hon. M. LEMAIRE fait rapport que le préambule du bill concernant la municipalité de St-Sauveur n'a pas été prouvé. Ce rapport est adopté.

Plusieurs bills sont rapportés du comité des bills privés, subissent la troisième lecture et sont adoptés.

Le bill pour autoriser les commissaires d'écoles catholiques de Montréal à emprunter \$100,000 est déclaré, par le comité des bills privés, être un bill public.

Sur motion de l'hon. M. RÉMILLARD le Conseil se forme en comité général sur ce bill.

L'hon. M. BEAUDRY s'oppose au bill, parce qu'il considère que les citoyens de Montréal y sont intéressés.

L'hon. M. FERRIER soutient que le bill est public.

L'hon. M. ARCHAMBAULT dit qu'il est assez curieux de voir un catholique combattre ce bill et un protestant le défendre. Il est en faveur du bill parce qu'il veut adoucir tous les moyens possibles pour favoriser l'éducation.

L'hon. M. BEAUDRY blâme fortement la conduite des commissaires d'école de Montréal, qui, dit-il, ont très mal administré les sommes d'argent mises à leur disposition. Il affirme que les commissaires n'agissent pas honnêtement et qu'ils ne rendent pas les services que l'on a droit d'attendre d'eux. Au lieu de rendre compte de l'argent qui est passé entre leurs mains et qu'ils ont gaspillé en grande partie, ils sont venus sournoisement demander la permission d'emprunter de nouvelles sommes. Il blâme aussi fortement la conduite du surintendant de l'Instruction publique.

L'hon. M. ROSS regrette les attaques faites par le conseiller pour Alma contre le surintendant qui, dit-il, accomplit son devoir à la satisfaction de la grande majorité des citoyens de cette province. Il croit que le bill est un bill privé, puisque les contribuables de la ville de Montréal sont les seuls intéressés. On aurait dû en conséquence donner avis de cette mesure afin de fournir aux intéressés l'occasion d'exposer leurs plaintes. Cependant, cet emprunt est demandé par un corps responsable, et rien ne nous prouve que l'emprunt ne soit pas nécessaire, rien ne nous prouve que les contribuables y soient opposés, et rien ne justifie le Conseil de rejeter ce bill et de priver les contribuables de l'avantage de faire cet emprunt.

L'hon. M. DE LA BRUÈRE fait remarquer que le préambule et la première clause du bill ne s'accordent pas tout à fait. Dans le préambule il est dit que la somme de \$100,000 doit être appliquée à dégrever les propriétés des commissaires, tandis que dans la première clause il est fait mention « d'autres

fin. » Il demande au promoteur du bill d'expliquer ces « autres fins. »

L'hon. M. RÉMILLARD dit que cette somme est destinée à payer les dettes légitimement contractées par les commissaires.

L'hon. M. BEAUDRY demande que l'on donne lecture de la requête des commissaires demandant l'adoption de cette mesure, ce qui est fait.

L'hon. M. HEARN fait l'éloge du surintendant de l'Instruction publique.

Le bill est adopté par le comité sans amendement et subit sa troisième lecture, M. Beaudry s'y opposant.

Les bills suivants subissent la troisième lecture et sont adoptés :

Acte concernant la liquidation volontaire des compagnies à fonds-social.

Acte pour amender de nouveau l'acte concernant les dépôts judiciaires et autres.

Acte pour amender les actes passés dans les 29 et 30 Vict., chap. 27, concernant le barreau du Bas-Canada, ainsi que l'acte 39 Vict., chap. 33 concernant le notariat en cette province, et l'acte 40 Vict., ch. 26, concernant la profession médicale en cette province, de même que le chap. 77 des statuts refondus du Canada, concernant la profession d'arpenteur en cette province.

Acte pour amender de nouveau le chapitre 76 des statuts refondus du Canada concernant la pratique de la médecine et la chirurgie et l'étude de l'anatomie.

Le Conseil adopte en comité général le bill concernant la fiducie. Troisième lecture lundi.

Sur motion de M. REMILLARD, le Conseil se forme en comité général sur le bill concernant les renvois à la Cour Suprême et à la cour de l'Échiquier du Canada.

L'hon. M. DE LA BRUÈRE.—La province de Québec a intérêt à reconnaître le moins possible la Cour Suprême du Canada. Nous avons nos tribunaux qui suffisent amplement à nos besoins et nous devons bien nous garder de soumettre nos

lois au jugement d'un tribunal qui ne compte que deux juges de notre province. Je suis opposé au bill parce que je suis opposé en principe à la Cour Suprême.

L'hon. M. ARCHAMBAULT.—Je suis opposé, moi aussi, en principe à la Cour Suprême, mais ce tribunal existe et si nous pouvons en tirer quelque parti sans compromettre nos intérêts, nous devons le faire.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE.—L'hon. promoteur du bill peut-il nous dire si par cette mesure nos lois civiles doivent être soumises à la Cour Suprême ?

L'hon. M. REMILLARD.—Je ne suis pas en état de répondre à cette question n'ayant pas eu le temps d'étudier le projet de loi suffisamment.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE.—Alors je propose que le comité se lève et rapporte progrès. Adopté.

Plusieurs bills sont examinés en comité général. Troisième lecture demain.

Le bill pour assurer la publication des saisies des biens immobiliers est examiné en comité, lu une troisième fois et adopté.

Sur motion de l'hon. M. REMILLARD le Conseil se forme en comité général sur le bill pour amender l'article 556 du code de procédure civile.

L'hon. M. REMILLARD dit que ce bill a pour but de favoriser les cultivateurs pauvres en déclarant que, outre les effets qui sont maintenant insaisissables, deux chevaux de labour ou deux bœufs et une charette ne pourront pas être saisis. Le promoteur du bill a voulu donner au cultivateur pauvre le moyen de cultiver sa terre.

Les honorables MM. Ferrier, Wood et Bryson expriment l'opinion que ce bill aura pour effet de nuire au cultivateur pauvre en lui enlevant du crédit, car si on rend ces choses insaisissables, on ne voudra plus lui faire des avances.

L'hon. M. BEAUDRY trouve le bill ridicule.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE dit que l'on a tort de traiter le bill

ainsi. La législature a déjà adopté une mesure ayant pour but de protéger les colons pauvres et l'on peut bien continuer dans cette voie.

L'hon. M. de LA BRUERE.—Si l'on veut protéger les classes agricoles il faudra présenter une mesure spéciale, car l'amendement proposé au code s'appliquerait à tous les débiteurs indistinctement.

Le comité se lève et rapporte progrès.

Il est six heures et la séance est suspendue.

Séance du soir.

L'acte pour amender l'article 49 du code de procédure civile est examiné en comité. L'hon. M. REMILLARD explique que le but du bill est de permettre aux créanciers de poursuivre des débiteurs qui ne résident pas dans la province dans le cas où l'on ne connaîtra pas le nom de baptême du débiteur. Il arrive assez souvent que des capitaines de navires, après avoir fait travailler des journaliers, s'en vont sans les payer, et l'on ne peut pas les poursuivre parce que l'on ignore leur nom de baptême.

Le bill subit la troisième lecture et est adopté.

Sur motion de M. REMILLARD le Conseil se forme en comité général sur le bill pour amender l'acte d'agriculture. Ce bill a pour but de diviser également l'octroi du gouvernement entre les deux sociétés d'agriculture d'un comté, pourvu que les deux sociétés souscrivent chacune la moitié de la somme nécessaire pour avoir droit à l'octroi du gouvernement.

Une longue discussion s'engage sur ce bill. MM. Ross, Webb et Wood, combattant le bill, MM. Archambault, Dostaler, Bryson l'appuyant.

L'hon. M. ARCHAMBAULT condamne formellement le système de sociétés d'agriculture. Il veut que l'on consacre l'argent octroyé à ces sociétés à encourager l'agriculture en donnant dans chaque comté une

prime pour la ferme la mieux tenue. Cependant, comme il ne s'agit pas de changer le système actuel, il votera pour le bill.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE dit qu'il y a du pour et du contre, mais comme le gouvernement prend la responsabilité de la mesure, il votera pour le bill.

Le bill est finalement adopté par le comité général. Troisième lecture lundi.

L'hon. M. REMILLARD propose la deuxième lecture du bill pour donner droit de vote aux fils de cultivateurs dans certains cas. Dans le cas, dit-il, où un cultivateur aura une propriété de 60 arpents en superficie et valant \$2000 il pourra donner à ses fils âgés de 21 le droit de vote. Ce bill a pour but d'engager les jeunes gens à rester sous le toit paternel.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE dit qu'il est étonnant de voir un libéral présenter un bill ayant pour but de faire voter la propriété foncière. C'est là une mesure ultra-conservatrice. Du reste, pourquoi restreindre la mesure aux cultivateurs. Pourquoi ne pas accorder le même privilège aux autres propriétaires? Et n'est-il pas à craindre que ce bill ne soit souvent la cause de disputes entre le père et le fils. Il faudra que le fils vote servilement suivant les opinions du père.

L'hon. M. ARCHAMBAULT appuie fortement le bill qu'il considère de nature à consolider la famille.

L'hon. M. FERRIER s'oppose au bill parce qu'il tend à amolir les jeunes gens en les faisant dépendre de leurs pères, au lieu de chercher à s'établir sur des terres séparées. Il faut chercher à étendre notre population, à coloniser nos terres incultes. Il propose en amendement que le bill soit lu dans six mois.

M. BRYSON dit qu'il est opposé au bill pour plusieurs raisons, mais principalement parce que l'on ne donne pas le droit de vote aux fils des médecins, des avocats, des notaires, etc.

L'amendement est adopté sur division.

Plusieurs bills sont reçus de l'Assemblée législative et subissent la première lecture.

Puis le Conseil s'ajourne à 10 15 hrs.

— — —
Séance du 25 août.

Après les affaires de routine,

Le bill pour constituer en corporation le club de Québec est rapporté du comité des bills privés, subit sa troisième lecture et est adopté.

L'hon. M. LEMAIRE.—Rapporte le bill amendant la charte de la ville de Montréal avec plusieurs amendements importants.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE:—Demande copie du bill autorisant la construction du pont vis-à-vis de Hull, et copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et les villes de Montréal et des Trois-Rivières au sujet du chemin de fer du Nord. Il dit que ces informations sont nécessaires pour étudier le bill du gouvernement concernant ce chemin.

L'hon. M. STARNES dit que ces renseignements seront fournis.

L'hon. M. HEARN demande si c'est l'intention du gouvernement de profiter du bas prix actuel du travail et des matériaux de construction, pour effectuer une économie des fonds publics et soulager, jusqu'à un certain point, la détresse terrible qui sévit parmi les classes ouvrières, en commençant prochainement la construction d'un nouveau Palais de Justice en cette ville, chose que l'on a promise depuis si longtemps et à tant de reprises?

L'hon. M. STARNES répond que cette question est sous « la sérieuse considération » du gouvernement.

L'hon. M. BEAURY propose qu'un comité spécial soit nommé pour s'enquérir des faits et circonstances relatifs à l'octroi d'un contrat pour la pose des contre-écrous (*nut locks*) sur le chemin de fer de

Québec, Montréal, Ottawa et Occidental avec pouvoir d'envoyer chercher témoins et documents, et que ce comité soit composé des honorables MM. Ross, Rémillard, de La Bruère, Webb et Beaudry.

L'hon. M. STARNES dit que sans s'opposer à l'adoption de cette motion il doit faire remarquer que c'est un précédent dangereux que l'on veut établir.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE :— Tous les conseils législatifs et tous les sénats du monde ont le droit de faire des enquêtes. Le sénat à Ottawa a fait une enquête très considérable sur certains actes de l'administration de M. McKenzie. Si le Conseil n'avait pas le pouvoir de faire des enquêtes il ne pourrait surveiller efficacement l'administration des affaires publiques.

L'hon. M. ARCHAMBAULT.—Je crois avec l'hon. conseiller pour Montarville que le Conseil a parfaitement le droit de faire des enquêtes. Mais je trouve que la session est trop avancée pour commencer une enquête de cette nature. Du reste, je ne vois pas où nous allons prendre l'argent nécessaire.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE.— A même les comptes contingents, comme fait l'Assemblée législative.

L'hon. M. ARCHAMBAULT.— Pour cela il faudrait le consentement du gouvernement.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE.— Nous l'avons, ce consentement.

La motion est adoptée.

L'hon. M. FERRIER propose que le bill pour amender la charte de la ville de Montréal soit lu pour la troisième fois.

L'hon. M. ARCHAMBAULT propose que le bill soit renvoyé au comité des bills privés.

L'amendement est rejeté, et le bill est lu pour la troisième fois et adopté.

Les bills suivants subissent la troisième lecture et sont adoptés.

Acte pour amender l'acte électoral de Québec.

Acte concernant la fiducie.

L'hon. M. RÉMILLARD propose

la troisième lecture du bill pour amender l'acte concernant le département de l'agriculture.

L'hon. M. WEBB propose que le bill soit renvoyé au comité général avec instruction de retrancher la première clause qui pourvoit à la division égale de l'octroi du gouvernement entre les deux sociétés d'agriculture d'un comté, pourvu que chaque société souscrive au moins la moitié de la somme nécessaire pour obtenir l'octroi.

L'amendement est adopté. Pour 11, contre 7. Le bill est renvoyé au comité et amendé, puis lu pour la troisième fois et adopté.

Le bill pour amender l'acte concernant l'interdiction des ivrognes subit sa troisième lecture et est adopté.

Le Conseil se forme de nouveau en comité général sur le bill concernant les renvois à la Cour Suprême du Canada et à la cour de l'Echiquier.

L'hon. M. RÉMILLARD donne quelques explications au sujet de ce bill.

L'hon. M. ARCHAMBAULT dit que la loi créant la Cour Suprême ne peut pas obliger les plaideurs de porter leurs causes devant cette cour; elle le permet seulement. Cependant il ne s'oppose pas au bill.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE.— Je m'oppose au bill.

La Cour Suprême a été bien près d'être abolie par le parlement fédéral l'année dernière. Cette cour a été répudiée par l'immense majorité des députés fédéraux, et il est probable qu'elle sera abolie l'année prochaine. Pourquoi donc donner de la juridiction à une institution qui n'existera pas dans six mois. Je propose donc que le comité se lève.

L'hon. M. de LA BRUÈRE dit que l'adoption de la loi créant la Cour Suprême a été une faute grave, et le parlement s'en aperçoit maintenant. Nous ne devons donc pas reconnaître l'existence de cette cour. Il ne faut pas adopter une loi qui sera un argument en faveur du maintien de la Cour Suprême. Je

suis donc opposé au bill parce que je suis opposé en principe à la Cour Suprême. La comité se lève sans faire de rapport et le bill est étouffé.

Le Conseil se forme en comité général sur le bill concernant le contrat de nantissement et l'amende. Le bill subit ensuite la troisième lecture et est adopté.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE.— Demande copie de l'ordre en Conseil destituant le Dr Martel comme conseiller municipal pour le Bassin de Chambly et la correspondance échangée à cet effet. Adopté.

Il est six heures et la séance est suspendue.

Séance du soir.

Le Conseil se forme en comité général sur le bill pour amender l'article 556 du code de procédure civile. Ce bill a pour but d'exempter de la saisie certains objets nécessaires à l'exploitation de la terre.

L'hon. M. BEAUDRY propose que le comité se lève. Adopté.

Le Conseil se forme en comité sur le bill pour exempter de la saisie la moitié des gages des journaliers.

L'hon. M. LAVIOLETTE se prononce contre le bill.

L'hon. M. ARCHAMBAULT se prononce en faveur du bill. Il veut protéger autant que possible le propriétaire.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE.— J'irai plus loin que le bill et je propose qu'à l'avenir tous les gages des journaliers soient exempts de la saisie.

Les hons. MM. Bryson, Webb et Ferrier trouvent que le bill est plutôt nuisible aux journaliers, car il tend à leur enlever tout crédit.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE.— On dit que la crise actuelle est due au système de crédit adopté partout. Eh bien ! le bill actuel, qui tend à diminuer le crédit, est une bonne mesure.

L'hon. M. HEARN regrette beaucoup que cette mesure ait été pré-

sentée. Il considère que ce projet est révolutionnaire.

La motion de l'hon. M. de Boucherville est mise aux voix et rejetée.

L'hon. M. DOSTALER propose que le comité se lève. Adopté.

Plusieurs bills subissent la deuxième lecture.

L'hon. M. STARNES propose la deuxième lecture du bill concernant les enquêtes des coroners.

L'hon. M. FERRIER dit qu'il ne s'oppose pas à la deuxième lecture, mais il proposera en comité, que la première clause soit amendée.

L'hon. M. ARCHAMBAULT est en faveur du bill.

L'hon. M. de LA BRUERE : admet qu'il se fait beaucoup trop d'enquêtes. Cependant il doute que ce bill soit dans les attributions de la législature provinciale. Les fonctions du coroner se rapportent à la justice criminelle, laquelle n'est pas du domaine de la législature des provinces. Nous avons le pouvoir de nommer des coroners, etc, mais l'acte de la confédération nous défend de toucher à l'administration de la justice criminelle. Le gouvernement a bien le droit de dire aux coroners : « Vous ne serez payés que dans tel cas, » mais il ne peut pas leur dire : « Vous n'agirez que dans tel cas. » D'après le projet de loi, il faut une plainte assermentée déclarant que la mort a été causée par un crime. Or il n'est pas à propos de faire des délateurs. On prétend que ce projet de loi est conforme à la loi en force dans Ontario, mais tel n'est pas le cas, puisque dans la province sœur, on n'exige pas une plainte assermentée. On y laisse plus de latitude aux coroners.

L'hon. M. REMILLARD appuie le bill qu'il considère comme du ressort de cette législature.

L'hon. M. ARCHAMBAULT est d'avis que ce bill ne porte aucune atteinte à la loi criminelle. On pourrait même abolir la charge de coroner, sans y porter atteinte.

L'hon. M. ROSS croit que la législature sort de ses attributions en votant cette loi, cependant, il est

prêt à ne laisser la responsabilité au gouvernement. Il admet qu'il y a des abus, mais il se demande s'il ne vaut pas mieux souffrir ces abus plutôt que de permettre qu'un seul criminel échappe à la justice. Il croit que ce bill donnera lieu à de graves inconvénients.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE dit que du fait que nous pouvons ne pas payer les coroners, il ne s'en suit pas que nous puissions intervenir dans les fonctionnaires du coroner. Dans ce pays, il n'y a que le coroner qui puisse prendre l'initiative dans la recherche du crime. On pourra faire de l'économie en refusant de payer les frais inutiles. Le gouvernement pouvait de cette manière sauver à peu près le tiers des frais tout en protégeant la société contre les criminels.

La deuxième lecture est votée.

Puis le Conseil s'ajourne à demain à deux heures.

Séance du 26 août.

Après les affaires de routine, les bills suivants sont examinés en comité général, lus une troisième fois et adoptés :

Acte pour rendre valides certains actes notariés.

Acte décrétant des nouvelles dispositions relativement aux Sociétés de Construction dans la province de Québec, et pourvoyant à la liquidation de leurs affaires.

Acte pour amender le chapitre 75 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada concernant la ligne de division entre les comtés de Compton et de Beauce.

Acte pour amender les actes concernant la vente des terres pour l'exploitation des mines de phosphate.

Acte pour abroger l'acte 41 Vict., chap. 16, et amender la section 16 des statuts refondus pour le Bas-Canada, chap. 109, concernant l'indemnité des petits jurés dans les causes criminelles.

Sur proposition de l'hon. M. de Boucherville, le bill concernant les

coroners est amendé de manière à faire disparaître la clause prescrivant une déclaration assermentée ; déclaration qu'on a remplacée par un simple certificat d'un juge de paix, du maire, du curé, constatant qu'il y a des soupçons qu'un crime a été commis. Le bill ainsi amendé subit sa troisième lecture et est adopté.

Un bill concernant l'érection des paroisses est présenté subit ses trois lectures et est adopté.

Les deux bills suivants, sont examinés en comité général, lus pour la troisième fois et adoptés :

Acte pour amender l'acte 31 Vict., chap. 9, concernant le département du trésor, et les revenus, dépenses et comptes publics.

Acte pour amender et refondre de nouveau, les actes concernant la profession médicale et la chirurgie, dans la province de Québec.

L'hon. M. STARNES propose la deuxième lecture du bill pour légaliser les actes du gouvernement en rapport avec le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. En faisant cette motion, il donne quelques explications sur la nature du bill. Il espère que le Conseil votera la deuxième lecture.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE—L'hon. président du Conseil a exprimé l'espoir que je donnerais mon appui à cette mesure. Il est donc convaincu que je ne m'y opposerai pas sans de très graves raisons.

Ce bill est très important ; c'est peut-être la mesure la plus importante que l'on ait jamais discutée dans cette enceinte. Je dirai aussi que ce bill est très mauvais et plus je l'étudie plus j'y trouve des défauts.

Avant d'aller plus loin je désire que l'on donne lecture de la pétition des citoyens de Montréal contre ce bill.

(Cette pétition, couverte d'un très grand nombre de signatures est lue.)

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE.—Le gouvernement s'était engagé à construire un chemin de fer depuis Québec jusqu'à Hull, *via* Montréal,

c'est-à-dire que la ligne devait passer par Montréal. Le gouvernement actuel a manqué à cet engagement pris au nom de la province, en construisant l'embranchement de St-Martin.

Le *loop line* de Trois-Rivières a déjà coûté \$92,000 et coûtera au-delà de \$100,000. La ville des Trois-Rivières a souscrit \$100,000 à condition que l'on construirait un chemin de fer de Québec à Montréal et l'embranchement des Piles. Ces travaux étaient faits, et cependant la ville des Trois-Rivières refusait de payer ce qu'elle devait à la province. Alors le gouvernement, qui voulait arranger toutes les difficultés à l'amiable, est allé trouver le conseil de ville des Trois-Rivières et lui a suggéré le moyen, non-seulement de ne pas payer tout ce que la ville devait, mais d'obtenir du gouvernement, moyennant \$50,000 de débentures, un chemin de ceinture qui va coûter environ \$120,000. En consultant le règlement par lequel la ville a accepté cette condition, l'on se convaincra que le conseil municipal des Trois-Rivières a eu soin de s'arranger de manière à ne pas payer la balance de ses \$100,000. Car dans ce règlement il est dit que le chemin doit se rendre de Québec à Montréal et que le peuple pourra être consulté si besoin il y a. Or, le chemin ne se rend pas à Montréal, mais à St-Martin.

Quant à la ville de Montréal, le gouvernement ne l'a pas mise en demeure de payer la balance de son million, du moins aucun document ne nous le prouve.

En voulant amener le chemin aux casernes, le gouvernement cherche à imposer à la province une dépense considérable. Les citoyens du quartier Est de Montréal sont opposés à ce changement.

Mais la principale raison qui doit nous faire repousser ce bill, la voici : Sans consulter la législature, sans y être autorisé, le gouvernement a entrepris des travaux très considérables. Par cet acte, le gouvernement a fait preuve d'une négligence coupable. On prétend que certains

de ces travaux, le pont par exemple, étaient d'une nécessité urgente. Mais alors pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas convoqué plus tôt les chambres pour leur soumettre cette mesure ?

Rien donc ne peut justifier la conduite du gouvernement qui a agi dans toute cette affaire avec une légèreté incroyable. Je propose donc que le bill ne soit pas lu maintenant, mais qu'il soit lu dans trois mois.

L'hon. M. BRYSON, approuve le principe que le gouvernement ne doit pas dépenser les deniers publics sans l'autorisation de la législature, mais tous les gouvernements violent ce principe. Il approuve la construction du *loop line* parce que ce chemin attirera à Trois-Rivières une bonne partie du commerce de Québec. Il aurait voulu que le pont de Hull ne fût pas construit maintenant, mais il est d'avis que s'il faut blâmer quelqu'un, c'est le gouvernement de Boucherville qui n'avait pas encore commencé les travaux sur la partie du chemin à l'ouest d'Aylmer. Si ces travaux avaient été commencés, le gouvernement Joly n'aurait pas pu construire ce pont.

L'hon. M. ROSS.—Je trouve fort étrange le raisonnement de l'hon. conseiller pour Inkerman. Il reconnaît la bonté du principe que les deniers publics ne doivent pas être dépensés sans l'autorisation de la législature, et en même temps il approuve un gouvernement qui viole ce principe.

Il approuve aussi le *loop line*, mais je crois qu'il est à peu près seul à l'approuver, non seulement dans cette chambre mais dans tout le pays. Il affirme que ce chemin va attirer à Trois-Rivières une bonne partie du commerce de bois. Admettons pour un instant que tel soit le cas. Est-ce qu'il était nécessaire, pour amener le commerce à l'eau profonde, d'entourer Trois-Rivières d'un cercle de fer ? Est-ce qu'une simple ligne, allant directement aux quais, coûtant seulement huit à dix mille piastres, n'aurait pas suffi ?

L'hon. conseiller pour Inkerman a prétendu que par les arrangements qu'il a conclus avec Montréal, le gouvernement a fait une magnifique affaire pour la province. Voyons un peu si tel est le cas. Le gouvernement a renoncé à la balance du million, soit \$650,000, à condition que la ville renoncât au chemin de Saint-Vincent de Paul à Montréal. On dit que ce bout de chemin aurait coûté \$650,000. Soit. Alors la province a fait une perte sèche de \$650,000, puisque ce chemin, construit à même la balance du million de la ville de Montréal, aurait été la propriété de la province.

De plus, en s'engageant à amener le chemin aux casernes au lieu du carré Papineau, en achetant les terrains de la ferme Gale et de la ferme Bellerive, etc, le gouvernement s'est mis sur les bras des obligations au montant de \$813,000. Il y a de plus la ligne de Saint-Vincent de Paul à Saint-Martin qui coûtera \$200,000 environ.

On peut juger par ces chiffres si les arrangements conclus avec la ville de Montréal sont avantageux pour la province ou non.

Rien ne nécessitait la construction immédiate du pont de Hull, et personne n'a prétendu le contraire, personne n'a cherché à justifier sérieusement le gouvernement d'avoir entrepris ces travaux sans l'autorisation de la législature. Un gouvernement prévoyant, un gouvernement qui a quelque souci des intérêts de la province, aurait fait des efforts pour engager la ville d'Ottawa et les compagnies de chemin de fer, intéressées autant que nous à voir ce pont construit, à contribuer leur quote-part. Mais loin de le faire, le gouvernement n'y a pas même pensé.

Le gouvernement a été tellement abasourdi par le coup d'état qui l'a mis au pouvoir, qu'il n'a rien fait pour terminer le chemin de fer du Nord avant la fin de septembre, laissant ainsi s'écouler toute la belle saison. Tout-à-coup, le premier ministre s'est senti épris d'un beau

zèle. Il voulait transporter les députés à Ottawa pour l'ouverture de la session fédérale. C'était un beau projet assurément, mais ce n'était pas assez important pour justifier le gouvernement de construire un chemin de fer sur la neige. Pour réaliser son projet, le premier ministre a non-seulement bravé les tempêtes de l'hiver, il a bravé également les lois, les engagements, la foi jurée, et il a construit l'embranchement de St-Martin. Pour calmer le pays, il a déclaré que cette ligne n'était que temporaire, et aujourd'hui il vient nous demander de dire que cette ligne sera permanente.

Plus que cela, on nous demande, par ce bill, de ratifier et de légaliser toutes les extravagances, tous les gaspillages, toutes les illégalités dont le gouvernement s'est rendu coupable.

Il n'est pas possible d'approuver la conduite du gouvernement. Il est vrai que dans plusieurs cas l'argent est dépensé, mais il est bon que le gouvernement actuel et les gouvernements à venir sachent que le Conseil veille d'un œil jaloux sur les intérêts de la province, et qu'il refusera toujours de sanctionner de telles violations de la loi.

L'hon. M. BEAUDRY fait voir que rien ne saurait justifier la construction du *loop line*. Il faut, dit-il, mettre fin à ces violations de la loi et établir un précédent qui servira de guide à tous les gouvernements.

L'hon. M. RÉMILLARD est d'avis que le Conseil doit accepter ce bill parce que l'Assemblée législative, qui a le droit de punir le gouvernement, a jugé à propos de sanctionner ce qui a été fait. Il craint qu'en rejetant le bill, le Conseil ne se mette dans l'embarras, car il n'entre pas dans les attributions du Conseil de blâmer le gouvernement. Le vote du Conseil n'empêchera pas les contrats donnés de s'exécuter et n'aura pour résultat que de mettre le Conseil dans une fausse position.

L'hon. M. ARCHAMBAULT.— Blâme l'ex-gouvernement et il n'est pas prêt à dire que le gouvernement

actuel n'a pas, lui aussi, violé la constitution. Cependant, le gouvernement n'a fait qu'exécuter les engagements pris par l'ancienne administration. Il n'approuve pas le gouvernement d'avoir construit le chemin de Terrebonne à St-Vincent de Paul; s'il était décidé à ne pas passer par Montréal, il aurait dû aller directement de Terrebonne à Sainte Thérèse. Il affirme que le gouvernement était autorisé à aller aux casernes par un ordre en conseil passé longtemps avant son arrivée au pouvoir.

Rejeter ce bill, dit-il, c'est se mettre en complet désaccord avec l'autre chambre qui représente le peuple et qui a approuvé ce qui a été fait. Il admet qu'en repoussant le bill, le conseil pourra empêcher l'exécution des contrats donnés, mais il ne fera pas rentrer dans la caisse publique l'argent qui a été dépensé. Tout ce qu'on pourra faire, ce sera d'embarrasser non seulement le gouvernement actuel, mais les gouvernements futurs.

La motion de l'hon. M. de Boucherville est ensuite mise aux voix et adoptée sur la division suivante :

Pour : les honorables MM. Ross, Gingras, Dionne, Hearn, Gaudet, de La Bruère, de Boucherville, Beaudry, Savage, Roy, Prud'homme, Dostaler, Laviolette, Lemaire.—14

Contre : les honorables MM. Starnes, Rémillard, Archambault, Bryson et Proulx.—5.

Puis le conseil s'ajourne à demain à midi.

Séance du 27 août.

La séance s'ouvre à midi.

Plusieurs bills de l'Assemblée législative sont présentés.

Le bill pour encourager les sociétés de colonisation subit la première et la deuxième lecture et est examiné en comité. Sur proposition de l'hon. M. Archambault, la deuxième sous-section de la première clause est retranchée; et le bill tel qu'amendé subit la troisième lecture et est adopté.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE, présente le rapport du comité spé-

cial, nommé pour étudier le bill amendant le 32 Vic. concernant les compagnies d'assurance mutuelle, qui a adopté le bill sans amendement. Le bill subit la troisième lecture et est adopté.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE présente le rapport du comité spécial nommé pour étudier le bill 133 qui a adopté le bill avec certains amendements. Ce bill renvoyé au comité général est amendé, il subit ensuite la troisième lecture et est adopté.

Le bill pour amender l'acte des licences, subit les deux premières lectures.

L'hon. M. BEAUBRY fait remarquer que ce bill est très important et qu'il ne faut pas l'adopter trop à la hâte.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE propose que lorsque le Conseil s'ajourne il soit ajourné à 7½ heures ce soir. Adopté.

L'acte concernant la radiation de l'enregistrement des droits réels, est examiné en comité, subit la troisième lecture et est adopté.

Sur motion de l'honorable M. DE LABRUÈRE, le Conseil se forme en comité général sur le bill concernant la division des municipalités des cantons.

L'hon. M. WEBB s'oppose au bill et propose que le comité se lève. La motion est rejetée.

L'hon. M. WEBB propose un amendement à la deuxième clause, lequel est rejeté.

Le bill est adopté en comité général, subit la troisième lecture et est adopté.

Le bill pour définir les placements que les administrateurs sont tenus de faire subit la deuxième lecture, est examiné en comité, y est amendé, subit la troisième lecture et est adopté.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du soir.

Le bill concernant les mines d'or est examiné en comité subit la troisième lecture et est adopté.

Sur proposition de l'honorable M. STARNES, le Conseil se forme en comité général sur le bill concernant le fonds consolidé des chemins de fer.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE dit que d'après l'ancienne loi qu'on veut amender, le gouvernement pouvait avancer aux commissaires du chemin de fer la somme de \$3,000,000, mais il prenait les débentures des commissaires en retour. Par la loi actuelle, les chemins de fer du sud avaient donc une garantie. Par le bill actuel, on veut donner au gouvernement le droit de mettre la main sur les fonds consolidés de la province, c'est-à-dire que le gouvernement veut renouveler les actes que le Conseil a condamnés. Le statut qui existe actuellement permet au gouvernement de payer les subsides aux chemins de fer du sud, à même les fonds consolidés s'il le faut; le bill proposé a donc pour but de permettre au gouvernement de faire payer à toute la province, ce que certaines municipalités auraient dû payer. Je propose que cette clause du bill soit retranchée. Adopté.

Le bill tel qu'amendé subit la troisième lecture et est adopté.

Sur motion de M. STARNES, le Conseil se forme en comité général sur le bill concernant la loi des licences.

L'hon. M. BEAUDRY propose que les clauses 9 et 10 soient retranchées.

L'amendement est rejeté.

L'hon. M. BEAUDRY dit que le taux des licences est injuste envers les aubergistes de peu de moyens.

L'hon. M. HEARN exprime la même opinion. Il déclare que le bill aura pour effet d'augmenter le nombre d'auberges sans licence et de remplir nos prisons aux dépens de la province.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE fait remarquer que le bill étant un bill imposant des taxes, le Conseil peut le rejeter en entier, mais il ne doit pas l'amender.

Le bill est finalement adopté en

comité, lu une troisième fois et adopté.

Sur motion de l'hon. M. STARNES le Conseil se forme en comité général sur le bill concernant la fermeture des auberges le dimanche et à certaines heures, les autres jours. Le bill est examiné en comité, lu une troisième fois et adopté.

L'hon. M. REMILLARD propose la deuxième lecture du bill N^o 104 pour amender certains articles du code civil.

L'hon. M. BEAUDRY s'oppose au bill et il demande que le bill soit renvoyé à un comité spécial.

L'hon. M. ARCHAMBAULT veut que chacun se renferme dans sa spécialité.

Le bill subit la deuxième lecture.

Le Conseil se forme en comité général sur le bill concernant l'instruction publique.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE. — Le gouvernement est très prévoyant, en voulant réduire le salaire du surintendant de l'instruction publique qui viendra après le titulaire actuel, dans 20 ou 30 ans, je l'espère.

L'hon. M. BEAUDRY propose que la première clause du bill soit retranchée.

L'hon. M. STARNES dit que le bill a pour but d'avertir le successeur de M. Ouimet qu'il n'aura que \$3,000.

La clause qui décrète l'abolition du dépôt des livres étant mise aux voix.

L'hon. M. DE LA BRUÈRE. — S'il est une chose à propos de laquelle un gouvernement doit avoir une politique stable, c'est bien en matière d'éducation. Mais sur cette question comme sur toutes les autres du programme ministériel, il est évident que le ministère ne sait à quoi s'en tenir, ni quelle ligne de conduite adopter. La barque Joly est un vaisseau sans quille que le vent peut faire chavirer d'un instant à l'autre.

Lorsqu'après le coup d'état du 2 mars 1878, les chefs libéraux se présentèrent devant le peuple, un des

articles de leur programme était l'abolition des inspecteurs d'écoles. Afin de pratiquer l'économie, on voulait abolir toutes les charges et on s'efforçait de capter la confiance populaire en lui laissant croire à une réduction de \$30,000 dans l'inspectorat des écoles. Dans les élections générales locales, les promesses ne coûtaient point aux ministres et ils en firent au point de n'en remplir aucunes.

Comme certains inspecteurs d'écoles n'étaient pas populaires, plusieurs votes furent obtenus par les candidats libéraux qui accusaient les conservateurs d'avoir gaspillé les deniers publics. En un mot, les ministres libéraux surprirent la bonne foi publique en faisant croire qu'ils aboliraient les inspecteurs.

La session de l'été dernier arriva, mais le gouvernement beaucoup plus occupé du soin de sa propre conservation que d'accomplir ses promesses, ne songea pas à réaliser l'économie qu'il avait promise, et le Trésorier demanda à la Chambre de voter \$30,000 pour l'inspectorat.

Afin de mettre les députés libéraux en demeure d'exprimer leur opinion, M. Champagne, député des Deux-Montagnes, proposa la motion suivante :

« Que cette chambre exprime son opinion que la demande de \$30,000 pour les inspecteurs d'écoles faite à la chambre par le gouvernement est une révocation de son programme politique publié dans toute la province, est une insulte aux électeurs dont les votes ont été obtenus sur la foi d'un programme qui demandait l'abolition de ces inspecteurs ? »

M. CHAPLEAU, en amendement proposa d'ajouter :

« Et ce changement politique soudain de la part des honorables membres du gouvernement mérite la condamnation de tous ceux qui, dans cette chambre, ont précédemment voté pour l'abolition de ces inspecteurs. »

Plusieurs des ministres qui, comme MM. Joly, Marchand, avaient voté pour abolir les inspecteurs, se

contredirent en votant contre l'amendement Chapleau. Ils crurent donner le change au peuple de la province en faisant proposer par le député de Verchères, M. Brousseau, l'amendement suivant :

« Mais cette chambre espère que le gouvernement présentera à cette chambre, à la prochaine session, un projet de loi pour améliorer le système d'inspection des écoles de cette province, de manière à en réduire le coût et en augmenter l'efficacité. »

La voix des Trois Rivières se fit entendre et l'amendement Brousseau fut adopté.

Comme de raison, cet amendement n'allait pas à dire que les inspecteurs d'écoles seraient abolis ; c'était une modification assez profonde du programme électoral, néanmoins le gouvernement, en favorisant l'amendement Brousseau, s'engagea à améliorer le système d'inspection des écoles. Aussi personne ne fut surpris de lire dans le discours du trône prononcé au commencement de cette session, qu'une mesure serait soumise au parlement concernant l'organisation de l'instruction publique.

Cette mesure fut attendue avec beaucoup d'anxiété et même d'inquiétude par un certain nombre—car tout ce qui regarde l'instruction publique touche aux principes fondamentaux de la société, à l'autorité du père sur l'enfant, autorité qui vient directement de Dieu—or il était à la connaissance de plusieurs que certains ministres possédaient des idées très-avancées en fait d'instruction, des principes que l'épiscopat catholique réprouve. Ces craintes avaient certainement leur raison d'être.

Enfin nous l'avons la grande mesure de réorganisation par laquelle les enfants devaient, désormais, venir au monde sachant lire et écrire et pouvant calculer les déficits, je me trompe, les excédants des recettes du gouvernement de l'économie. Non encore, ce serait le temps de dire que la montagne en travail enfanta d'une souris, si le cabinet Joly était plus élevé. Le bill, tel que

présenté devant l'Assemblée législative, comprend trois clauses, la première pour réduire le salaire du surintendant ; la seconde pour abolir le *Journal de l'Instruction Publique* ; la troisième pour mettre fin au dépôt de livres. Ce n'est pas de l'organisation ; le discours du trône s'est trompé ; il s'agit de désorganisation, et c'est là le noble rejeton mis au monde par les mains inexpérimentées du solliciteur-général, rejeton digne de la race robuste et fière du gouvernement Joly.

Le cabinet actuel a, depuis dix-huit mois qu'il est au pouvoir, procuré bien des surprises au peuple de la province, celle qu'il vient de nous procurer avec le talent de prestidigitateur qu'on lui connaît ne sera pas la moins curieuse et la moins risible ; c'est bien la plus complète volte-face que le gouvernement pouvait faire, puisque depuis l'ouverture de la session et en cette circonstance particulièrement, il a semblé s'évertuer à faire mentir le langage qu'il avait mis dans la bouche du lieutenant-gouverneur.

J'insisterai peu sur ce bill.

J'ai dit que le bill comprenait à son origine les trois fameuses clauses que j'ai citées. Quoique le pompeux programme ministériel fut réduit à ces simples proportions, c'était encore trop. L'enfant était bien chétif, mais la maigreur n'était pas complète. Le solliciteur-général, dans son ardent désir de réorganiser l'instruction publique, crut devoir amender son bill, et il l'a décapité en en retranchant la première clause, celle qui décrétait la réduction du salaire du surintendant. C'était la meilleure des trois clauses ; il a jugé à propos de la faire disparaître, afin qu'on put dire que l'abolition du *Journal de l'Instruction Publique* et le dépôt de livres étaient les seules choses essentielles à la *réorganisation* de notre système scolaire et afin de cacher la difformité du bill, on y a ajouté quelques clauses étrangères, en tout dignes de la mesure du gouvernement.

Il y a un instant j'ai prononcé le

nom du surintendant, j'en profiterai pour rendre à ce monsieur le témoignage qu'il accomplit ses fonctions avec un grand dévouement, avec un esprit de travail remarquable, et, depuis qu'il est à la tête du département de l'instruction publique, celle-ci a continué à progresser pour le plus grand bien de la province. Ce département nécessite un organisateur habile, une intelligence d'élite, un esprit cultivé et conciliant, et quoique la position qu'occupe le surintendant est bien délicate, cependant l'Hon. M. Ouimet a su attirer la sympathie de la population catholique et protestante de la province, et tous le regardent comme étant à la hauteur des importantes fonctions qu'il a à remplir.

La première grande réforme mentionnée dans le bill qui nous est maintenant soumis est l'abolition du *Journal de l'Instruction Publique*. Je ne suis pas de ceux qui croient que ce journal n'a rendu aucun service à la cause de l'éducation. Bien au contraire. Il renfermait des écrits dignes d'être médités par ceux qui s'occupe de pédagogie ; il pouvait être très utile à la classe des instituteurs. Cependant, puisque le gouvernement veut l'abolir qu'il le fasse et qu'il en prenne la responsabilité, et je passe de suite à la deuxième et dernière clause qui décrète l'abolition du dépôt de livres.

Pourquoi veut-on abolir le dépôt de livres qui existe depuis deux ans et a rempli une grande lacune, c'est ce que je ne comprends pas. Examinons l'à-propos de cette réforme, de cette *réorganisation* de l'instruction publique, pour me servir du langage du gouvernement.

Dans son rapport sur l'instruction publique pour 1856, l'hon. P. J. O. Chauveau disait :

« C'est aussi mon opinion que les écoles ne seront jamais bien four-nies de livres, cartes, tableaux de lecture, globes, compteurs, planétaires et autres objets de ce genre, tant qu'il ne sera pas créé un magasin approvisionné par le département et qui accorderait une

« remise considérable aux municipalités sur le prix coûtant de ces objets comme c'est le cas dans le Haut-Canada. »

C'est l'hon. M. Ouimet qui a donné suite à ce projet, il y a deux ans.

Pour quiconque a visité ce dépôt de livres, il est évident qu'il est destiné à rendre d'importants services à l'instruction en cette province. Il procurera ici les mêmes avantages qu'en Haut-Canada où il existe depuis au-delà de 20 ans. On sait que notre province sœur a fait de rapides progrès en ce qui regarde l'instruction primaire ; elle a brillé à l'exposition universelle de Philadelphie. Une partie de ces progrès est attribuée au dépôt de livres connu à Ontario sous le nom de *People's Depository*.

Les municipalités scolaires trouvent à ce dépôt tout ce qu'il faut en fait d'instruction élémentaire — livres, cartes géographiques, globes, bancs d'écoles etc. Elles sont certaines d'y acheter les livres les plus nouveaux et les plus propres à développer le goût et l'intelligence de l'enfant.

Je sais bien que des libraires se sont beaucoup récriés contre ce dépôt de livres ; mais il est important de songer à introduire dans nos campagnes autant que possible les livres les plus recommandables et les mieux choisis. Quoique le libraire puisse être un homme intelligent, naturellement absorbé par les affaires de son commerce, il ne peut suivre les progrès de l'instruction dans les autres pays et dans le nôtre, de manière à toujours avoir en magasin précisément ce qu'il faut pour les écoles. Il y a de ces livres qui changent avec les progrès des sciences, notamment la géographie. Il est important d'opérer tel ou tel changement qu'un libraire ne peut connaître. Le dépôt de livres étant sous le contrôle du département de l'instruction publique ; le surintendant en ayant la surveillance immédiate, on est sûr en s'adressant à ce dépôt de se procurer les éditions les plus nou-

velles et les plus en rapport avec les progrès de l'éducation.

J'ai entendu citer le fait que dans une paroisse on s'était adressé à un libraire pour se procurer des géographies. Les commissaires d'écoles, qui malheureusement ne sont pas toujours aptes à juger d'un livre, introduisirent cette géographie dans les écoles de la paroisse—on découvrit plus tard que cette géographie avait été imprimée vers 1864 ; qu'on y parlait encore du Haut et du Bas-Canada et que les enfants à qui on l'enseignait ignoraient l'existence de la confédération canadienne. Le libraire avait cette géographie en magasin ; il l'expédia tout naturellement, un marchand cherche autant que possible à écouler la marchandise la plus ancienne.

Jusqu'à il y a deux ans, les cartes géographiques coûtaient bien cher. Le dépôt de livres a publié une série de cartes élémentaires dont il a été vendu 2000 l'an passé. Ceci prouve le besoin qui s'en faisait sentir.

Un autre avantage du dépôt, c'est que les livres se vendent à bon marché. On conçoit qu'il est important pour nos campagnes de pouvoir se procurer les livres et fournitures d'écoles à aussi bas prix que possible. Aussi beaucoup de municipalités en ont profité, puisque sur 900 environ, 300 se sont approvisionnées au dépôt du gouvernement.

Je ne comprends guère cette opposition acharnée des libraires. Depuis deux ans il a été vendu pour \$25,000 de livres au dépôt du gouvernement. Il y a peut-être 30 à 40 libraires dans la province et nous n'avons pas entendu dire qu'aucun d'eux avait été ruiné à ce sujet. Du reste, les municipalités ne sont pas tenues d'acheter leurs fournitures d'écoles du gouvernement ; elles ont la liberté d'acheter chez les libraires, et tout ce dont ceux-ci auraient à se plaindre, ce serait de vendre les livres d'école avec un profit un peu moins grand, et voilà tout. Eh bien, ce profit en moins est compensé par les efforts que font les libraires pour vendre

aux municipalités, car la vente de leurs livres d'écoles n'a pas dû diminuer et les progrès de l'instruction exigent qu'il n'y ait pas de monopole de leur part.

Le total de toutes les ventes jusqu'au 1er juillet 1879 a été de \$27,579.03, et le total des achats jusqu'au 1er juillet 1879 de \$42,122.35. De ces achats, les libraires de la province ont fourni ce qui suit :

J. A. Langlais.....	\$ 6,349.69
J. B. Rolland & fils.....	7,780.16
Dawson, frères.....	1,984.36
Lépine & Darveau.....	13 00
Déry.....	107.17
N. S. Hardy.....	1,423.44
James Sadlier & Cie....	795 85
Beauchemin & Valois...	134.40
E. Vincent.....	103.04
R. Miller.....	46.26

\$19,737.37

Les éditeurs de la province ont fourni comme suit :

Léger Brousseau.....	\$ 1,230.00
A. Côté & Cie.....	1,042.46
J. Lovell.....	41,60

\$ 2,314.36

Plus le montant ci-haut.. 19,737.37

\$22,051.43

Cette somme représente des livres seulement, c'est à-dire des livres qui se vendent ordinairement dans les écoles, la balance \$20,070.92, représente en grande partie des articles qui ne se vendaient pas dans la province avant l'établissement du dépôt et dont la vente n'a pu affecter le commerce des libraires, tels que le *Manuel de Dessin*, les cartes géographiques, les globes, les appareils de chimie, etc.

RÉDUCTION DES PRIX.

L'établissement du dépôt a fait baisser le prix des livres et des fournitures d'écoles d'au moins 25 0/10, ainsi que peuvent le démontrer les faits suivants :

1o. L'*histoire Sainte*, dont les libraires avaient retranché les 16 pages—c.-à-d. le cinquième—contenant la vie de N. S. J. C. et la table,

se vendait 90c. la doz. et l'édition du dépôt, avec ces 16 pages, ne se vend que 84 cents, et à ce prix le dépôt fait encore un profit de 30 0/10, puisque le livre ne coûte que 60c. la doz. Cependant la confection matérielle est bien supérieure à celle de l'édition des libraires.

2o. La petite *grammaire par Bonneau* se vend chez les libraires \$1.50 la doz et au dépôt 90 cents seulement, ce qui fait une différence de 60 ct. par doz. et l'édition du dépôt est bien supérieure à celle des libraires. Cependant le dépôt, en vendant 90 cents, fait encore un gros profit, puisque la confection de ce livre ne lui coûte que 65 cts. ce qui donne un profit de plus de 40 0/10.

3o. Le petit catéchisme se vend 30 ct. au dépôt et de 40 à 60 cents chez les libraires. Cependant, en le vendant 50 cents, le dépôt réalise encore un profit de plus de 20 0/10.

4o. Le *Nouveau Traité* se vend \$2.50 chez les libraires et seulement \$1.80 au dépôt, ce qui fait une réduction de 20 cents par doz. Or, en vendant ce livre \$1.80, le dépôt fait un profit de 20 0/10, puisque ce livre ne lui coûte que \$1.50.

On pourrait dire la même chose de presque tous les autres livres.

Le dernier état, pour l'année expirée le 30 juin 1879, accuse un excédant de \$1800.00, bien que l'inventaire ait été pris très bas, ce qui prouve que le dépôt n'est pas une cause de perte pour le gouvernement, bien que la province profite des réductions de prix résultant de l'établissement de cette institution.

Il y a environ 250,000 enfants dans les écoles de la province. En supposant que la fourniture des livres et autres objets s'élève seulement à \$1.00 par enfant par année, l'économie faite par le dépôt représente une somme de plus de \$60,000 par année.

D'ailleurs, les libraires admettent eux-mêmes que le dépôt est nécessaire pour fournir aux écoles les cartes, les globes et autres articles que ces messieurs ne veulent pas vendre, parce que cela ne fait pas.

Il est nécessaire, aussi, pour amener l'uniformité dans les livres d'écoles.... Les inspecteurs constatent les bons effets qu'il a déjà produits.

Dans son rapport de 1877-78, le surintendant s'exprime comme suit à propos du dépôt de livres :

« Jusqu'à ce jour la législature a voté au Dépôt \$17,500, somme certainement insuffisante pour lui donner tous les développements dont il est susceptible, mais suffisante, je crois, pour assurer son existence. Dans la province d'Ontario, on vote chaque année à une institution du même genre, qui dure depuis 28 ans, une somme qui permet de vendre à moitié prix aux municipalités scolaires les fournitures, les livres classiques et les livres de prix. Les sommes ainsi votées, en sus du capital permanent, ont été de \$34,949 en 1871, et ont atteint en 1877 le chiffre de \$59,986, et cela, en sus des salaires des employés, i. e. \$5,105 et des frais généraux, i. e. \$3,202, ce qui porte à \$68,293 le crédit voté au « *People's Depository* » pour l'année 1877. Or, les autorités scolaires de la province d'Ontario attribuent en grande partie à cette institution les progrès de l'instruction primaire dont elles ont le contrôle.

« Dans notre propre province, le Dépôt de livres a produit des résultats réellement surprenants. Ils sont constatés dans les rapports des inspecteurs, qui remarquent d'une façon toute spéciale que les écoles sont bien mieux pourvues de livres depuis la création du Dépôt.

« Il se peut que le gouvernement de la province ne soit pas en mesure de consacrer à cette œuvre autant d'argent que le fait la législature d'Ontario. Dans le cas où le gouvernement de Québec ne nous accorderait plus aucune subvention, le Dépôt de livres se trouverait dans la position d'une librairie ordinaire possédant un capital de \$17,500, et le fait seul de cette suppression de crédit ferait, je suppose, tomber la principale objection des libraires du pays, qui prétendent que le Dépôt est favorisé à leur détriment par la législature. En

effet, dans cette hypothèse, il n'y aurait qu'un libraire de plus dans la province. »

Il est vrai que le dépôt pourrait être plus complet, plus fourni ; mais tel qu'il est, il rend des services réels à l'instruction publique, et puisqu'il paie ses dépenses, il n'existe donc aucun motif de l'abolir.—Au contraire—procéder à la liquidation comme le dit le projet de loi, ce serait causer au gouvernement une perte réelle. S'il y a en magasin une valeur de \$30,000, par la liquidation, on ne pourra guère réaliser plus que la moitié, et ce sera une perte pour la province d'environ \$12,000. En laissant le dépôt subsister, le gouvernement ne perd rien et la cause de l'instruction en retire des bénéfices réels.

Je crois qu'en face de ces chiffres il ne peut y avoir qu'une voix dans cette chambre pour dire qu'il est désirable que le dépôt continue à exister.

L'orateur commente ensuite les autres clauses du bill, entre autres la clause 4 qui demande d'ajouter certains mots à la clause 26 du chapitre 15 des statuts refondus du Bas Canada. Or cette clause 26 a été abrogée déjà et n'existe point. Il dit qu'en comité il présentera des amendements.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE dit que le gouvernement ne peut donner aucune bonne raison pour abolir ce dépôt de livres. Le gouvernement a payé au dépôt \$21,000 et le le dépôt a un actif de \$22,000, ce n'est donc pas une affaire désavantageuse pour la province.

L'hon. M. BEAUDRY est en faveur de l'abolition du dépôt des livres, mais il trouve que le système adopté est trop hâtif.

La clause décrétant l'abolition du dépôt des livres est adoptée sur une division de 11 contre 10.

Le bill est finalement adopté en comité. Troisième lecture demain.

Le bill concernant le notariat subit la troisième lecture et est adopté.

Plusieurs bills de l'Assemblée sont

présentés et subissent les deux premières lectures.

Le bill des subsides subit sa première lecture

L'hon. M. STARNES propose la deuxième lecture du bill.

L'hon. M. ROSS, secondé par l'hon. M. de La Bruère, propose en amendement, que le bill ne soit pas lu maintenant pour la deuxième fois, mais que les résolutions suivantes soient adoptées :

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, lui transmettant la résolution suivante :

1^o Que le discours du trône, à l'ouverture de la session, est un document de la plus haute importance, parce que le gouvernement prend l'autorité de la Couronne à témoin des mesures qu'il promet de soumettre à la Législature ;

Mais que le gouvernement actuel a méconnu la gravité de ces engagements et les a traités à la légère en s'abstenant de soumettre aux chambres la plus grande partie des mesures annoncées dans le discours du trône.

2^o Que les aviseurs de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur doivent représenter l'autorité de la Couronne, la sagesse de l'expérience pratique du pouvoir exécutif et posséder l'habileté nécessaire pour accomplir dans les deux chambres les obligations qu'ils se sont publiquement imposées, non pas seulement dans le but d'occuper le pouvoir, mais pour assurer au pays une législation utile et complète.

Mais que le gouvernement actuel s'est mis en désaccord avec les principes de la responsabilité ministérielle en subissant le caprice d'une majorité indécise, qui est intervenue dans la poursuite de ses mesures et l'a dépouillé de son contrôle dans la législation, et en laissant ainsi passer l'influence exécutive des mains des serviteurs responsables de la couronne, à celles d'hommes qui représentent une volonté extérieure et servent des intérêts particuliers.

3^o Que le principe du contrôle parlementaire sur les dépenses publiques est consacré par l'expérience de plusieurs siècles et proclamé dans le *Bill of Rights*, que la Législature est jalouse de ce contrôle qui est la grande sauve-garde de nos droits et de nos libertés politiques, et que ce principe s'applique également soit au paiement et à l'engagement de payer des sommes d'argent, soit à la remise des montants dus au gouvernement ;

Mais que le gouvernement du jour, contrairement à l'esprit de la constitution, a engagé des sommes considérables pour l'acquisition de terrains ou l'accomplissement de contrats, sans avoir consulté les chambres et même, en certains cas, malgré le refus de cet honorable conseil d'autoriser tels paiements ; a fait remise de dettes considérables dont l'Assemblée Législative a déclaré la perception possible, a émis des mandats spéciaux pour de simples fins administratives pour plus de deux cent mille piastres au delà des sommes autorisées par la législation ;

4^o. Que la loi du pays étend son autorité souveraine sur ceux qui administrent, comme sur ceux qui sont administrés, que la prétention des aviseurs de la Couronne de pouvoir suspendre l'exécution d'une loi est illégale et que de simples ordres en conseil suspendant l'opération d'un statut sont irréguliers et nuls, s'ils n'ont pas la sanction de la Législature.

Mais que le gouvernement du jour a donné l'exemple du mépris des lois, tant dans la manière de remplir les vacances survenues dans la représentation provinciale, en mettant de côté les exigences et les formalités du statut, que dans la nomination irrégulière et illégale d'un officier municipal où il s'est substitué à l'autorité judiciaire qui n'avait pas et n'a pas déclaré de vacance.

5^o. Que les déclarations d'un gouvernement et les engagements qu'il prend doivent toujours être de

bonne foi, sont toujours obligatoires et sacrés, et représentent l'honneur même du pays.

Mais que le gouvernement actuel a distrait, en grande partie, de sa destination la part du fonds consolidé des chemins de fer afférente aux compagnies privées de chemins de fer subventionnés par la province sans pourvoir au remboursement de ces sommes et sans donner de garantie que ces empiètements ne se renouvelleront plus.

6^o Que les principes élémentaires d'une saine administration exigent que les dépenses ne dépassent pas les revenus et que, dans le cas de déficit pour l'exercice ordinaire de l'année, le gouvernement doit remanier son budget de manière à rétablir l'équilibre sans entamer le capital.

Mais que le gouvernement actuel a négligé de faire face à ces déficits au moyen de ressources ordinaires et s'est servi du fonds-capital pour les dépenses courantes.

7^o Que le budget doit être l'exposition complète des mesures financières en voie d'accomplissement ou d'inauguration et qu'il doit convaincre la chambre que les revenus prévus seront suffisants pour rencontrer les dépenses annoncées.

Mais que le gouvernement du jour a négligé de démontrer à cette chambre que les revenus à sa disposition seront suffisants pour couvrir tous les engagements de la province ;

Qu'en conséquence ce Conseil, sans vouloir intervenir dans les discussions publiques qui peuvent diviser les esprits en dehors de cette chambre, mais dans le seul but de sauver cette province des dangers qui résulteraient nécessairement de cette mal-administration prolongée, et de plus, dans l'exercice légitime de l'autorité que lui confère la constitution d'exercer un contrôle effectif sur la disposition des deniers publics croit devoir protester et faire les représentations suivantes :

1^o Parce que le gouvernement n'a pas, soit par l'économie et les retranchements, soit par une sage exploitation de nos ressources remédié au déficit qu'il laisse au contraire augmenter et parce qu'il n'a pas su en général aviser aux voies et moyens pour, à la fois, faire face aux dépenses ordinaires, aux obligations déjà encourues et aux paiements à échoir pour travaux publics en voie d'exécution ; 2^o Parce que le gouvernement ne possède pas des éléments suffisants de confiance et de force pour administrer avec l'efficacité et l'utilité désirables les affaires de cette province, et que l'abandon de ses principales mesures est l'aveu qu'il n'est pas en état de satisfaire aux besoins du pays.

Et ce Conseil, tout en se déclarant disposé à accorder à Sa Majesté les subsides nécessaires au service public, croit de son devoir de retarder l'adoption du bill des subsides maintenant devant cette chambre jusqu'à ce qu'il ait plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de choisir des aviseurs disposés à sauvegarder sa dignité par l'accomplissement des promesses faites en son nom, à respecter l'esprit de la constitution et les droits de la province de Québec, en n'encourant pas de dépenses considérables sans l'autorisation des chambres, à maintenir l'éclat et l'autorité de nos institutions en n'intervenant pas dans l'application et l'exécution de la loi et qui puissent, en même temps, faire prévaloir leurs vues dans la Législature et justifier ce Conseil de leur confier l'administration des deniers publics.

L'hon. M. ROSS. — Le Conseil Législatif a deux fonctions à remplir : 1^o Celle de protéger la propriété dans la Province ; 2^o Celle de contrôler l'action de l'Exécutif et de la Chambre d'Assemblée. Nous sommes, en conséquence, au nombre des aviseurs constitutionnels de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur. C'est notre devoir de surveiller l'administration des affaires publiques, et la constitution nous a revêtus, dans ce but, du droit d'ac-

corder ou de refuser les subsides qui nous sont demandés au nom de Sa Majesté. Telle a été la doctrine suivie de tous temps en Angleterre. En 1671, il a été décidé que la *Chambre des Lords* peut rejeter tout le bill des subsides. Le 15 mai 1689, un comité chargé par la Chambre des Communes d'étudier la question fit rapport que la *Chambre des Lords* peut adopter ou rejeter un bill des subsides.

M. Abbott, l'Orateur de la Chambre des Communes dit, dans une conférence officielle avec la chambre des Lords, 12 juin 1803.

"Si les Lords diffèrent d'opinion d'avec les Communes sur ce bill, ils ont naturellement le droit de le rejeter."

Le principe de cette doctrine a été maintenu jusqu'à nos jours et quoique la chambre des Lords n'ait jamais eu l'occasion d'exercer ce principe dans sa plénitude, elle l'a appliqué avec succès sur différents bills monétaires et notamment en 1860 en rejetant une partie de la politique financière adoptée par la Chambre des Communes. A cette session, cette doctrine a été reconnue et commentée comme suit, par Lord Palmerston, à la séance de la chambre des communes du 5 juillet 1860.

Dans cette mémorable conférence qui eut lieu entre les deux chambres du parlement en 1871, il fut admis par le Procureur-Général, qui reçut les remerciements de la chambre, que les Lords, tout en ne pouvant donner naissance à un bill des subsides, avaient, néanmoins, le pouvoir de le rejeter.

.....Ce n'était pas une grande concession..... Cette chambre n'a fait qu'admettre ce qu'elle ne pouvait nier ; et quand même elle l'aurait nié, elle n'aurait pu donner d'effet à son refus.

.....Il est clair que l'autorité dont le concours est nécessaire pour donner force de loi à une proposition doit par la nature des choses, avoir le pouvoir de donner ou de refuser sa sanction. Vous ne pourriez retirer à la chambre des Lords ce droit que par un bill qu'ils devraient eux-mêmes sanctionner ou bien vous tomberiez dans la révolution.

M. Disraeli dans la même discussion s'est exprimé ainsi :

"La seconde résolution est une admission que je crois à la fois constitutionnelle, convenable et légale, que la chambre des Lords peut rejeter les bills de subsides et personne ne peut, de ce côté-ci de la chambre, refuser convenablement à la chambre des Lords ce privilège..... Je crois donc que cette résolution qui reconnaît positivement à la chambre des Lords le droit de rejeter des bills d'argent doit être soutenue par le parti conservateur."

Le comte de Derby dans la séance de la Chambre des Lords du 7 juin 1861, a ainsi défini les pouvoirs de la Chambre des Lords :

"Il est vrai qu'il y a des sujets de dispute entre les deux chambres ; mais il y a certainement des points qui ne laissent aucun doute et qui ne laissent pas prise à la discussion. Quant aux points douteux ils ne peuvent être réglés que par la prudence et la discrétion de chaque chambre respectivement. Mais il n'y a rien de plus clair et de mieux établi que les deux points suivants :

1o. La Chambre des Communes doit donner naissance aux bills des subsides ;
2o. D'un autre côté et c'est là la justification de votre conduite de l'an dernier, la Chambre des Lords, a le pouvoir d'accepter ou de rejeter tout bill monétaire."

Le 11 juin 1861 un comité de la chambre des Lords parmi lesquels se trouve le comte de Carnarvon a, dans un protêt publié dans le journal de ce jour, affirmé que la chambre des Lords pourrait rejeter en entier un bill de subsides, dont une partie lui déplairait et que cette pratique serait tout-à-fait conforme aux privilèges indiscutables de cette chambre.

Les colonies nous fournissent des exemples plus complets de cette pratique et lorsque le Conseil Législatif de Victoria, (Australie), refusa, le 21 août 1867, les subsides votés à une grande majorité par la Chambre des Communes, le Gouvernement Impérial donna sa pleine sanction, comme pratique constitutionnelle, à un tel procédé ; et la dépêche du Duc de Buckingham et Chandos à Sir J. H. T. Manners Sutton, gouverneur de Victoria, en

date du 1er janvier 1868, dit expressément :

“ Je ne suis pas surpris que le Conseil, représentant comme il le fait, un tel contingent de propriété et d'intelligence dans la colonie, ait trouvé qu'on ait voulu le forcer à sanctionner, sans mûre délibération, un vote d'argent dont il mettait l'opportunité en doute. ”

La même opinion avait été exprimée précédemment par un autre ministre des colonies, M. Cardwell, de la manière suivante :

26 février 1866.

Le bill en question a été soumis au même inconvénient qu'il trouverait dans ce pays..... Le Conseil Législatif avait le droit de maintenir ses privilèges en mettant ce bill de côté..... Vous auriez du interposer votre autorité lorsque vos ministres continuaient de prélever des droits malgré la décision de la cour.

CARDWELL.

En vertu du pouvoir qui nous est conféré, nous devrions suspendre toute décision sur l'octroi des subsides jusqu'à ce que nous ayons reçu plus de satisfaction sur la manière dont les affaires du pays sont conduites.

Nous considérons qu'il serait imprudent pour cette législature de s'éloigner des principes et des pratiques du gouvernement constitutionnel, et c'est notre avis que le gouvernement du jour persiste à les méconnaître, en occupant une position qui ne lui attire pas le respect du pays et dans laquelle son travail est sans efficacité. L'Assemblée Législative ne l'a soutenu que par des majorités minimales et il est connu que les membres dont le vote a déterminé ces majorités ont ouvertement exprimé leur désapprobation de certaines mesures qu'ils n'ont acceptées que par la nécessité de soutenir l'un des partis qui se disputent la direction des affaires. Le fait matériel d'une majorité de deux voix ne reste pas intact devant cette désapprobation morale que la majorité de la chambre a fait connaître. Nous ne nous sentons pas libre de confier l'administration de

sommes considérables à des hommes qui paraissent avoir déjà manqué de prudence, comme l'ont établi les travaux des comités d'enquêtes dans l'Assemblée Législative, et qui n'ont pas réussi à prouver que les dépenses qu'ils demandent à faire seront couvertes par les recettes de la Province.

Nous marchons à travers des déficits considérables et nous ne voyons pas d'un autre côté que les ministres du jour savent tirer de nos ressources le parti qu'ils devraient en tirer pour suppléer à cette différence. S'il est encore temps d'arrêter notre province sur la pente fatale dans laquelle elle est lancée, nous devons le faire sans hésiter. Malheureusement, les aviseurs actuels de Son Honneur ne peuvent nous donner de garantie qu'ils feront un usage prudent des sommes conférées à leur administration, et, dans cette expression de censure contre les aviseurs actuels de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, nous nous appuyons sur les précédents du parlement anglais, dont nous désirons emprunter les paroles mêmes, parcequ'elles ont été enregistrées dans les mêmes circonstances, c'est-à-dire dans le *Journal de la Chambre des Lords*, à l'occasion du bill des subsides. Nous désirons appliquer à la situation les paroles de Lord Cloncurry, enregistrées dans le procès-verbal de la séance de la Chambre des Lords du 24 février 1835.

“ Il est essentiel à la dignité et à la “ sécurité du trône et au bien et à la paix “ de la colonie que le peuple ait de bonnes raisons de compter sur la sagesse, “ la consistance et la stabilité du gouvernement..... La nation a été à bon “ droit désappointée et alarmée par la “ malheureuse destitution des anciens “ ministres de Sa Majesté, à une époque “ de profonde tranquillité..... Ceux qui “ ont été induits depuis à se joindre à ce “ monsieur dans la formation du ministère, tel qu'il est composé aujourd'hui, “ sont des hommes dont les principes “ politiques sont tenus en juste réprobation par la classe la plus nombreuse et “ la plus intelligente de la société..... “ L'accession inattendue au pouvoir de

“ ces ministres a produit un dégoût aussi singulier que bien fondé dans l'esprit de la grande majorité du peuple.”

Le Journal de la Chambre des Lords du 15 juillet 1807, contient une autre déclaration de Lord Holland et Lord Rosslyn que nous appliquerons avec la même force à notre situation.

“ Le prétexte allégué pour la dissolution du Parlement, savoir le renvoi du ministère précédent, la discussion qui s'en est suivie et les causes qui l'ont amenée n'ont pas été, selon moi, suffisants pour justifier ceux qui ont avisé un exercice aussi inusité de la prérogative, au prix d'une violation de la loi et d'une absorption ouverte des droits du sujet. ”

Car le gouvernement nouveau qui n'avait pas eu le temps de se mettre au courant des affaires, avait, par imprévoyance ou incapacité, omis de demander les sommes suffisantes pour les fins de son administration, ce qui l'induisit à encourir des dépenses que cette Législature n'avait pas autorisées. Cette faute aggravée se répète depuis le 1er juillet de la présente année, parce que, sans raison valide, il a omis de convoquer les Chambres auparavant, pour faire sanctionner les dépenses nécessaires au service public.

Lord Carysfort, dans sa déclaration consignée au Journal des Lords, du 15 juillet 1807, nous autorise à leur appliquer les paroles suivantes :

“ On devrait montrer au nom de ceux pour qui on demande cette légalisation d'une violation de la loi non seulement que leur acte était nécessaire pour éviter tout inconvénient au public, mais que cette nécessité n'est pas de leur faute..... Si l'on admet qu'une dissolution (retard de convocation) du Parlement est en elle-même suffisante pour justifier la continuation au-delà du terme fixé par le Parlement, l'opération d'aucune disposition législative et sur tout d'un acte des subsides par la seule autorité de la Couronne, la capacité financière et les fonctions législatives des deux chambres sont virtuellement transférées à la Couronne, et toutes les garanties que la constitution a instituées pour la bonne administration des

affaires de Sa Majesté et la protection de la propriété et de la liberté de la nation entière sont complètement invalidées et détruites.

.....“ Lors de la dernière dissolution toutes les mesures recommandées par le gouvernement avaient été adoptées, tous les subsides accordés, et il n'existait aucune divergence d'opinions entre les deux chambres ou entre Sa Majesté et son Parlement. Il est évident qu'il n'y avait aucune raison urgente, aucune nécessité politique ou publique qui put justifier le gouvernement nouveau de s'exposer à une alternative aussi sérieuse et aussi importante que celle qui est l'objet de la présente démarche.”

Le comte de Carlisle, Lord Grenville, etc., nous fourniront dans leur protêt enregistré dans le *Journal de la chambre des Lords*, du 15 décembre 1802 la formule par laquelle nous désirons dénoncer le refus du gouvernement actuel de donner des explications satisfaisantes tant sur la situation financière en général que sur certaines de ses transactions.

“ Le Parlement est encore à apprendre par quelle ligne de conduite le gouvernement se propose d'arrêter ces dangers. La décision des ministres, autant que nous pouvons le voir, est incertaine et vacillante, leurs délibérations pleines d'indécisions, leurs mesures illogiques et leur langage contradictoire.”

Les griefs contre le gouvernement sont de diverses sortes :

1o. Il a, dans l'administration des affaires publiques, mis l'esprit et même la lettre de la loi de côté.

2o. Il a, dans ses transactions, violé l'esprit de la constitution.

3o. Il a dilapidé les deniers publics et laissé des déficits énormes sans pourvoir aux moyens de les combler.

4o. Il a rabaisé la dignité du pouvoir exécutif en violant ses promesses ou en induisant le public en erreur par de fausses représentations.

5o. Il n'a pas administré avec loyauté et justice.

Les griefs du premier chef sont nombreux.

Lorsqu'il a retardé l'émanation des brefs de St-Hyacinthe pendant six mois, malgré la demande, prévue par la loi, de deux députés, il ne pouvait ignorer qu'il violait l'esprit du statut.

Lorsqu'il a nommé comme officier-rapporteur, pour le comté de Chambly, une personne qui n'était pas le registrateur du comté, il savait qu'il violait la lettre de la loi, ayant entre ses mains le protêt même du registrateur qui se déclarait prêt à agir.

Lorsqu'il a nommé un conseiller municipal dans le Bassin de Chambly sans la formalité d'un ordre en conseil, il devait savoir qu'il violait la lettre de la loi, qui exige cet ordre en conseil, d'autant plus que les cours n'avaient pas et n'ont pas encore déclaré de vacance dans ce conseil et qu'il a, ainsi, usurpé des fonctions judiciaires.

Lorsqu'il a décidé de prolonger le chemin de fer de Québec, de Terrebonne à St. Martin, il savait que la loi lui imposait l'obligation de venir de Terrebonne à Montréal.

Ce ne sont pas des griefs illusoires ou frivoles. Les actes dont on se plaint touchent à la base même de l'organisation sociale et politique, et les Pères du droit constitutionnel ont consigné cette grande vérité dans la charte même de nos libertés, le *Bill of rights*, en déclarant « qu'aucune autorité, pas même celle du Roi, ne pouvait soustraire qui que ce soit à l'effet des lois du pays. »

En second lieu, le gouvernement a ouvertement violé l'esprit de la constitution dans ses négociations et ses contrats. La doctrine sévère du gouvernement responsable impose à tout ministère l'obligation de faire autoriser les dépenses qu'il veut faire. « Le principe constitutionnel du contrôle parlementaire s'applique aux avances, prêts, dons d'argent public, à la remise de dettes dues à la Couronne. » (Todd, Vol. 1 p. 455). « Aucune remise par le gouvernement d'emprunt ou de dettes dues à la Couronne par une

Puissance étrangère, une corporation ou un individu n'est justifiable sans la connaissance et le consentement du Parlement. (Déclaration des Communes le 25 mars 1715).

Or, le gouvernement a cédé à M. Gowen une garantie de \$16,000 bien établie pour \$5,000. Il a fait remise de certaines sommes dues par les incendiés de Québec; il a transigé sur le montant dû par le défalcataire Ste. Marie : tout cela sans la moindre autorisation des chambres.

Les divers achats, entr'autres de la ferme Gale, du terrain Bellerive, du terrain de la Vacherie, se montant à \$220,000 quoique revêtus d'une certaine couleur d'autorisation, sont néanmoins, dans le fonds, d'une violation flagrante des principes constitutionnels, car ces acquisitions étaient si peu urgentes que le gouvernement ne les occupe pas encore.

Les travaux du *loop-line* des Trois-Rivières et de la ligne de St. Martin, représentant à peu près \$300,000, ont été aussi donnés sans l'autorisation des chambres.

Nous l'avons vu entrer en marché pour la pose sur le chemin de fer d'un appareil inférieur à un prix scandaleux, et il n'a échappé à la censure que par son refus de permettre à l'Assemblée d'examiner cette transaction. On l'a même vu pousser l'audace dans l'affaire des volontaires de Québec, jusqu'à mépriser les ordres de cet honorable Conseil et il a payé les volontaires après que cette Chambre lui eut refusé sa sanction.

Le troisième sujet est peut-être le plus pénible. Sans examiner la manière dont il a laissé monter les comptes d'extra pour la construction des chemins de fer, nous devons nous occuper surtout de l'avenir qui est si menaçant. Il y a des obligations certaines et inévitables pour lesquelles l'honneur de la Province est engagé. L'énumération complète serait longue; en voici les principaux traits :

Emprunts à rembourser (état de l'Hon. M. Langelier).....	\$770,000
Il reste à payer, chemin de ceinture Trois-Rivières.....	24,100
Pont de Hull et station.....	284,336
Terminus aux casernes à Montréal.....	216,743
Ferme Gale.....	140,000
Balance Bellerive.....	42,250
Prolongement du chemin à eau profonde, Québec.....	200,000
Arbitrage Duncan MacDonald.....	150,000
Pour terminer la section Est, estimation du gouvernement.....	398,886
Pour terminer la section Ouest et Aylmer.....	278,121
Il a promis de construire la ligne Pontiac.....	600,000
Il y a les comptes en suspens de l'entrepreneur McDonald sur lesquels M. Shanly ne s'est pas prononcé et que nous mettons à part, ainsi que les réclamations de M. Thomas McGreevy qui nécessiteront un arbitrage.....	500,000
Subsides aux compagnies privées.....	1,000,000
Total.....	4,704,436

Or, nous sommes obligés de constater que la série des emprunts autorisés est épuisée. Le 1er juillet 1879, il ne restait en banque, de nos surplus accumulés depuis 1867, et de nos onze millions d'emprunt que la somme de \$597,000.00 pour les chemins de fer. On nous promet \$500,000 en sus de nos réclamations contre le Gouvernement d'Ottawa ; et là s'arrêtent les calculs du Gouvernement pour faire honneur aux engagements de la Province ; car l'expérience nous apprend que l'on ne peut guère compter sur le paiement des souscriptions municipales, qui, du reste ne sont que de \$1,200,000, et le gouvernement n'a pas réellement pris les moyens de forcer les différentes villes à payer. Dans tous les cas, le comble des espérances de l'administration se borne à \$2,297,000.00 pour faire face à \$4,580,336 de dettes inévitables.

Sur le quatrième point, la liste des griefs est considérable. Ce gouvernement nous a donné deux discours du Trône qui contenaient les promesses suivantes :

10. L'abolition du Conseil Législatif.
 20. Le rétablissement de l'équilibre entre les recettes et les dépenses.
 30. Le complément du chemin de fer de Québec à Ottawa pendant la présente saison.
 40. Demande d'aide au Gouvernement Fédéral.
 50. Assertion que les municipalités avaient montré du bon vouloir dans le règlement de leurs comptes avec le gouvernement.
 60. L'affermage du chemin de fer.
 70. Réorganisation de l'Instruction Publique.
 80. Règlement du fonds d'emprunt municipal.
 90. Empierrement des chemins.
- Ces neuf sujets ont été abandonnés sans gloire pour le gouvernement chargé à juste titre de l'accusation de s'être servi de l'autorité que porte avec lui le représentant de la Reine pour éblouir un instant les esprits par de fausses représentations. Il n'est pas hors de propos de faire remarquer, par exemple, qu'au lieu de prendre les moyens d'intéresser le gouvernement fédéral à notre sort, le gouvernement de Québec a pris la peine de renverser toutes les notions constitutionnelles pour adresser à Son Excellence le Gouverneur Général une adresse équivalant à la demande du renvoi d'office des membres actuels du cabinet fédéral.

Il vaudrait peut-être mieux passer à la légère sur le cinquième point, parceque les faits qui s'y rattachent, quoique publics, sont en partie d'une nature personnelle et ne sauraient inspirer à l'étranger une haute idée de certains de nos hommes politiques, auxquels l'Assemblée Législative même, en dépit de tous les liens de parti, s'est crue forcée de refuser des certificats de véracité ou de considération, que là, plus qu'ailleurs, cependant, l'on est toujours porté à donner à ses amis.

Le spectacle de faiblesse que le gouvernement a donné depuis le début de la session, en reculant pas

par pas devant les moindres signes d'agression, a été, dans l'opinion publique, sa sentence de mort ; car un gouvernement qui ne se tient plus au pouvoir que pour occuper des portefeuilles et qui est incapable de faire adopter ses vues, a cessé d'être utile au pays. Malheureusement ces défaillances ont porté sur des points de la plus haute gravité. Le gouvernement a été obligé de nier sa propre parole, de répudier des promesses données par écrit à une compagnie de chemin de fer, pour ne pas avouer son impuissance, et sans s'occuper des engagements financiers basés sur cette perspective autorisée, il a préféré se sauver sur les ruines de quelques fortunes privées peut-être, qui avaient cru à la bonne foi d'un gouvernement.

D'un bout à l'autre du pays, l'on découvre quelques traces d'injustice, et la liste seule de ses destitutions depuis 18 mois nous donne une idée de ce qu'il fera durant le cours d'une nouvelle année :

Destitué par le gouvernement Joly depuis le 2 mars 1878 :

M. Lacoste, avocat du gouvernement dans la cause contre les assurances ;

Le protonotaire des Trois-Rivières, pour faire place à M. Ernest Pacaud ;

Michael Cayley, écuyer, prévost des incendies, Montréal ;

J. B. Lepage, écuyer, agent des terres de la couronne, Rimouski ;

M. Charles Dumoulin, préposé à la vente des timbres judiciaires, Trois-Rivières ;

M. Bourgoin, avocat du revenu, Montréal ;

MM. Tassé et Miles, inspecteurs des prisons ;

M. Rhéaume, grand connétable de St-Jean ;

MM. Ryan et Coutlée, agents des timbres du gouvernement ;

M. Dérôme, protonotaire de Rimouski ;

M. Rouleau, shérif de Rimouski ;

M. Poupore, agent d'immigration à Lévis ;

M. Langlois, greffier de la Cour de Circuit et inspecteur des licences pour Rimouski ;

MM. Gareau, Prévost et Lamontagne, trois pauvres employés du Greffe de Montréal ;

M. Muir, greffier de l'Assemblée Législative ;

M. Bachand, registrateur du comté de Bagot ;

M. Corneillier, percepteur du revenu de Joliette ;

M. le Dr. Chevrefils, coroner d'Arthabaska ;

M. le Dr. Bourgeois et son fils, employés au cadastre des Trois-Rivières ;

M. Désaulniers, inspecteur des prisons ; Il y a aussi les demi destitutions pour une foule de coroners et de registrateurs auxquels on a forcément imposé des con-joints.

Il y a M. le juge Loranger et MM. George de Boucherville, Cyrias Peltier et Curran, codificateurs.

Ajoutons à cette liste, la destitution de 15 à 20 magistrats de districts.

De plus tous les membres conservateurs de la chambre des arts qui, pendant des années, ont consacré leur temps et leurs veilles, *gratis*, au progrès des sciences et de l'industrie.

Les commissaires des barrières de Montréal.

Presque tous les commissaires et juges de paix conservateurs dans la province.

Dans cette situation extrême et irrégulière, nous devons avoir recours à un moyen extrême, mais régulier, et le salut de la Province est uniquement dans la ferme détermination de ce Conseil de ne pas accorder de subsides à un gouvernement qui ne les mérite pas.

Les résolutions que je présente parlent par elles-mêmes. Elles sont l'énoncé fidèle des principes constitutionnels qui nous régissent ; elles relatent l'action du gouvernement qui semble s'être étudié à les violer et elles tirent les seules conclusions qu'il soit possible de tirer de la situation critique dans laquelle le gouvernement a jeté la province. On veut nous détourner de notre devoir en faisant ressortir les maux qui résulteront d'un conflit entre le Conseil et l'Assemblée, mais ces maux sont-ils comparables à ceux qui résulteront du maintien d'un tel gouvernement au pouvoir. Je conviens que la première opération peut être douloureuse ; mais du moment qu'elle est nécessaire à la cure qu'il est de notre devoir d'entreprendre, nous ne devons pas reculer. Nous

avons la constitution avec nous, nous avons le salut de la patrie avec nous, et nous devons donner la preuve que le Conseil est bon à quelque chose. L'on a tenté d'empoisonner l'esprit du peuple en semant la calomnie contre cette honorable chambre. Bientôt le peuple nous bénira pour l'acte courageux que nous allons faire.

Nous devons notre existence au même Acte qui a donné l'existence à l'Assemblée législative; nous réclamons les mêmes privilèges que celle-ci, la même importance, la même responsabilité. Dans sa sollicitude pour les intérêts coloniaux, le parlement impérial nous a confié une haute mission de surveillance et de contrôle. Nous sommes forts de son autorité, forts de sa confiance, et c'est en son nom, c'est pour défendre les intérêts qu'il met entre nos mains, que nous agissons en ce moment.

C'est imbu de cette haute responsabilité que j'ai cru devoir proposer ces résolutions.

Après lui, l'hon. M. Archambault prend la parole et combat les résolutions.

L'hon. M. STARNES demande que le débat soit ajourné, pour donner au gouvernement le temps d'étudier les résolutions.

Après quelque discussion, cette motion est adoptée, et le Conseil s'ajourne à dix heures demain matin.

Séance du 23 août.

La séance s'ouvre à 11 heures.

L'hon. M. STARNES reprend les débats sur les résolutions proposées par l'hon. M. Ross. Il regrette que l'hon. conseiller pour Chacuinigane n'ait pas jugé à propos de soumettre ses résolutions au gouvernement afin de lui donner le temps de préparer sa défense. Il prétend que le Conseil n'a pas le droit de rejeter les subsides. Il n'est pas rare, dit-il, de voir un gouvernement retirer des mesures annoncées dans le discours du trône. Cela s'est fait presque

tous les ans depuis la confédération.

Il cite Todd, May et le *Hansard* anglais pour prouver que le ministre n'est responsable qu'aux Communes, que la chambre haute n'a pas le droit d'amender le bill des subsides, et que le bill des subsides ne peut prendre origine que dans la branche populaire.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE.—L'hon. président du Conseil veut-il nous dire si le Conseil a le droit de rejeter le bill des subsides. Tout le monde sait que le Conseil ne peut pas l'amender.

L'hon. M. STARNES.—J'admets que le Conseil a le droit de rejeter le bill des subsides, puisqu'on nous soumet ce bill. Mais je crois que le Conseil ne doit pas le faire sans de graves raisons, et je prétends que ces graves raisons n'existent pas. Il est d'avis que le refus des subsides bouleversera toute la province et il est convaincu que l'acte du Conseil sera condamné par les électeurs.

Hon. M. DE LA BRUÈRE.—L'honorable président du Conseil vient de parler de la démarche très grave que désire prendre cette honorable chambre à propos du bill des subsides. En effet cette attitude est extraordinaire et injuste, et dans les cas ordinaires le Conseil ne saurait vouloir refuser les subsides à un ministère. Mais si la démarche paraît extraordinaire à l'honorable membre, il devra avouer aussi que la position est exceptionnelle. La province n'est pas dans la position financière qu'elle devrait avoir et c'est le devoir de ce Conseil de chercher un remède au mal que nous constatons dans les affaires publiques.

Quoique l'honorable ministre soit sous l'impression que le Conseil législatif se laisse guider par l'esprit de parti, il n'en est pas ainsi, et j'en cite pour preuve le fait que, l'an passé, alors que les esprits étaient sous le coup de l'excitation causée par la démission du cabinet de Boucherville; alors que beaucoup de personne du parti conservateur demandaient à cette chambre de refu-

ser les subsides, le Conseil n'a pas voulu agir dans le sens qu'on lui indiquait. Il s'est tenu dans une prudente réserve, laissant aux ministres actuels le temps de développer un programme politique et de faire preuve de leurs capacités administratives. Donc cette année, si le Conseil avait agi dans le sens indiqué par la motion présenté par l'honorable membre pour Shawinigan, c'est qu'il est mû, non par l'esprit de parti, mais par le désir de voir cette province bien administrée, par le désir de voir la loi respectée par le gouvernement, et les principes constitutionnels maintenus dans toute leur ampleur.

L'honorable ministre a cité des précédents qui vont à dire que le Conseil législatif n'a pas le droit d'amender le bill des subsides. Quant à cela il n'y a aucun doute ; mais il n'a pu en citer pour démontrer que nous n'avions pas le droit de rejeter le bill en entier, car de tout temps en Angleterre, la chambre des communes a admis ce pouvoir de la chambre des Lords.

Dès 1671, il a été décidé que la chambre des Lords peut rejeter tout le bill des subsides. Dans une conférence officielle avec la chambre Haute, le 12 juin 1803, l'orateur des communes, M. Abbott, disait : « Si les Lords diffèrent d'opinion d'avec les communes sur ce bill, ils ont naturellement le droit de le rejeter. » Le principe de cette doctrine a été maintenu jusqu'à nos jours, et l'honorable moteur l'a amplement démontré à cette chambre par le discours savant et élaboré qu'il a prononcé hier soir.

Mais pour bien juger de la position exceptionnelle faite à cette province par le ministère débile du jour, il n'y a pas seulement ces faits qui seront déroulés pendant la session actuelle ; il est bon de remonter au deux mars 1878, alors que le cabinet de Boucherville fut démis par un lieutenant-gouverneur qui maintenant expie la faute qu'il a commise—on sait quelles ont été les discussions que cet acte a soule-

vées, quel trouble cette violation de la constitution a jeté dans le pays. Je ne veux pas revenir sur cette usurpation du pouvoir de la part du gouvernement, ce que je tiens à constater c'est que le premier ministre, M. Joly, dans son manifeste du 28 mars 1878, adressé aux électeurs de la province de Québec, s'exprimait ainsi :

« A mesure que le jour se fait sur les causes qui ont motivé l'acte d'autorité du lieutenant-gouverneur en démettant l'honorable M. de Boucherville, tout doute sur la constitutionnalité de cet acte disparaît. Nous en assumons toute la responsabilité »

Eh bien la première violation des promesses ministérielles a été que, battu dans la chambre d'assemblée sur la constitutionnalité de l'acte du lieutenant-gouverneur, le premier ministre, au lieu d'agir conformément aux usages parlementaires, au lieu de s'en tenir à la lettre de son programme, a refusé, en ne résignant point son portefeuille, d'assumer la responsabilité de la démission du cabinet de Boucherville—c'est-à-dire que tout en ayant l'air d'avoir accepté de former un cabinet après le coup d'état du 2 mars, il a eu la faiblesse de se soustraire au vote de la chambre qui le condamnait.

Si je ne craignais de prolonger le débat, en jetant un coup d'œil sur la session de 1878, je dirais que le ministère ne s'est maintenu que par la voix de l'Orateur dans la chambre d'Assemblée, ce qui, dans les usages constitutionnels, ne constitue pas une majorité pour un ministère. Et personne n'ignore de quelle manière cette voix a été acquise. Je dirai que le ministère a conseillé au lieutenant-gouverneur de sanctionner un bill que le procureur-général, de son siège en chambre, avait déclaré être inconstitutionnel. Je veux parler du bill concernant les processions de parti.

Je dirais que le gouvernement a aboli la police provinciale qui, d'après les comptes publics de 1877, ne coûtait à la province que \$4,000,

et même était une source de gain, en entrant en ligne de compte les services précieux qu'elle rendait pour la perception du revenu. Malheureusement les événements n'ont guère tardé à démontrer quelle faute le gouvernement avait commise, puisque, un mois à peine après la dispersion du corps de police, une émeute à Québec entraînait le trésor public dans une dépense de plusieurs milliers de piastres.

Continuant mon examen, je pourrais dire que le gouvernement a payé les volontaires qui ont été appelés à réprimer l'émeute à Québec, pendant que la loi faisait un devoir à la corporation de cette ville de défrayer les dépenses. J'ajouterais que le Conseil législatif a refusé d'obérer la province, s'est objecté à ce que le gouvernement paye pour la corporation de Québec, à moins de réserver son recours contre elle, cependant sans loi pour l'y autoriser, sans se réserver ce recours, le ministère a payé à même le trésor ce que la ville de Québec aurait dû payer.

Je dirais que les chefs du parti libéral avaient promis l'abolition des inspecteurs d'école, et qu'ils n'en n'ont rien fait pour réorganiser notre système scolaire.

Je dirais que le gouvernement Joly a diminué les octrois pour encourager l'œuvre de la colonisation et repatrier les canadiens qui sont aux Etats-Unis et désirent revenir habiter le sol natal.

Je dirais que pour le plaisir de monter au pouvoir, les ministres du jour ont dépensé une somme considérable pour les élections générales et les frais d'une seconde session l'an passé.

Néanmoins j'en arrive de suite aux dépenses qui ont été faites par le gouvernement sans l'autorisation des chambres. En construisant l'embranchement de St. Vincent à St. Martin, les ministres ont violé les engagements pris vis-à-vis la ville de Montréal. La loi était impérative sous ce rapport; elle ordonnait la

construction d'un chemin de fer de Québec à Pontiac *via* Montréal, c'était une des conditions exigées par Montréal en 1875, lorsque la province entreprit la construction du chemin de fer du nord, cependant le cabinet a passé outre, a violé la loi et trompé les contribuables de Montréal en construisant, sans leur participation, l'embranchement de St. Martin.

Afin de dérober cette supercherie, les amis de l'administration firent courir le bruit que ce n'était qu'une ligne temporaire, pour favoriser le contracteur, et voilà qu'on a proposé dans cette session d'en faire une ligne permanente.

Au point de vue financier qu'a-t-on fait perdre à la province en transigeant comme l'a fait le premier ministre avec la corporation de Montréal? sur sa souscription d'un million de piastres, Montréal redevenait au gouvernement \$663,355. Eh bien pour se soustraire à l'obligation de construire la voie de St. Vincent de Paul à Montréal, le premier ministre n'a exigé de Montréal que le terrain des casernes valant \$150,000 00 et pour la construction du pont de Hull..... 50,000 00

En tout..... \$200,000 00

de sorte qu'en déduisant ce montant de la balance de la souscription, le gouvernement a fait perdre au trésor public la somme de \$453,355.

Une autre entreprise qui va coûter à la province \$300,000 est la construction du pont de Hull. Quelque considérable que ce soit, les ministres ont agi sans consulter le parlement. Pourtant il est un principe bien connu de notre constitution qui dit que le gouvernement ne peut dépenser l'argent public sans un vote du parlement. Néanmoins le premier ministre, mû par je ne sais quel ressort, a engagé la province dans des travaux considérables, alors que le coffre public n'avait pas les ressources suffisantes pour le faire. Du reste, plusieurs lignes de chemins de fer du Haut-Canada sont inté-

ressées à la construction du pont de Hull et auraient probablement contribué à sa confection. Il est raisonnable de le supposer. Mais le premier ministre avait la manie de construire, et il a fallu qu'il construise quand même—cet acte mérite le blâme le plus sévère.

Une extravagance que tout le monde condamne est ce *loop-line* des Trois-Rivières. Ce chemin de ceinture n'était pas nécessaire et c'est une dépense ridicule. Le gouvernement a dépensé \$92,000 dans cette entreprise, sans nécessité, sans autorisation et contrairement aux notions constitutionnelles. Et qu'a-t-il reçu en retour des Trois-Rivières ? Il est vrai que cette ville a donné des débentures pour \$50,000; mais elle était obligée de les fournir, et c'est une perte sèche de \$100,000 que le gouvernement a fait essuyer à la province, perte qui retombera sur toutes les campagnes qui ne profitent pas directement du chemin de fer du Nord.

Est-ce que le conseil qui est le gardien de la constitution peut approuver une telle extravagance ? Ne doit-il pas au contraire dire au gouvernement qu'il a failli à son devoir et mérité censure ? Si nous permettons une telle dépense aujourd'hui, il n'y aura pas raison de ne pas permettre une autre semblable demain, et un gouvernement qui s'engage dans des dépenses de près d'un million de piastres sans avoir au préalable obtenu le consentement des représentants du peuple n'offre aucune garantie et mérite qu'on lui refuse les subsides.

Considérons de plus l'état de nos finances. Nous avons cette année un déficit de plus de \$700,000 qu'il faut combler. Le gouvernement avait promis de faire des économies pour rétablir l'équilibre entre nos dépenses et nos recettes. Il a failli à ses promesses, et nous demande de lui remettre en main l'argent public sans avoir fait connaître de quelle manière il entendait remettre nos finances à flot. Dans son exposé financier le trésorier compte sur des

recettes dont plusieurs sont fort problématiques. Il n'offre au pays aucune explication satisfaisante. Comment ne serions-nous pas justifiables de suspendre l'octroi des subsides, jusqu'à ce que nous ayons toutes les garanties désirables ?

Le cabinet a-t-il la force nécessaire aussi d'exécuter son programme politique ? Le discours du trône renfermait l'énonciation de mesures importantes, et il appert que le gouvernement craignant d'être battu, ne possédant pas la confiance de la majorité, les a retiré une à une.

Qu'est devenu le syndicat auquel on avait loué le chemin de fer du nord ? On comptait beaucoup sur ceux qui en faisaient partie, et dans les élections partielles qui ont eu lieu le printemps dernier, leurs souscriptions ont, dit-on, contribué pour beaucoup au succès des amis du gouvernement. Ce syndicat a disparu devant l'opposition des députés ministériels eux-mêmes, et on n'en entend plus parler.

Les résolutions concernant la construction du chemin de fer du lac St-Jean ont disparu également, comme disparaissent les feuilles l'automne. Les mesures pour réorganiser l'instruction publique, et concernant l'empierrement des chemins n'a pas fait non plus leur apparition. N'est-ce pas là le signe le plus évident de la faiblesse du ministère et de son incapacité de contrôler la chambre d'assemblée et ce conseil ?

Les discours prononcés par les députés ministériels en parlement font foi aussi qu'ils désapprouvent la conduite du gouvernement ? Personne ne peut le nier ; c'est à la connaissance de tout le monde.

Donc le gouvernement ayant montré les degrés du pouvoir sur les débris de la constitution, ayant failli aux promesses qu'il avait faites ; ayant fait des travaux publics importants sans consulter le Parlement, ayant dépensé de fortes sommes sans qu'elles eussent été votées par les chambres ; n'ayant

pas pourvu à rétablir l'équilibre dans nos finances; ayant violé la lettre et l'esprit de la loi; le gouvernement dis-je, n'ayant pas la force nécessaire pour administrer efficacement, il est du devoir de cette chambre de suspendre l'adoption du bill des subsides jusqu'à ce que la province possède une administration d'hommes prudents, capables et disposés à respecter la loi et la constitution.

L'hon. président de cette chambre en a appelé tout-à-l'heure au souvenir de sir George Cartier. C'est parce que les honorables membres de ce Conseil respectent la mémoire de ce grand homme d'état et veulent marcher sur ses traces glorieuses qu'ils prendront, dans les circonstances difficiles où nous nous trouvons, une attitude ferme, énergique, patriotique et susceptible de donner naissance à un gouvernement désireux de maintenir la bonne foi dans les contrats et d'enseigner au peuple le respect de la loi et des institutions qui nous régissent.

L'hon. M. REMILLARD dit que le Conseil doit s'élever au-dessus de tout esprit de parti et imiter la ligne de conduite suivie par la Chambre des Lords en Angleterre.

Il défend ensuite la politique du gouvernement qui, dit-il, a fait des économies, a mis à exécution les engagements contractés par le parti conservateur. Il affirme que le cas actuel n'est pas un de ces cas extrêmes qui peuvent justifier le Conseil de rejeter les subsides. Si le Conseil rejette les subsides, le gouvernement ne devra pas résigner, mais il sera de son devoir de modifier radicalement la constitution de cette chambre. Il cite des autorités pour prouver que la chambre des lords n'a pas exercé, depuis des siècles, le pouvoir qu'elle a de rejeter les subsides.

L'hon. M. BEAUDRY — L'hon. conseiller pour la Hurontaye a parlé d'indépendance, mais il semble oublier qu'il a été nommé conseiller à une condition qui lui enlève le droit de prendre ce ton paternel. Il

dit que les résolutions sont acceptables pour la grande majorité des électeurs.

Il faut mettre fin au système arbitraire inauguré par le gouvernement actuel.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE : J'admets que la question est colossale et importante et qu'il ne faut pas adopter les résolutions sans de graves raisons.

M. le président a cité plusieurs autorités pour prouver que le Conseil n'a pas le droit d'amender le bill des subsides. Tout le monde le sait, mais M. le président a admis que le Conseil a le droit de rejeter ce bill, je n'ai donc pas besoin d'insister sur ce point. L'hon. ministre a désigné les membres de cette chambre de citer un seul exemple de l'exercice de ce droit, soit en Angleterre, soit en Canada. Je le renverrai aux procès verbaux du Conseil législatif, avant la confédération; il verra que le 28 juin 1856, le Conseil a rejeté le bill des subsides parce qu'il n'avait pas été consulté sur le site de la capitale. C'était une raison bien moins grave que celles que nous avons aujourd'hui. En 1859, le 29 avril, le Conseil législatif a suspendu le bill des subsides pour la même raison. Et il faut remarquer que le gouvernement n'était pas obligé de consulter même la chambre basse au sujet du site de la capitale. Parmi ceux qui ont voté pour le refus des subsides, se trouve le nom de M. Dessauls, libéral avoué.

Je trouve que le défi de l'hon. ministre était pour le moins imprudent.

Il faut maintenant examiner la conduite du gouvernement et voir si la situation justifie le Conseil de rejeter les subsides.

On a demandé pourquoi le Conseil n'a pas rejeté les subsides, l'année dernière. Mais alors nous n'avions aucune preuve de la mauvaise foi du gouvernement. L'année dernière, le gouvernement faisait des promesses, et bien qu'il nous fût permis de douter de la capacité et de la bonne foi des ministres, nous devions leur

fournir l'occasion de mettre leurs promesses à exécution. C'est ce que nous avons fait.

Voyons ce que le gouvernement a fait durant la dernière session. Prenons les journaux de la chambre et constatons quelles sont les mesures que le gouvernement a fait adopter.

Il y a d'abord le bill des subsides. Mais l'expérience nous a prouvé que ce bill a été fait uniquement dans le but de tromper le peuple. On avait promis de l'économie, et l'on a fait voter les subsides en conséquence. Mais de deux choses l'une : ou l'on savait que ces subsides ne seraient pas suffisants, et alors on a sciemment induit le pays en erreur ; ou bien on ne le savait pas, et alors on a fait preuve d'un manque de connaissances qui ne doit pas se rencontrer chez des ministres qui prétendent administrer les affaires d'un pays.

Il y a ensuite l'acte pour diminuer le salaire des ministres et l'indemnité des membres, mais comme tout le monde a contribué à l'adoption de cette mesure, le gouvernement aurait tort d'en prendre tout le mérite.

En troisième lieu, il y a le bill décrétant l'abolition de la commission des chemins de fer. L'on sait que l'ancienne administration a déclaré qu'elle avait l'intention d'abolir cette institution aussitôt que le gouvernement serait en état de se passer des services des commissaires. Le gouvernement actuel a aboli cette commission immédiatement et s'est chargé lui-même de faire exécuter les travaux. Et quel a été le résultat de ce changement ? Des dépenses illégales ont été faites, la loi a été violée, des travaux non-autorisés ont été exécutés ou commencés et une dette très considérable a été imposée à la province, sans le consentement de la législature.

En quatrième lieu, nous trouvons un bill concernant la manière de boucher les bouteilles. Cette mesure n'est pas de celles qui rendent un gouvernement immortel.

Cinquièmement, une mesure con-

cernant l'administration des Terres de la Couronne. Nous avons vu comment ce département a été administré depuis la dernière session. On connaît les cancellations arbitraires qui ont été faites dans Pontiac et Ottawa, et les injustices criantes qui ont été commises dans le comté de Champlain.

En sixième lieu, nous avons eu un acte concernant les mines de phosphate. Cette mesure était si peu en rapport avec les besoins du pays que le gouvernement a dû l'abroger durant la session actuelle.

Septièmement, le gouvernement a fait voter une loi pour se donner le pouvoir de publier des ordres-en-conseil, pouvoir qu'il avait déjà et qu'il aurait pu exercer sans cette mesure.

Enfin, le huitième bill du gouvernement qui a été voté durant la dernière session, a été un bill pour abolir les cours de magistrat de district et non les magistrats eux-mêmes. En abolissant que les cours et en laissant les magistrats subsister, le gouvernement a donné lieu à une polémique où il a joué un rôle qui n'est pas absolument brillant.

Voilà ce que le gouvernement a fait durant la dernière session et pendant les vacances. Jetons maintenant un coup-d'œil sur ce qu'il a fait depuis l'ouverture de cette session. Le gouvernement a mis dans la bouche du lieutenant-gouverneur un discours du trône rempli de beaucoup de promesses qu'il n'a pas tenues.

D'abord, après quelques lieux communs, le gouvernement nous a parlé du droit qu'a la province d'espérer que le gouvernement fédéral lui viendra en aide. Mais a-t-il pris les moyens de réaliser cette espérance ? Non, loin de là. Sortant de ses attributions, il a fait voter des résolutions qui demandaient tout simplement le renvoi d'office des ministres de qui, dit le gouvernement, la province attend de l'aide.

Puis on nous a dit que le temps était venu de louer le chemin de fer

provincial, que c'était le meilleur moyen de réaliser des profits, et que les arrangements pris à cet effet nous seraient soumis. Le chemin n'a pas été loué, et pour avoir les arrangements mentionnés dans le discours de trône, il a fallu les demander.

Le gouvernement nous a aussi promis les arrangements pris avec les incendiés de Québec. Où sont-ils ces arrangements ? Personne ne les a vus.

Le discours du trône disait que l'équilibre entre les recettes et les dépenses avait été à peu près établi. Cela donnait à entendre que le déficit n'était que de quelques milliers de piastres, et cependant il a été prouvé que le déficit est d'au moins \$600,000. Avait-on le droit de faire dire au représentant de la couronne que l'équilibre était à peu près établi. Est-ce que dans un budget comme le nôtre la somme de \$600,000 peut être considérée comme un *à peu près*.

Le discours du trône a fait mention d'une modification de la constitution du Conseil législatif. Cette mesure est encore à venir.

On nous a promis dans le discours du trône un bill sur la réorganisation de l'instruction publique. Et dans la presse et sur les hustings, et même en chambre, le gouvernement s'était engagé à abolir les inspecteurs d'écoles. On n'est pas venu avec une telle mesure, et le bill par lequel on veut réduire le salaire du surintendant de l'instruction publique, abolir le *Journal de l'Instruction Publique* et le dépôt de livres ne peut pas être considéré comme une réorganisation du département de l'Instruction publique.

On a aussi promis dans le discours du trône une mesure concernant le fonds de l'emprunt municipal. Rien de tel n'a été présenté.

Le discours du trône faisait aussi mention d'une mesure sur l'empierrement des chemins, mesure très importante pour les campagnes. Cette mesure n'a pas été présentée.

La mesure concernant les asiles d'aliénés, telle qu'amendée, n'est guère importante et ne répond pas

beaucoup à ce qu'on avait droit d'attendre.

La seule promesse contenue dans le discours du trône que le gouvernement ait tenue est celle qui a trait au bill des licences.

On a beaucoup parlé de la majorité du cabinet actuel. Tout le monde sait de quelle manière cette majorité a été obtenue ; tout le monde sait que durant la dernière session, le gouvernement a fait passer ses mesures, qu'il s'est fait voter les subsides par la seule voix du président de la chambre, qui est censé être un homme parfaitement indépendant. De sorte que l'on peut dire que pendant toute la dernière session le gouvernement n'a pas eu de majorité.

Mais, dit-on, la majorité du gouvernement est maintenant de trois ou de quatre voix. Mais comment cette augmentation s'est-elle effectuée ? D'abord, l'élection de Saint-Hyacinthe a été retardée pendant six ou sept mois pour donner le temps au parti ministériel de confectonner de nouvelles listes électorales.

Quant aux élections de Chambly et de Verchères, on les a faites après que le discours du trône eut été prononcé, discours dans lequel on promettait une mesure pour l'empierrement des chemins. Cette promesse a eu une grande influence sur les élections. J'aurais approuvé cette mesure, mais ce que je blâme c'est la mauvaise foi du gouvernement qui a promis cette mesure sans avoir l'intention de nous la soumettre.

Les dernières élections ont donc eu lieu sous de faux prétextes. Le peuple connaissait-il le montant du déficit, avait-il connaissance des illégalités commises depuis la dernière session ?

Le ministère actuel est indigne de la position qu'il occupe parce que, dans un but inavouable, il a mis dans la bouche du lieutenant-gouverneur des promesses qu'il n'a pas tenues et qu'il ne voulait pas tenir.

Il est indigne de sa position, parce que, par la destitution arbitraire et illégale du Dr. Martel, comme conseiller municipal pour Chambly-Bassin, il a substitué l'autorité exécutive à l'autorité judiciaire.

Enfin, il est indigne de sa position parce qu'il a dépensé les deniers publics sans l'autorisation de la législature. En Angleterre, des hommes haut placés ont qualifié cette violation des principes du gouvernement responsable de *high crime and misdemeanor*.

En effet, nous trouvons dans l'ouvrage de May, *Constitutional history of England*, le passage suivant : « M. Fox immediately moved a resolution, which was agreed to without a division, declaring it to be a high crime and misdemeanor to issue, after a dissolution or prorogation, any money not appropriated by Parliament »

L'hon. M. HEARN. — Je trouve que c'est perdre notre temps que de discuter la question de savoir si le Conseil a le droit de rejeter ou de suspendre le bill des subsides ; l'hon. président du Conseil a reconnu ce droit et personne ne le conteste.

On a dit que la chambre des lords en Angleterre n'a pas exercé ce droit depuis des siècles. En admettant que tel soit le cas, cela ne prouve pas que le Conseil ne doit pas exercer son droit en ce moment. Si les lords n'ont pas refusé les subsides, c'est sans doute parce qu'ils n'avaient aucune raison de le faire, c'est qu'il ne se sont jamais trouvés en face d'un gouvernement comme celui que la province de Québec possède aujourd'hui. Qu'on nous démontre que la chambre des lords s'est trouvé dans une position analogue à la notre et qu'elle a cependant voté les subsides et je dirai que l'on a prouvé quelque chose ; mais si l'on ne peut pas le démontrer, il est absolument inutile de dire que la chambre des lords n'a pas exercé son droit depuis des années.

Le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir par des moyens illégitimes, et, quoique battu aux élections

générales, il s'est maintenu au pouvoir en ayant recours à des manœuvres que des hommes respectables devraient repousser.

La faiblesse du gouvernement est visible pour tout le monde et cette faiblesse expose la province à de grands et de constants dangers, car elle met l'administration au pouvoir du premier aventurier politique venu qui, par des menaces, peut imposer ses volontés aux ministres. Il convient donc de remplacer ce cabinet faible par une administration plus forte et capable de nous sauver de la ruine qui nous menace.

L'hon. M. ARCHAMBAULT félicite l'hon. conseiller pour Montarville sur son éloquent discours. Il ne nie pas au Conseil le droit de rejeter les subsides, mais il constate l'opportunité de le faire. Il trouve qu'il n'y a aucune raison qui puisse justifier le Conseil d'adopter les résolutions proposées par l'hon. conseiller pour Chaouinigan.

L'hon. M. GAUDET. — Le gouvernement est arrivé au pouvoir en foulant aux pieds tous les principes du gouvernement responsable. Malgré les promesses par lesquelles il a cherché à éblouir les électeurs, il a été repoussé par le peuple. Cependant il n'a pas craint de se cramponner au pouvoir. On a parlé d'économies. Oui, le gouvernement a fait de petites économies, mais d'un autre côté il a fait de grands gaspillages.

On dit que le Conseil n'est pas directement responsable au peuple. Mais il a un devoir à remplir, et en veillant aux intérêts de la province il méritera la reconnaissance du public.

L'hon. conseiller pour Repentigny a dit que les conseillers qui représentent le district des Trois-Rivières ne devraient pas parler contre le *loop-line*, que c'est une faveur que le gouvernement nous a accordée. C'est peut-être une faveur, mais cette faveur est loin de nous récompenser de ce que le gouvernement nous a ravi : l'honneur d'un des nôtres.

Du reste, ce *loop-line* peut être de quelque utilité, mais il n'y avait certainement pas urgence, et le gouvernement n'était pas justifiable de faire cette dépense sans l'autorisation de la législature.

Le gouvernement actuel est un gouvernement illégitime. Sa naissance a été flétrie d'abord par le peuple de la province, quoi qu'on en dise, puis par les autorités fédérales et finalement par les autorités impériales. Il a mal commencé et il ne doit pas être surpris s'il finit mal.

L'hon. M. ROSS—Je dois féliciter l'honorable président du Conseil sur le ton tout à fait convenable de son discours. Il me permettra, cependant, de lui dire qu'il n'a rien prouvé. Il nous a cités plusieurs auteurs pour nous démontrer que le Conseil ne peut pas amender le bill des subsides. Mais comme personne ne prétend le contraire, et qu'il ne s'agit nullement d'amender le bill des subsides, ces citations sont pour le moins superflues. Quant au droit du Conseil de rejeter les subsides il l'a admis, de sorte qu'il est inutile d'insister sur ce point.

L'hon. président nous a parlé de la majorité de l'Assemblée que nous devons respecter. Personne n'a plus de respect que moi pour les représentants du peuple, mais il ne faut pas oublier que la majorité du gouvernement est si faible qu'il n'a pu faire adopter ses mesures les plus importantes. Le premier-ministre a déclaré en chambre qu'il était d'avis qu'il serait dans l'intérêt de la province de louer le chemin de fer du nord, et cependant il a dû céder à la pression, il a dit *sagesse*, de ses amis. Mais si ses amis sont plus sages que lui, pourquoi le gouvernement ne s'efface-t-il pas en leur faveur.

Un gouvernement qui retire ses mesures, tout en déclarant qu'il les croit encore bonnes et dans l'intérêt public, peut-il se vanter d'avoir la confiance de la chambre, possède-t-il réellement l'appui de la majorité ? Le gouvernement est au pouvoir de la majorité, voilà tout. La majorité

dit au cabinet : « Nous allons vous laisser la vie mais à condition que vous ne fassiez rien. Vous êtes incapables de conduire les affaires du pays avec avantage, vos mesures, nous n'en voulons pas, tout ce que vous pouvez faire c'est de distribuer le patronage, et c'est pour cela que nous vous laissons la vie. » Voilà le langage que la majorité tient au gouvernement, et l'on appelle cela de la confiance ! Du reste, si l'on retranche de la majorité ministérielle les voix des six ministres qui ne font que voter confiance en eux-mêmes, cette majorité se trouve convertie en une assez forte minorité.

L'hon. conseiller pour la Durantaye s'est élevé fortement contre l'esprit de parti, qui, dit-il, ne doit pas pénétrer dans cette enceinte ; mais il n'y a pas un honorable conseiller qui prononce plus souvent les mots « mon parti, » que l'hon. conseiller pour la Durantaye.

On a parlé des malheurs qui vont fondre sur la province si le Conseil suspend le bill des subsides. Ces malheurs sont plutôt imaginaires que réels, mais fussent-ils réels ils ne sauraient être aussi grands que les malheurs qui nous menacent et qui fondront indubitablement sur nous, si le gouvernement reste encore un an au pouvoir.

Le vote est finalement pris sur les résolutions de l'hon. M. Ross avec le résultat suivant :

Fova. — MM. Beaudry, De Boucherville, Dionne, Dostaler, Gaudet, Gingras, Hearn, De La Bruère, Laviolette, LeMaire, DeLéry, Prudhomme, Roy, Savage et Ross.—15.

Contre.—MM. Starnes, Archambault, Bryson, Proulx, Webb, Wood et Rémillard—7.

Séance de l'après-midi.

L'hon. M. STARNES propose la deuxième lecture du bill pour amender les lois concernant l'instruction publique.

L'hon. M. LAVIOLETTE propose le renvoi à trois mois, le gouvernement n'ayant pas fourni des rensei-

gnements suffisants sur le dépôt de livres.

Pour : les honorables MM. Ross, Wood, Gingras, De LaBruère, Dionne, Hearn, Gaudet, de Boucherville, Beaudry, Webb, De Lery, Roy, Laviolette, Lemaire.—14

Contre : les honorables MM. Starnes, Rémillard, Archambault, Bryson, Dostaler, Proulx.—6

Le renvoi est voté.

Le bill No. 104, pour amender certains articles du code civil est renvoyé à un comité spécial, ainsi que le bill No. 168, pour prolonger le délai pour le renouvellement de l'enregistrement des hypothèques après le cadastrage.

Sur motion de l'hon M. Rémillard, le Conseil se forme en comité général sur le bill pour amender les lois de chasse.

Sur motion de l'hon. M. Ross, la deuxième clause est retranchée. Le bill tel qu'amendé subit la deuxième lecture et est adopté.

Puis le Conseil s'ajourne à trois heures demain.

Séance du 29 août.

L'hon. M. REMILLARD fait rapport que le comité spécial a adopté le bill pour amender certains articles du code civil sans amendement. Le bill subit la troisième lecture et est adopté.

Deux autres bills subissent la deuxième lecture.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE demande si le gouvernement à l'intention de proroger les chambres demain.

L'hon. M. STARNES dit qu'il ne le sait pas. Il ajoute qu'il a communiqué au lieutenant-gouverneur les résolutions adoptées hier, et qu'il attend une réponse aujourd'hui ou demain.

La séance est suspendue jusqu'à cinq heures.

A cinq heures la séance est reprise et aucune réponse du lieutenant-gouverneur n'étant arrivée, le Conseil s'ajourne à dix heures demain.

Séance du 30 août.

La séance s'ouvre à 10.30 hrs. a. m.

L'hon. M. DE LA BRUERE présente le rapport du comité spécial nommé pour étudier le bill amendement certains articles du code municipal. Le comité a fait certains amendements au bill, lequel subit la troisième lecture et est adopté.

L'hon. M. DE LA BRUERE fait rapport que le comité spécial nommé pour étudier le bill pour amender l'acte électoral a fait plusieurs amendements au bill. Le bill subit sa troisième lecture et est adopté.

L'hon. M. STARNES donne lecture du message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur :

Hôtel du Gouvernement,

Québec, le 29 août 1879.

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec a l'honneur d'accuser réception de l'adresse qui lui a été votée par le Conseil Législatif le 28 du courant, et qui lui a été remise par l'honorable président du Conseil.

Le lieutenant-gouverneur regrette qu'une divergence d'opinion se soit élevée entre le Conseil Législatif et l'Assemblée Législative et il espère que ses avisateurs constitutionnels trouveront le moyen de rétablir l'harmonie entre les deux branches de la législature.

(Signé), THÉODORE ROBITAILLE.

L'hon. M. STARNES suggère que ce message soit communiqué à l'Assemblée Législative.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE. Toute communication du lieutenant-gouverneur ne nous est faite que sur l'avis de ses ministres, ce sont toujours les ministres qui parlent par la bouche du lieutenant-gouverneur. Ce sont les ministres qui regrettent cette divergence d'opinion et espèrent pouvoir la faire disparaître. Pour ma part, je serai très-heureux s'ils y réussissent. Mais tout ce que le conseil doit faire, c'est d'accepter respectueusement le message. C'est ce que nous avons fait.

Le bill concernant la vente des propriétés des mineurs et des inca-

pables subit la deuxième lecture et est renvoyé à un comité spécial.

Puis le Conseil s'ajourne à lundi à onze heures.

Séance du 1er septembre.

L'hon. M. de LA BRUERE fait rapport que le comité spécial nommé pour étudier le bill concernant la vente des biens appartenant à des incapables a adopté le bill sans amendement. Le bill subit la troisième lecture et est adopté.

L'hon. M. de LA BRUERE présente un bill concernant les compagnies de construction. Le bill a pour but de déclarer valides des procédés pris par des compagnies de construction en vertu d'un acte fédéral.

Le bill subit les deux premières lectures et est examiné en comité général lu une troisième fois et adopté.

L'hon. M. STARNES propose la motion suivante :

« Qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative, pour lui faire connaître l'adresse adoptée le 28 août dernier, lorsque la deuxième lecture du bill des subsides a été proposée, ainsi que la réponse de Son Honneur le lieutenant-gouverneur à la dite adresse, et pour l'informer que le Conseil est prêt à accepter une conférence au sujet du conflit qui existe entre cette chambre et le Conseil législatif. »

Il dit, en faisant cette motion, que son but est de rétablir l'harmonie qui doit toujours exister entre les deux chambres. Il cite May, page 451, pour prouver que c'est la chambre qui est saisie d'une mesure qui doit demander une conférence.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE. Je pensais que le président citerait quelque précédent à l'appui de sa motion. Y a-t-il quelque chose devant nous qui nous indique que l'Assemblée désire une conférence ? Peut-il nous assurer que l'Assemblée acceptera cette conférence ? Ne

craint-il pas de compromettre notre dignité en offrant une chose qui sera peut-être repoussée ? C'est le ministère qui parle en ce moment par la bouche de notre président. Or le ministère nous demande de proposer à l'Assemblée de faire une chose irrégulière. On nous demande de déclarer à l'Assemblée que le Conseil est prêt à accepter une conférence ; mais d'après les citations de May, faites par le président, l'Assemblée, n'étant pas saisie du bill des subsides, ne saurait nous proposer une conférence à ce sujet.

L'hon. M. ARCHAMBAULT est en faveur de la motion, il veut adopter tous les moyens possibles pour rétablir l'harmonie entre les deux chambres.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE dit qu'il serait prêt à accepter une conférence si la demande en était faite par l'Assemblée.

L'hon. M. ROSS.—Le lieutenant-gouverneur a exprimé l'espoir que les ministres trouveraient moyen de rétablir l'harmonie, et les ministres demandent au Conseil d'offrir une conférence. Mais est-ce bien à nous à demander une conférence. N'est-ce pas plutôt à l'Assemblée de nous la demander. Il ne s'agit pas de refuser une conférence, il s'agit de savoir si nous avons quelque raison de prendre l'initiative.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE propose que la motion soit remise à la prochaine séance. Adopté.

Puis le Conseil s'ajourne à quatre heures p. m.

Séance de l'après-midi.

La séance s'ouvre à 4 heures.

On reprend les débats sur la motion de l'hon. M. Starnes :

L'hon. M. ROSS. Je répète ce que j'ai déjà dit : Il ne s'agit pas de refuser une conférence. On nous demande de déclarer à l'Assemblée que le Conseil est prêt à accepter une conférence si l'Assemblée était désireuse d'en avoir une. Mais je prétends, et l'hon. conseiller pour

Montarville a prétendu, que ce n'est pas au Conseil à prendre l'initiative. Le président du Conseil a cité May pour prouver que la demande de conférence au sujet d'un bill doit venir de la chambre où se trouve cette mesure. Mais il y a plusieurs moyens que l'Assemblée possède de prendre l'initiative et de demander une conférence au Conseil si elle juge qu'une conférence est nécessaire. Elle a plusieurs précédents pour la guider et c'est à elle à agir.

Je propose donc en amendement, que tous les mots après *que* soient retranchés et que les suivants y soient substitués.

« Tout en ne voulant pas se prononcer sur l'opportunité d'une conférence entre les deux chambres, cet honorable Conseil est d'opinion qu'il n'a pas d'initiative à prendre en cette matière, et que les coutumes parlementaires laissent à l'Assemblée législative l'obligation et les moyens de la demander, si elle le croit nécessaire. »

L'hon. M. STARNES dit qu'il regrette que la majorité du Conseil semble désirer repousser la branche d'olivier qu'il a voulu présenter au Conseil. Il n'a voulu que rétablir l'harmonie qui doit exister entre les deux branches de la législature.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE fait remarquer que l'amendement ne refuse pas la conférence. Personne n'a repoussé la branche d'olivier et le président n'a pas le droit de le dire. Tout ce que nous disons, c'est que l'Assemblée peut et doit prendre l'initiative. Le moyen est bien simple, et si les membres de l'Assemblée qui désirent une conférence, ne connaissent pas ce qu'il faut faire, qu'ils consultent les autorités.

L'hon. M. ARCHAMBAULT dit que l'Assemblée est censée ignorer ce qui se passe dans le Conseil ; elle ne sait pas officiellement que le Conseil a suspendu le bill des subsides. Il trouve que, pour se con-

former à la demande du lieutenant-gouverneur, le Conseil doit prendre l'initiative. Il propose, comme sous amendement, que ce Conseil demande une conférence à l'Assemblée. Il veut savoir si, oui ou non, le Conseil est disposé à avoir une conférence. Cette conférence ne liera pas le Conseil ; on sera toujours libre de rejeter les propositions de l'Assemblée législative.

L'hon. M. ROSS, dit que le gouvernement n'avait pas voulu aller jusqu'au point de proposer au Conseil de demander une conférence. Si l'Assemblée déclarait qu'elle ne veut pas de notre conférence, dans quelle position nous trouverions-nous. L'Assemblée législative a le moyen en mains de prendre l'initiative, elle n'est pas obligée de le faire, mais encore une fois, si réellement elle désire une conférence elle peut la demander. Le lieutenant-gouverneur ne nous a pas demandé de prendre l'initiative. Il a exprimé l'espoir que ses ministres trouveront le moyen de rétablir l'harmonie. On dit que l'Assemblée ignore officiellement ce qui s'est passé au Conseil, mais le gouvernement ne l'ignore pas puisqu'il a dû aviser le lieutenant-gouverneur de répondre à l'adresse du Conseil comme il l'a fait. Le gouvernement a donc connaissance, officiellement, de ce qui s'est passé et il peut agir comme bon lui semblera. Encore une fois il ne s'agit pas de refuser une conférence, il s'agit seulement d'attendre toute proposition qui nous viendra de l'Assemblée.

L'hon. M. ARCHAMBAULT dit qu'en refusant les subsides, le Conseil forcera le lieutenant-gouverneur de faire ce que l'on a blâmé chez l'ex-lieutenant-gouverneur.

L'hon. M. STARNES dit qu'il accepte le sous-amendement proposé par l'hon. conseiller pour Repentigny.

Le sous-amendement est mis aux voix et rejeté sur la division suivante :

POUR : les honorables MM. Starnes, Archambault, et Proulx.—3.

COTRE : les honorables MM. Ross, Wood, Gingras, de La Bruère, Gaudet, Dionne, de Boucherville, Beaudry, Savage, de Léry, Prudhomme, Roy, Dostaler, Laviolette, Lemaire.—15.

L'amendement de l'hon. M. Ross est alors mis aux voix et adopté sur la même division renversée.

Puis le Conseil s'ajourne à trois heures demain.

Séance du 2 septembre.

Après les affaires de routine,

L'hon. M. BEAUDRY présente le premier rapport du comité nommé pour s'enquérir de l'affaire des *nut locks*, lequel se lit comme suit :

Premier rapport du comité spécial nommé pour faire une enquête concernant les faits et les circonstances se rapportant à un contrat du gouvernement pour la pose du serre-écrous (*nut-locks*) sur le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

Votre comité a l'honneur de faire le rapport suivant :

Votre comité s'est réuni le 26 août dernier et a élu le soussigné son président.

Le comité a fait assigner les témoins suivants pour être entendus devant lui :

L. A. Sénécal, Dr. J. M. McKay, Wm. Shanly, P. A. Peterson, Col. Fariana, A. R. McDonald, A. L. Light, L. H. Blais, E. Moreau, Ed. Rodier, Hon. M. Starnes, Charles Langelier, Eugène Gingras, Eugène Larue, Wm. Carrier, Achille Larue, Hon. C. A. P. Pelletier, H. A. Turgeon.

Votre comité a fait faire les recherches nécessaires pour se procurer la présence de M. J. M. McKay, le contracteur du gouvernement pour la pose des serre-écrous (*nut locks*) sur le chemin de fer de Q. M. O. & O., lequel contrat fait le sujet de cette enquête, mais que le dit J. M. McKay, a quitté son domi-

cile dans la cité de Québec, et n'a pas été vu dans cette cité depuis l'ouverture de cette enquête.

Votre comité a entendu différents témoins dont les témoignages sont produits avec le présent rapport. Il a aussi été produit à l'enquête divers documents qui se trouvent annexés à ce rapport et qui sont marqués A. B. C. D. E. F. G.

Il a été constaté d'après la preuve entendue :

1. Que le contrat en question a été donné à M. John M. McKay, en l'absence de l'honorable Premier-Ministre par l'hon. M. Starnes alors commissaire des Travaux Publics *ad interim*, le 21 mai dernier pour la somme de \$50.00 par mille sur tout le parcours du chemin de fer de Q. M. O. & O., en y comprenant les lignes d'évitement, savoir : sur une longueur de plus de 350 milles, formant une somme totale d'au moins \$17,500.00.

2. Que ce contrat a été ainsi donné au dit John M. McKay par le dit Commissaire des Travaux Publics *ad interim*, sans que ce dernier ait consulté aucun des ingénieurs du Gouvernement soit de la section Est soit de la section Ouest du dit chemin.

3. Qu'il apparaît que ce contrat a été ainsi donné par le dit Commissaire des Travaux Publics *ad interim*, sur les représentations du dit John M. McKay, le contracteur qui assura au dit Commissaire que son invention (*nut-lock*) était identiquement la même que celle employée sur le chemin de fer Intercolonial par le gouvernement fédéral.

4. Que le Commissaire des Travaux Publics *ad interim* ne jugea pas à propos, avant de donner le dit contrat de s'enquérir, par lui même ou par ses ingénieurs, si l'invention du Dr. McKay était bien la même que celle employée pour le chemin de fer Intercolonial.

5. Que ces deux inventions ne sont pas les mêmes et que celle pour laquelle le contrat a été donné au Dr. McKay, est de beaucoup infé-

rieure à celle employée sur le chemin de fer Intercolonial.

6. Que le, ou vers le 7 juin dernier, le commissaire des Travaux Publics *ad interim*, a modifié le dit contrat ainsi donné au dit Dr. McKay, en chargeant le gouvernement de la pose des dits serre-écrous (*nut locks*) et en déduisant une somme de \$3.00 par mille seulement sur le prix du dit contrat.

7. Que cette modification a été ainsi faite sans l'avis préalable des ingénieurs du gouvernement quant au montant que représentait le prix de la pose de ces serre-écrous (*nut locks*). Que le prix de la pose de ces *nut-locks* a été estimé par les témoins entendus devant votre comité à une moyenne d'au-delà de dix dollars par mille, ce qui constitue une perte nette pour le gouvernement de sept dollars par mille sur tout le parcours du dit chemin, laquelle perte a été occasionnée par la modification apportée au dit contrat par le dit Commissaire des Travaux Publics *ad interim*.

8. Que le prix du matériel fourni par le dit John M. MacKay au gouvernement est de un centin et demi par serre-écrous (*nut-lock*).

9. Que le nombre de serre-écrous par mille est d'environ 800, ce qui donnerait une somme de douze dollars par mille pour le matériel fourni pour le dit contrat par le dit John M. MacKay, laquelle somme ajoutée à celle de trois dollars par mille déduite du prix de son contrat, laissant au dit John M. MacKay un profit net de \$35 par mille ou 12,250 dollars sur un contrat de \$17,500, et cela pour une invention inférieure à l'appareil Chapleau adopté par le gouvernement fédéral.

10. Qu'une lettre de garantie a été donnée au dit John M. McKay, pour une somme de \$5,000.00, par le Commissaire des Travaux Publics *ad interim*, le 27 mai dernier, avec laquelle lettre de crédit le dit John M. McKay a obtenu la dite somme de \$5,000.00 de la Banque Union du Bas-Canada, avant même d'avoir

commencé l'exécution de son dit contrat.

11. Qu'une autre somme de \$5,-500.00 a été obtenue par le dit John M. McKay, sur le chèque de l'honorable Premier Ministre, le 28 juin aussi dernier, lorsqu'à peine 7 milles de chemins avaient été pourvus du dit appareil par le dit John M. McKay.

12. Que depuis la date du dit contrat jusqu'à ce jour il n'a été posé des dits serre-écrous que sur une longueur d'environ 10 milles, savoir : environ 7 milles avant la modification du dit contrat, et trois milles dans le cours des derniers quinze jours.

13. Que l'invention ou patente du dit Dr McKay aurait d'abord été achetée du dit John M. McKay, pour le prix de deux mille dollars, mais que, après le refus de cet appareil par les ingénieurs du gouvernement fédéral, la dite patente aurait été rachetée par le dit John M. McKay, pour la somme de une piastre, et que c'est après cette dernière transaction que le dit John M. McKay aurait vendu sa dite invention au gouvernement provincial par le contrat qui fait le sujet de cette enquête.

14. Que plusieurs témoins ont déposé du fait que le dit John M. McKay avait déclaré que plusieurs milliers de piastres, sur les bénéfices réalisés par ses transactions avec le gouvernement, avaient été retenus pour un fonds d'élections destiné à faire réussir les élections des amis de l'administration, mais que votre comité ne désire pas se prononcer sur ce fait avant d'avoir entendu le témoignage du dit John M. McKay.

En conséquence, votre comité soumet les témoignages déjà entendus devant lui et demande avant de continuer cette enquête, d'être autorisé par cet honorable Conseil à prendre les moyens nécessaires pour amener devant votre comité la personne du dit John M. McKay et le forcer à donner les réponses aux

questions que votre comité croira convenable de lui poser.

Le tout humblement soumis,

J. L. BEAUDRY,
Président.

Comité d'enquête dans l'affaire des (*nut locks*).

Listes des témoins entendus :

L. A. Sénécal, A. R. McDonald, Hon. H. Starnes, E. Moreau, E. Rodier, P. McEwen, Wm. Carrier, Col. Farryana, L. H. Blais, P. A. Peterson, A. L. Light, H. A. Turgeon.

Je, soussigné, messenger du Conseil Législatif, fait rapport au comité d'enquête dans l'affaire des *nut locks* du Dr. McKay, que le ou vers le 26 août dernier j'ai été chargé d'une lettre de la part du Greffier du dit comité à l'adresse de John McKay, écuyer, M. D., demeurant rue Ste. Ursule, No. 42½, dans la cité de Québec, et que je me suis transporté au dit endroit, savoir, au No. 42½, rue Ste. Ursule, dans la cité de Québec, mais que la porte de la dite maison était fermée et que personne ne s'est présentée pour me répondre en sorte qu'il m'a été impossible de délivrer le dit message.

Hier j'ai été de nouveau chargé d'un message pour le dit John M. McKay, mais je n'ai pas eu plus de succès que la première fois.

Vendredi dernier, le 29 août, sur l'ordre du comité susdit, je me suis rendu à la résidence de M. Joseph DeBlois, beau-père du Dr. McKay, au lieu appelé la Canardière ; je me suis informé de madame DeBlois si elle savait où était le dit John McKay. Elle me répondit que, la veille, elle avait reçu de lui une lettre dans laquelle il disait qu'il était alors à Portland, dans l'Etat du Maine, Etats-Unis, et qu'il devait, le même jour, partir pour une autre ville des Etats-Unis dont elle ne se rappelait pas le nom. Je me suis rendu hier au No. 42½, rue Ste. Ursule, et j'ai trouvé encore la résidence du Dr McKay fermée, en

conséquence j'ai fait le présent rapport.

HENRI BILODEAU.

Assermenté devant moi,
à Québec, ce deuxième
jour de sept. 1879.

J. L. BEAUDRY,

Président du comité.

L'honorable M. Remillard, l'un des membres du comité chargé de faire une enquête sur les faits et circonstances du contrat pour la pose des (*nut-locks*) sur le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, déclare qu'il ne sera en état de former son opinion sur les faits soumis à ce comité que quand tous les témoins auront été entendus et ne peut maintenant concourir dans l'opinion exprimée par le comité.

E. J. REMILLARD,

Québec, 2 septembre 1879.

L'honorable M. Beaudry soumet en même temps, les témoignages et documents se rapportant à cette enquête.

Un bill pour amender l'acte passé durant la présente session pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Montréal est présenté, subit ses trois lectures et est adopté.

Puis le Conseil s'ajourne à demain à dix heures a. m.

Séance du 3 septembre.

La séance s'ouvre à 10 30 heures A. M.

L'hon. M. ROSS demande si le gouvernement à quelque information à donner au sujet de la crise. Son Honneur le lieutenant-gouverneur a exprimé l'espoir que ses ministres trouveraient le moyen de ramener l'harmonie entre les deux chambres. Et le gouvernement n'a fait aucun effort pour trouver ce moyen. S'il faut en croire les journaux de ce matin, la chambre d'Assemblée, à la demande du gouvernement, s'est ajournée au 28 octobre prochain. C'est une démarche très extraordinaire et peu propre à réta-

blir la bonne entente qui doit exister entre les deux branches de la législature.

L'hon. M. STARNES : Je n'ai aucune information à communiquer au Conseil à ce sujet. Il me faudrait consulter mes collègues auparavant.

La séance est suspendue jusqu'à midi et demi pour donner à M. Starnes le temps de consulter ses collègues.

A midi et demi la séance est reprise.

L'hon. M. STARNES fait la déclaration suivante : « Après la décision prise par le Conseil, à propos de la motion que j'ai eu l'honneur de faire au nom du gouvernement, l'Assemblée a cru devoir s'ajourner jusqu'au 28 octobre, et le gouvernement espère que cet ajournement contribuera à rétablir l'harmonie si désirable entre les deux branches de la législature. »

L'hon. M. de BOUCHERVILLE demande comment le gouvernement espère que l'ajournement aura l'effet désiré.

L'hon. M. STARNES déclare qu'il n'est pas en position de le dire.

L'hon. M. ROSS.—Comme cette chambre vient de l'entendre, le gouvernement n'a pris aucun moyen de rétablir l'harmonie, si désirable, qui doit exister entre les deux branches de la législature. Ou plutôt il a pris un moyen qui n'en est pas un, en faisant ajourner la chambre à deux mois. Si au moins le gouvernement eut dit que pendant l'ajournement il avait l'intention de prendre les moyens nécessaires pour rétablir cette harmonie, on pourrait comprendre la position dans laquelle il s'est placé. Mais rien dans la déclaration que l'on vient de nous faire n'indique que le gouvernement se propose de faire quelque effort pour atteindre ce but. Il dit seulement qu'il compte sur l'ajournement pour rétablir l'harmonie. Je suis convaincu que le Conseil sera d'accord que cet ajournement inqualifiable ne produira aucun bon résultat et

que le pays partagera cette manière de voir.

Nous avons eu l'honneur de recevoir un message du lieutenant gouverneur dans lequel Son Honneur exprime l'espoir que son gouvernement trouvera le moyen de faire disparaître le conflit qui existe. Et comment les ministres ont-ils répondu au désir de Son Honneur ? Ont-ils fait quelque effort pour donner suite à l'espoir du chef de l'Exécutif ? Ont-ils épuisé tous les moyens à leur disposition ? Ont-ils essayé de prouver au Conseil qu'il avait eu tort de suspendre les subsides ? Ils n'ont absolument rien fait. La proposition que le président du Conseil nous a faite l'autre jour n'était pas de nature à rétablir l'harmonie.

Par cet ajournement le gouvernement, en retardant la législation a causé un tort immense au pays. Est-ce là apporter une solution à la difficulté ?

La conduite des ministres n'est pas celle d'un gouvernement qui a réellement en vue le bien du pays et qui désire sincèrement travailler dans les intérêts du public.

Je propose donc, secondé par l'hon. M. D'onne, les résolutions suivantes qui blâment le gouvernement de ne pas avoir agi dans les véritables intérêts de la province :

« Que cette chambre apprend avec regret, par la déclaration de l'honorable président de ce Conseil, que le gouvernement a déterminé l'Assemblée législative à s'ajourner pour une période prolongée sans s'être procuré les ressources nécessaires à l'administration légale et constitutionnelle des affaires publiques ; sans avoir adopté des mesures pour compléter les travaux législatifs considérables dans lesquels les deux branches de la législature avaient concouru, sans avoir donné effet au désir exprimé par Son Honneur le lieutenant gouverneur, et sans avoir pris les moyens de rétablir l'harmonie entre les deux branches de la législature. »

L'hon. M. STARNES dit que le

gouvernement n'avait aucun autre moyen à prendre pour ramener l'harmonie entre les deux chambres que celui qu'il a suggéré l'autre jour. Le gouvernement a fait son devoir mais le Conseil n'a pas fait le sien.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE : ce matin l'hon. conseiller pour Chaouinigan a demandé au gouvernement quelque information au sujet de la crise. L'explication donnée est que la chambre d'Assemblées s'est ajournée pour deux mois, et le gouvernement nous dit qu'il espère que cet ajournement rétablira l'harmonie entre les deux chambres. Je ne vois pas quel bien peut résulter de cet ajournement, mais je crois, au contraire, qu'il en résultera beaucoup de mal. Depuis deux mois que nous sommes en session, un grand nombre de mesures n'attendent que la sanction de Son Honneur le lieutenant-gouverneur pour devenir loi. Cet ajournement a été voté par deux voix de majorité seulement, sans avis préalable, et maintenant la chambre ne peut plus se réunir avant le 28 octobre prochain. Et aucune mesure n'a été prise par le gouvernement pour faire sanctionner les projets de loi les plus importants. Le public en général et un grand nombre de particuliers souffriront beaucoup de ce retard que rien ne saurait justifier. Parmi les mesures publiques, il y a le projet de loi concernant les asiles des aliénés et le projet de loi concernant les corncrners, qui devaient tous deux précéder des économies, et cependant le gouvernement va laisser ces deux mesures en suspens, sans raison aucune. Il y a aussi le bill des licences, auquel le gouvernement semblait tenir beaucoup, et qu'il laisse dormir pendant deux mois. Il y a aussi plusieurs bills privés d'une grande importance qui auraient dû être sanctionnés immédiatement, entre autres un bill concernant la filature de coton de Coaticook qui devait donner de l'emploi à un nombre considérable de personnes. Le gouvernement aurait pu faire

sanctionner ces bills, sans le moindre inconvénient, et, cependant, il a négligé de le faire.

Les résolutions sont ensuite mises aux voix et adoptées :

Pour : les honorables MM. Ross, Dionne, Gaudet, de La Bruère, Gingras, de Boucherville, Dostaler, Savage, de Léry, Prudhomme, Roy, Lemaire, Laviolette.—13.

Contre : les honorables MM. Starnes, Rémillard, Proulx.—3.

L'hon. M. ARCHAMBAULT dit qu'il ne vote pas parce qu'il approuve une partie des résolutions, bien qu'il ne les approuve pas toutes.

Sur motion de l'honorable M. ROSS, une adresse est votée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur lui communiquant les dites résolutions.

Puis le Conseil s'ajourne à onze heures a. m. demain.

Séance du 4 septembre.

La séance s'ouvre à onze heures et demie.

L'hon. M. ROSS propose que le Conseil s'ajourne. En faisant cette motion, il donne lecture d'un discours prononcé en 1856, par M. Dessaulles sur le refus des subsides par le Conseil. Ce discours, dit-il, s'applique parfaitement à la situation actuelle.

L'hon. M. STARNES dit qu'il n'a jamais eu confiance dans M. Dessaulles et il exprime son étonnement de voir que l'hon. conseiller pour Chaouinigan le cite comme une autorité. Il cite un protêt fait en 1856 par des conseillers conservateurs contre le refus des subsides par le Conseil et dit qu'il a plus de confiance dans cette opinion que dans celle de M. Dessaulles et du Pays.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE.—L'hon. président vient de citer un protêt dans lequel on conteste au Conseil le droit de rejeter les subsides, mais l'hon. président oublie que, appuyé sur Todd et May, il a admis lui-même ce droit. Ce droit a été reconnu, du reste, par toutes les autorités constitutionnelles et il est inutile de le combattre aujourd'hui.

L'hon. M. REMILLARD dit que le Conseil ayant fait reconnaître son droit de refuser les subsides devrait maintenant revenir sur sa détermination de les suspendre et les voter immédiatement.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE.— Comment pourrait-on donné effet au bill des subsides avant le 28 octobre en supposant que le Conseil voulût le voter ?

L'hon. M. REMILLARD.—J'étais sous l'impression que le gouvernement pourrait convoquer les chambres avant l'expiration de l'ajournement.

L'hon. M. ROSS.—Je regrette que mes citations aient fait si peu d'impression sur l'hon. Conseiller pour La Durantaye, mais j'espère que l'opinion de M. Dessaulles aurait plus d'effet sur des libéraux plus avancés. L'hon. président du Conseil m'a reproché d'avoir cité un discours de M. Dessaulles, l'un des fondateurs de l'école libérale, disant qu'il n'avait pas de confiance dans cet homme. Je ne crois pas que l'hon. président parle au nom de ses collègues. Je ne veux pas dire que j'approuve tout ce que M. Dessaulles a fait. Loin de là, mais je prétends que dans cette circonstance il a dit vrai.

La séance est suspendue jusqu'à deux heures.

A deux heures la séance est reprise.

L'hon. M. ROSS.—Je propose que lorsque le Conseil s'ajourne il soit ajourné à jeudi, le 11 septembre courant, à onze heures du matin. En faisant cette motion je dois de nouveau exprimer mon regret de voir que les ministres n'ont rien fait pour rétablir l'harmonie entre les deux chambres. Ils auraient pu porter remède à l'état de choses actuel, ils ne l'ont pas fait, ils n'ont pas même cherché à le faire. C'est donc sur eux et sur eux seuls que retombe la responsabilité de la crise actuelle. Le Conseil n'a fait que ce que son devoir lui commandait de faire. On n'a pas refuté les raisons sur

lesquelles le Conseil a basé son refus de voter les subsides, parce qu'elles sont irréfutables. Le Conseil ne pouvait pas ne pas refuser les subsides à un gouvernement qui fait un si mauvais usage de l'argent du peuple.

L'hon. M. STARNES regrette infiniment la position dans laquelle se trouve la province, mais il dit que le gouvernement n'en est pas responsable. C'est le Conseil qui en est responsable, car il a pris sur lui de faire ce que les précédents ne le justifiaient pas de faire.

L'hon. M. ROSS.—On dit que les précédents sont rares, c'est vrai, mais il est plus vrai encore de dire que les gouvernements comme celui qui nous a été infligé le 2 mars 1878, sont rares. On ne trouvera, dans aucun pays du monde, un gouvernement comme l'administration actuelle qui a foulé aux pieds tout ce que nous avons de plus sacré au point de vue politique.

La motion est ensuite adoptée et le Conseil s'ajourne.

Séance du 11 septembre.

Le Conseil législatif s'est réuni à onze heures.

L'hon. M. STARNES annonce au Conseil législatif que Son Honneur le lieutenant-gouverneur viendra, à 3 heures de l'après-midi, sanctionner les bills passés par les deux Chambres depuis le commencement de la session.

L'hon. M. de BOUCHERVILLE demande au président du Conseil s'il a quelques renseignements à donner au sujet de la crise actuelle.

L'hon. M. STARNES répond qu'il ne connaît rien de nouveau et qu'il ignore si le gouvernement a pris une décision quelconque au sujet de la crise.

L'hon. M. ROSS.—Je désire exprimer de nouveau mon étonnement de voir que le gouvernement n'a rien fait pour amener une entente entre les deux chambres. En face de cette inaction de la part des ministres, c'est le devoir du Conseil de formuler une nouvelle protestation. L'ajournement prolongé de l'Assem-

blée législative est très préjudiciable aux intérêts de la province. Le gouvernement aurait dû mettre de côté son ambition et ses intérêts personnels et faire des efforts sérieux pour sortir la province de l'impasse où elle se trouve. Je propose donc les résolutions suivantes :

• Que cette Chambre désire renouveler l'expression de son attachement profond à la personne de Sa Majesté la Reine Victoria et aux institutions dont elle a doté la province de Québec.

« Que cette Chambre s'empressera toujours de favoriser les mesures qui auraient pour but de fournir à Sa Majesté les subsides nécessaires pour la bonne administration de la chose publique, mais que cette Chambre ne saurait concilier son respect à notre souverain avec le devoir que la constitution lui impose, en laissant les deniers publics à la disposition d'une administration qui a méconnu le respect dû à la constitution, à la volonté de la législature et aux engagements pris au nom de la Couronne.

« Que l'ajournement prolongé d'une des branches de la législature au milieu d'une session, lorsque tout le service public est en souffrance depuis la fin de l'année fiscale dernière et sans pouvoir aux engagements financiers aux quels la province est tenue, est de nature à nuire gravement au crédit public.

« Que cet ajournement recommandé par les aviseurs de Son Honneur le lieutenant gouverneur est une nouvelle preuve de leur incurie, et une admission de leur impuissance à administrer efficacement les affaires de cette province, et une nouvelle raison pour cette Chambre de persister dans la détermination qu'elle a prise et qu'elle a exprimée dans les résolutions déjà transmises à Son Honneur le lieutenant gouverneur. »

L'hon. M. STARNES demande que ces résolutions soient lues comme avis de motion.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE dit qu'il n'est pas nécessaire de

donner avis d'une motion de cette nature. C'est simplement une réaffirmation d'une opinion déjà émise par le Conseil.

L'hon. M. REMILLARD.—Je suis opposé aux résolutions parce que j'ai encore confiance dans le gouvernement actuel. Je crois que les ministres comprendront qu'il est de leur devoir d'aviser aux moyens à prendre pour faire cesser la crise. Il est certain que le Conseil ne reviendra pas sur la décision qu'il a prise. C'est donc au gouvernement d'agir. Je suis d'avis que le seul remède est d'en appeler au peuple.

L'hon. M. STARNES déclare que la responsabilité de la crise reste avec le Conseil.

L'hon. M. ROSS.—Je dois protester contre les paroles que vient de prononcer l'honorable président du Conseil. Cette chambre n'a pas l'habitude de rejeter ou de suspendre les subsides, et s'il l'a fait dans cette circonstance, c'est qu'il y a été forcé par le gouvernement qui a mis le Conseil dans la nécessité d'intervenir en rendant la position de la province intolérable. C'est donc le gouvernement qui, par sa mauvaise administration a été la cause de cette crise et qui doit en porter toute la responsabilité devant le peuple et devant l'histoire.

Les résolutions sont ensuite mises aux voix et adoptées sur la division suivante :

PUR.—Les hon. MM. Ross, Hearn, Gaudet, de La Bruère, Gingras, de Boucherville, de Léry, Beaudry, Savage, Prudhomme, Roy, Dionne, Lemaire.—13.

CONTRE.—Les hon. MM. Starnes, Remillard et Proulx.—3.

Il est ordonné que ces résolutions soient transmises à Son Honneur le lieutenant-gouverneur par l'honorable président du Conseil.

Puis la séance est suspendue jusqu'à trois heures.

A trois heures, Son Honneur le lieutenant gouverneur se rend à la salle du Conseil législatif, et l'Orateur de l'Assemblée législative étant présent, Son Honneur sanctionne les bills passés durant cette session.

L'hon. M. Ross propose que lorsque le Conseil s'ajournera, il soit ajourné à mardi, le 30 du courant à onze heures a. m. Adopté.

Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 30 septembre.

Les conseillers se réunissent à onze heures a. m.

Le Conseil siège à huis-clos.

L'hon. M. STARNES communique au Conseil le document suivant :

Hôtel du Gouvernement,

13 septembre 1879.

Le lieutenant-gouverneur à l'honneur d'accuser réception de l'adresse qui lui a été votée par le Conseil Législatif, le 11 septembre courant, et qui lui a été remise par l'hon. M. Starnes, président de ce Conseil.

Le lieutenant-gouverneur déplore sincèrement la situation critique où se trouve placée la province de Québec par suite du conflit qui s'est élevé entre les deux branches de la législature, et il souhaite ardemment que l'harmonie puisse se rétablir, afin que la couronne obtienne du parlement les subsides qui sont indispensables pour la bonne administration des affaires publiques.

(Signé,) THÉODORE ROBITAILLE.

L'hon. M. STARNES propose que la réponse de Son Hon. le lieutenant-gouverneur à l'adresse votée par cette chambre, le 11 du courant, soit prise en considération ; et que, dans le but de rencontrer le désir exprimé par Son Honneur, que la couronne obtienne les subsides, qui sont indispensables pour la bonne administration des affaires publiques, il soit résolu :

Que le bill des subsides voté par l'Assemblée législative durant cette session soit lu pour une seconde fois maintenant.

L'on a exprimé l'opinion que la résolution n'était pas dans l'ordre parce que l'on ne discute pas en chambre les réponses du lieutenant-gouverneur aux adresses, et que le

bill des subsides doit être voté sur motion et non sur résolution.

M. ROSS dit qu'il n'y a rien de changé dans la situation depuis la dernière séance du Conseil, et qu'il ne voit rien qui puisse engager le Conseil à modifier la décision qu'il a prise par ses premières résolutions.

Le débat est ensuite ajourné au 27 octobre prochain, après quoi le Conseil s'ajourne au 27 octobre à 11 h. A. M.

Séance du 27 octobre.

Le Conseil se réunit à onze heures a. m.

Sur motion de l'honorable M. ROSS, le Conseil s'ajourne à trois heures p. m. demain.

Séance du 28 octobre.

L'hon. M. STARNES propose la deuxième lecture du bill des subsides.

L'hon. M. ROSS :—

Hon. Messieurs,

Lorsque les débats ont été ajournés sur la motion de l'Honorable Président du Conseil, j'avais l'honneur d'adresser la parole à cette chambre sur la question, je demande donc la permission de continuer mes remarques aujourd'hui.

Le 28 du mois d'août dernier cette chambre adopta à une forte majorité certaines résolutions déclarant

1o. Que le gouvernement actuel a méconnu la gravité de ses engagements et les a traités à la légère en s'abstenant de soumettre aux chambres la plus grande partie des mesures annoncées dans le discours du trône ;

2o. Que le gouvernement actuel s'est mis en désaccord avec les principes de la responsabilité ministérielle, en subissant le caprice d'une majorité indécise, qui est intervenue dans la poursuite de ses mesures et l'a dépouillé de son contrôle dans la législation, et en laissant ainsi passer l'influence exécutive des mains des serviteurs respon-

sables de la couronne, à celles d'hommes qui représentent une volonté extérieure et souvent des intérêts particuliers ;

30. Que le gouvernement du jour, contrairement à l'esprit de la constitution, a engagé des sommes considérables pour l'acquisition de terrains ou l'accomplissement de contrats, sans avoir consulté les chambres, et même, en certains cas, malgré le refus de cet honorable Conseil d'autoriser tels paiements ; a fait remise de dettes considérables dont l'Assemblée Législative a déclaré la perception possible, a émis des mandats spéciaux pour de simples fins administratives pour plus de deux cent mille piastres au delà des sommes autorisées par la législature.

40. Que le gouvernement du jour a donné l'exemple du mépris des lois, tant dans la manière de remplir les vacances survenues dans la représentation provinciale, en mettant de côté les exigences et les formalités du statut, que dans la nomination irrégulière et illégale d'un officier municipal, où il s'est substitué à l'autorité judiciaire qui n'avait pas et n'a pas déclaré c'e vacance ;

50. Que le gouvernement actuel a distrait, en grande partie, de sa destination la part du fonds consolidé des chemins de fer afférente aux compagnies privées de chemins de fer subventionnés par la province, sans pourvoir au remboursement de ces sommes et sans donner de garantie que ces empiètements ne se renouvelleront pas ;

60. Que le gouvernement actuel a négligé de faire face à ces déficits au moyen des ressources ordinaires et s'est servi du fonds-capital pour les dépenses courantes ;

70. Que le gouvernement du jour a négligé de démontrer à cette chambre que les revenus à sa disposition seront suffisants pour couvrir tous les engagements de la province ;

Qu'en conséquence, ce Conseil, sans vouloir intervenir dans les discussions publiques qui peuvent divi-

ser les esprits en dehors de cette chambre, mais dans le seul but de sauver cette province des dangers qui résulteraient nécessairement de cette mal-administration prolongée, et de plus, dans l'exercice légitime de l'autorité que lui confère la constitution pour exercer un contrôle effectif sur la disposition des deniers publics, croit devoir protester et faire les représentations suivantes :

1. Parce que le gouvernement n'a pas, soit par l'économie et les retranchements, soit par une sage exploitation de nos ressources, remédié au déficit, qu'il laisse au contraire, augmenter, et parce qu'il n'a pas su, en général, aviser aux voies et moyens pour à la fois, faire face aux dépenses ordinaires, aux obligations déjà encourues et aux paiements à écheoir pour travaux publics en voie d'exécution ;

2. Parce que le gouvernement ne possède pas des éléments suffisants de confiance et de force pour administrer avec l'efficacité et l'utilité désirables les affaires de cette province, et que l'abandon de ses principales mesures est l'aveu qu'il n'est pas en état de satisfaire aux besoins du pays.

Et ce Conseil, tout en se déclarant disposé à accorder à Sa Majesté les subsides nécessaires au service public, croit de son devoir de retarder l'adoption du bill des subsides maintenant devant cette chambre jusqu'à ce qu'il ait plu à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur de choisir des aviseurs disposés à sauvegarder sa dignité par l'accomplissement des promesses faites en son nom, à respecter l'esprit de la constitution et les droits de la province de Québec, en n'encoutant pas de dépenses considérables sans l'autorisation des chambres, à maintenir l'éclat et l'autorité de nos institutions en n'intervenant pas dans l'application et l'exécution de la loi, et qui puissent, en même temps, faire prévaloir leurs vues dans la Législature et justifier ce Conseil de leur confier l'administration des deniers publics.

Par ordre de cette chambre ces résolutions furent transmises à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur et dans sa réponse à cette adresse Son Excellence exprima le regret qu'une divergence d'opinion se fut élevée entre le Conseil législatif et l'Assemblée législative et l'espoir que les aviseurs constitutionnels trouveraient le moyen de rétablir l'harmonie entre les deux branches de la législature.

Maintenant Hon. MM. je le demande à cette chambre et au pays qu'a fait le gouvernement pour répondre au désir du chef de l'exécutif et pour rencontrer les objections de cette honorable Chambre ? A-t-il trouvé, a-t-il même cherché le moyen d'obtenir la confiance du Parlement ? A-t-il donné à cette chambre l'assurance qu'à l'avenir la dignité de la Couronne serait respectée ? Que la constitution et les lois du pays seraient protégées ? Que les droits et privilèges du parlement ne seraient plus méconnus et outragés ?

A-t-il, en un mot, démontré qu'à l'avenir il pouvait et voulait administrer les affaires de la Province de manière à mériter la confiance de la législature et à promouvoir les intérêts du peuple ?

Non, Messieurs, rien de tout cela. Rien de ce que le parlement pouvait raisonnablement attendre de lui.

L'ajournement prolongé de l'Assemblée législative devait être préjudiciable aux intérêts publics et cependant, pour prolonger son existence, le cabinet eut recours à ce moyen que rien ne justifie jusqu'à présent.

En effet, hon. Messieurs, la seule manière de justifier cette interruption intempestive eût été de travailler durant cet espace de temps à rétablir l'harmonie et à gagner la confiance de la législature. Mais rien n'a été fait dans ce sens.

Le gouvernement, il est bien vrai, a promené ses faiblesses et ses turpitudes d'une extrémité à l'autre de la province. Il a essayé de pro-

voquer quelques démonstrations dans certains comtés libéraux où il espérait, mais en vain, trouver de nombreux admirateurs de sa politique. Il a, pour atteindre ce but, transporté ses rares partisans de tous les coins de la province et pour raffermir leur foi chancelante, refusé à ses adversaires le droit de discuter en présence des deux partis sa conduite de ses actes administratifs.

Les orateurs libéraux et la presse ont bien aussi essayé de jeter du ridicule sur cette honorable Chambre et ont prodigué l'injure et l'insulte à son adresse.

Mais à quoi cela a-t-il servi ? Pas à prouver qu'ils avaient administré sagement les affaires publiques. Assurément non, ni qu'ils méritent cette confiance, encore moins ; car ils n'ont rencontré nulle part ni administrateurs de leur conduite anti-nationale et anti-patriotique, ni enthousiasme de leur politique de corruption et de reculades.

Le public a fait justice des plates injures à l'adresse de cette chambre comme il fera justice de ceux qui y ont eu recours, comme à leur seul moyen de défense.

Les orateurs du gouvernement et sa presse ont encore essayé de soulever les passions et les préjugés en proclamant que cette chambre n'avait pas le droit de suspendre le bill des subsides et que son intervention était un attentat aux privilèges de l'Assemblée législative, une violation des droits du peuple qu'il fallait réprimer par tous les moyens possibles. Et ces grands patriotes, ces dévoués protecteurs des droits du peuple, pour témoigner et de leur dévouement, pour prouver leur attachement, et de leur respect à la cause du peuple, entraînaient à leur suite, le montrant au monde comme une des gloires de leur parti et comme un champion des droits populaires, un homme qui a trompé la confiance du peuple de la manière la plus audacieuse et la plus éhontée ! Un homme qui a foulé aux pieds les droits et les plus chers pri-

vilèges du peuple ! Un homme qui a vendu et livré par la plus noire trahison le dépôt sacré que le peuple lui avait confié. Et c'est avec de tels moyens, c'est avec de pareils témoignages que ces hommes veulent prouver de leur respect et de leur dévouement au peuple.

Il n'est donc pas étonnant Hon. Messieurs que leurs insultes et leurs appels aux préjugés soient demeurés sans écho car le peuple a compris que ces agitateurs, ces hommes qui trafiquent ainsi de ses droits et de sa confiance ne sont pas ses amis ; mais qu'ils sont mus par un sentiment autre que celui d'un pur patriotisme et d'un dévouement sincère à ses intérêts.

Il est pour le moins étrange que le gouvernement, après avoir admis par la bouche de l'un de ses membres, l'honorable président du Conseil, que cette chambre avait le droit de rejeter le bill des subsides, soit allé ailleurs prétendre que l'exercice de ce droit, est une violation de la constitution et des droits du peuple.

Les pouvoirs et les droits du Conseil législatif sur ce point sont incontestables.

La constitution nous les donne et les précédents et les opinions des plus hautes autorités tant en Angleterre que dans ses colonies, ne laissent aucun doute sur la question.

Nombre de ces précédents et de ces opinions ayant déjà été cités il est inutile d'y revenir. Qu'il me suffise de dire que la constitution qui nous a donné le droit d'intervenir dans les questions d'argent nous a, par là même, imposé le devoir de le faire lorsqu'il y va des intérêts importants de la province.

Je conçois, hon. messieurs, que cette chambre puisse et doive même s'abstenir lorsqu'il ne s'agit que de questions d'importance mineure ; mais lorsqu'on a manqué au respect dû à la constitution et aux lois du pays, lorsque les droits et privilèges du Parlement sont ignorés. Lorsque la faiblesse des gouvernants, la

corruption des deniers publics, lorsqu'en un mot la mal-administration des affaires publiques met notre autonomie comme province en péril non seulement il est du droit de cette chambre, mais il est de son devoir de mettre fin à cet état de choses et de sauver la province par tous les moyens à sa disposition.

Il est donc faux de dire que cette chambre a dans l'exercice de ce droit et dans l'accomplissement de ce devoir, porté atteinte aux privilèges du peuple, puisque c'est le peuple lui-même qui lui a conféré ce droit et imposé ce devoir.

En effet hon. MM., la constitution du Canada ne nous a pas été imposée ; mais elle a été préparée avec toute la sollicitude et les soins possibles par les hommes les plus éminents de cette époque qui étaient des mandataires du peuple, et ce grand acte, qui fera à jamais la gloire de ceux qui y ont pris part, a été approuvé et acclamé par le peuple lui-même.

Le peuple, en approuvant la formation d'une seconde chambre agissait avec prévoyance et savait ce qu'il faisait.

Il comprenait alors, comme il le comprend aujourd'hui, qu'il devait se garder contre les erreurs et les passions du moment. Il a compris que ses mandataires se laissant entraîner par l'esprit de parti ou autres considérations pourraient se tromper et le tromper lui-même. Il a compris que sa confiance pourrait être trahie. En un mot, il a prévu ce qui arrive aujourd'hui, et c'est pour se protéger contre de pareils dangers qu'il a approuvé la constitution et les pouvoirs qu'elle donne à cette chambre.

S'il en eut été autrement, n'était-il pas facile de déclarer dans la constitution que le Conseil législatif n'aurait aucun contrôle sur les deniers publics et par là même aucune responsabilité quant à ce qui regarde l'administration des finances de la province.

En agissant comme nous l'avons fait, hon. messieurs, nous sommes

donc, non seulement dans l'exercice d'un droit mais nous remplissons un devoir que nous impose la situation critique dans laquelle se trouve la province.

Si cette chambre n'a pas à répondre directement au peuple de ses actes, nous n'en reconnaissons pas moins que nous avons des devoirs et des obligations à remplir envers le peuple et envers le pays.

Je suis persuadé hon. MM., qu'il n'est pas un seul des hons. membres qui composent cette chambre qui ne désire du plus profond de son cœur s'acquitter de ses devoirs à la satisfaction de tous et pour le plus grand bien de notre Province.

Quant à moi, comme plusieurs des honorables membres de cette chambre, le peuple m'a honoré de sa confiance pendant un bon nombre d'années et j'espère qu'il ne me l'a pas retirée depuis.

J'ai été mandataire du peuple et par conséquent responsable au peuple mais, je le dis ici en toute sincérité que jamais, dans le cours de ma carrière politique, je n'ai eu plus à cœur le désir ardent de bien servir mon pays que je l'ai en ce moment.

Et jamais, je le crois sincèrement aussi, il m'a été donné de rendre au peuple de cette province un service aussi important que celui que je m'efforce de lui rendre dans la circonstance actuelle.

Hon. MM., je ne vois rien dans la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui qui justifie cette Chambre de revenir sur sa détermination et j'espère qu'elle suspendra encore l'adoption du bill des subsides jusqu'à ce qu'elle ait obtenu les garanties qu'elle a demandées et que l'intérêt public, lui fait un devoir d'exiger.

L'hon. M. ARCHAMBAULT.—Je dois répéter ce que j'ai déjà dit : Le Conseil en refusant les subsides assume une grande responsabilité devant le pays et devant l'histoire. Il fournit un argument à ceux qui veulent abolir cette chambre. Je crois que le Conseil est nécessaire, et

c'est parce que je le crois nécessaire que je ne veux pas qu'il devienne un obstacle au bon fonctionnement de notre système de gouvernement. Le Conseil doit surveiller la législation et rejeter les mesures qui lui paraissent mauvaises, mais il ne doit pas aller au delà. Il n'a pas le droit de dicter au chef de l'exécutif le choix de ses ministres. La chambre des lords en Angleterre ne s'est jamais arrogé ce droit. La chambre haute peut rejeter le bill des subsides, si elle croit que ce bill renferme un item qui soit préjudiciable aux intérêts du pays, mais elle ne doit pas le rejeter dans le but d'amener un changement de cabinet.

Encore une fois je tiens à l'existence du Conseil et c'est pour cela que je dois protester contre les paroles prononcées naguère par le chef de l'opposition dans l'autre chambre à l'occasion d'un dîner politique donné en l'honneur du premier ministre fédéral. Le chef de l'opposition a donné à entendre qu'il était prêt à faire main basse sur le Conseil si la population anglaise le voulait ; il n'a pas dit qu'il consulterait les Canadiens-français. Il a dit de plus qu'il fallait nous rendre électifs. C'est à dire qu'il veut détruire le Conseil. Le chef de l'opposition nous a traités en petits garçons lorsqu'il a dit qu'il fallait réduire nos dépenses. Il a publié son discours plusieurs jours après l'avoir prononcé ayant par conséquent eu le temps de peser ses paroles. Je proteste de nouveau contre la position prise par le chef de l'opposition dans l'autre chambre. A l'heure qu'il est il arrive au pouvoir, grâce à l'action du Conseil, et cependant cet homme est prêt à jeter pardessus bord ceux qui lui ont mis les rênes du pouvoir entre les mains. Il se dit conservateur, il prétend marcher sur les traces de Sir Georges Cartier, et en même temps il se déclare prêt à détruire l'œuvre de Sir Georges. Je suis conservateur, mais je ne veux pas suivre des hommes qui se disent

conservateurs mais qui ne le sont pas réellement.

J'espère que le Conseil ne veut pas revenir aux temps d'avant 37, lorsque le Conseil s'arrogeait des droits que le peuple a été obligé de conquérir au prix de son sang.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE.—Supposons ce cas-ci : Un bill est rejeté par le Conseil et cependant le gouvernement agit comme si ce bill était devenu loi ; quelle devrait être la ligne de conduite du Conseil ?

L'hon. M. ARCHAMBAULT.—Le Conseil aurait fait son devoir et ce serait au peuple de rejeter un gouvernement qui se serait rendu coupable d'une telle illégalité.

L'hon. M. DE BOUCHERVILLE :—Alors il faudrait mettre le peuple à même de condamner la conduite du gouvernement, c'est ce que le Conseil a voulu faire en suspendant le bill des subsides. Le gouvernement, dans l'affaire des volontaires appelés à Québec en 1878, a manifestement violé la loi. Nous avons voulu forcer le gouvernement à aller devant le peuple et à lui demander s'il sanctionnait toutes les illégalités commises.

L'hon. M. ARCHAMBAULT. Si le gouvernement viole la loi le Conseil doit protester, mais c'est le peuple qui doit condamner les ministres lorsque l'occasion s'en présente.

L'hon. M. ROSS dit que l'honorable conseiller pour Repentigny n'a pas bien compris les paroles du chef de l'opposition dans l'autre chambre. Celui-ci n'a pas voulu sacrifier le Conseil.

L'hon. M. ARCHAMBAULT donne lecture d'une partie du discours de M. Chapeau, tel que publié dans la *Minerve*.

L'hon. M. ROSS. Cela ne prouve pas l'assertion faite par l'honorable conseiller.

L'hon. M. ARCHAMBAULT. Je prétends que oui.

L'hon. M. HEARN : Dit que la majorité du Conseil a droit à son opinion aussi bien que la minorité, et que si elle a suspendu les subsi-

des c'est qu'elle s'y croyait obligée par son devoir envers le pays.

L'hon. M. BRYSON exprime de nouveau le regret que lui cause l'action du Conseil.

L'hon. M. de La BRUERE propose l'ajournement du débat. Adopté. Puis le Conseil s'ajourne.

Séance du 29 octobre 1879.

L'hon. M. DE LA BRUÈRE reprend le débat sur la deuxième lecture du bill des subsides :—

Bientôt deux mois se sont écoulés depuis que le gouvernement a jugé bien mal à propos d'ajourner l'Assemblée Législative. Par la bouche du lieutenant-gouverneur, il s'était chargé de mettre fin à la crise produite par la suspension du bill des subsides et de rétablir l'harmonie entre les deux branches de la législature. Il avait assumé cette tâche, et c'était du reste son devoir.

L'hon. ministre qui siège dans cette chambre vient nous demander de nouveau de voter les subsides. Lorsqu'au commencement de septembre nous les avons refusés, nos raisons, raisons puissantes, ont été consignées dans la motion présentée par l'hon. membre pour Shaouinigan. Notre ligne de conduite avait pour motif l'intérêt de la province, l'inviolabilité des principes qui servent de base à la constitution, l'honneur et le crédit publics. Tout le monde comprit que le Conseil législatif n'avait pris une telle détermination qu'après mûre réflexion, qu'après avoir sérieusement étudié la position exceptionnelle faite à la province par le gouvernement du jour et afin de sauvegarder les droits du peuple. Par conséquent, il était évident alors que cette Chambre ne pourrait changer d'opinion, et voter les subsides que lorsqu'elle aurait par devers elle des raisons plausibles d'agir, et que le gouvernement aurait pris les moyens d'acquérir la force nécessaire pour faire adopter ses mesures, pourvoir au déficit dans les finances et donner des garanties que les deniers publics ne seraient dépensés que conformément à la

volonté et avec l'approbation des représentants du peuple en Parlement.

La question et l'unique question que doit se poser aujourd'hui le Conseil législatif est de savoir si pendant le long ajournement des chambres, le ministère a agi de manière à mériter la confiance publique et travaillé au fonctionnement harmonieux du rouage gouvernemental, dans le sens indiqué dans les résolutions du Conseil et dans la réponse du lieutenant-gouverneur.

Hélas ! il est bien évident que les ministres n'ont rien fait pour mettre fin à la crise, puisque l'honorable président de cette chambre n'a aucune déclaration à nous faire à ce sujet, et que du reste les journaux nous ont tenu au courant des pas et démarches de nos administrateurs.

Je regrette de dire que, depuis deux mois, tous les efforts des ministres ont été dirigés non à administrer leurs départements respectifs, non à voir aux affaires, mais à parcourir certains comtés pour le plaisir d'injurier les membres du Conseil législatif, d'exciter le peuple, d'exploiter les préjugés et de demander un changement de constitution provinciale. Le devoir de tout gouvernement est de pacifier les esprits ; les ministres ont compris tout autrement les obligations qu'ils ont à remplir envers la province et ont agi de manière à créer une agitation qui certainement pouvait tourner au détriment de notre autonomie, si le peuple eut voulu prêter l'oreille aux paroles imprudentes et déplacées qui ont été dites.

S'il fallait juger le Conseil législatif par les écrits furibonds de la presse libérale, par le ridicule que l'on a cherché à déverser sur ce corps respectable, et par le langage insultant de certains ministres de la couronne, on aurait une bien triste idée de cette branche de la législature. Il était extraordinaire vraiment de voir des collègues de l'honorable président de ce Conseil chercher à avaler la chambre haute, à amonceler contre elle les préjugés du

peuple, et je me suis demandé comment il se faisait que l'honorable membre pour Salaberry pouvait consentir plus longtemps à rester en compagnie de ministres qui méprisaient à tel point ceux dont il préside les délibérations.

Dans ces discussions qui ont lieu sur les hustings, une chose a frappé le public : c'est qu'on n'a point discuté les raisons alléguées par le Conseil pour suspendre l'adoption du bill des subsides, on s'est contenté de dire qu'il avait violé les libertés populaires. Les ministres ont crié sur tous les tons de la gamme : « à bas le Conseil législatif, » et d'une simple question politique ils en ont fait une question sociale. Ils se sont dits : La chambre haute arrête la marche du ministère ? abolissons-la ; elle veut mettre un terme aux illégalités flagrantes dont s'est rendu coupable le gouvernement ? Abolissons-la. Elle a voulu répudier les gaspillages, mettre fin aux *jobs* scandaleux dévoilés dans la dernière session ? abolissons-la. Le Conseil ne pense pas comme nous, il désapprouve la violation que nous avons faite de la constitution ? brisons la constitution qui nous régit et changeons notre forme de gouvernement. Tel est le langage qu'ont tenu depuis deux mois, le premier-ministre et ses collègues. Je vous le demande, honorables Messieurs : est-ce le langage d'hommes qui tiennent à la stabilité des institutions, qui veulent respecter la constitution qui nous régit ? Est-ce le langage d'hommes sages et prudents ? Non, c'est la conduite d'hommes inconsidérés ; c'est le cri de rage de ceux qui veulent se cramponner au pouvoir qui leur échappe, d'hommes acharnés à détruire un des piliers de la constitution.

Aujourd'hui c'est l'abolition du Conseil que les ministres demandent du peuple. Demain que le lieutenant-gouverneur mette obstacle à leur ambition effrénée et à une soif du pouvoir ; ils voudront le faire disparaître, et après demain ce sera la disparition de l'Assemblée

nent conseiller au peuple de détruire notre constitution qui est le palladium des libertés publiques de chacune des races qui habitent le Bas-Canada.

Je sais qu'autrefois les chefs du parti libéral étaient opposés au gouvernement que nous possédons, ils rêvaient une autre forme de gouvernement tout comme ils désiraient se séparer de l'Angleterre. Il y a même un des ministres actuels, l'hon. solliciteur général qui, en 1871 et 1872, disait publiquement qu'il voulait l'annexion aux Etats-Unis. M. Joly et ses collègues voudraient-ils ressusciter ces anciennes prétentions ? En face de leurs efforts pour exciter le peuple, il est bien permis, certes, de suspecter leurs intentions.

Vous me permettrez, hons. messieurs de faire allusion à l'assimilation qu'on a voulu faire entre le Conseil législatif avant l'Union des Canadas et le Conseil législatif d'aujourd'hui. On a cherché à faire croire au peuple que les difficultés constitutionnelles de 1837 se répétaient en 1879. Un ministre même, l'hon. solliciteur-général Mercier, l'a dit à St Jean et voici en quels termes le *Franco Canadien*, l'organe du ministre des Terres de la Couronne, le raconte dans son numéro du 20 septembre. Il dit :

« Avec cette éloquence entraînant
« qu'on lui connaît, l'orateur re-
« monta ses souvenirs historiques,
« souleva le sombre voile qui recou-
« vre les drames sanglants de 37 ;
« évoqua les mânes des patriotes de
« ces jours néfastes, et les nobles
« têtes qui tombèrent, et le sang qui
« fut versé pour acheter la constitu-
« tion qu'ils nous ont léguée !

« Que ces crises sont de celles qui
« doivent faire trembler les peuples,
« car d'elles naissent souvent les
« révolutions. *Telle a été la cause de*
« la révolution de 37, lorsque le
« peuple entra en lutte avec nos
« législateurs d'alors.

« Il dit qu'alors comme aujour-
« d'hui, c'était le parti libéral, le
« parti patriotique qui était sur la

« brèche pour défendre les droits du
« peuple ; qu'alors comme aujourd'hui
« c'était des bureaucrates sans ver-
« gogne qui voulaient comme les
« conseillers législatifs d'aujourd'hui
« étouffer la voix du peuple. Eh bien,
« messieurs, *aujourd'hui comme alors*
« il faut à tout prix que le peuple
« triomphe ; sinon les conséquences
« de 37 pourraient s'en suivre, et
« cela à cause de l'entêtement de 15
« vieillards qui, par leur conduite,
« poussent le pays à la ruine.

Je ne veux pas faire ressortir tout ce qu'il y a d'inconvenant, tout ce qu'il y a de démagogique dans ces paroles qui ne devraient pas être celles d'un ministre de la Couronne ; mais je veux faire voir l'énorme différence qui existe entre la position du Conseil législatif sous la constitution de 1791 et celle qu'il occupe aujourd'hui. Assimiler les deux situations, c'est vouloir tromper le peuple et fausser l'histoire, ou se montrer ignorant du passé politique du pays. Ceci me rappelle l'erreur historique de ce monsieur qui prétendait que les Canadiens-français à la bataille de Carillon s'étaient battus pour les Anglais.

Pour bien se rendre compte des événements de 1837, il faut remonter au-delà d'un demi-siècle en arrière. Par l'acte de Québec de 1774, il y eut un Conseil législatif chargé, avec le gouverneur, de faire les lois ; mais il n'existait pas de chambre élective, et sur 23 membres dont se composait le Conseil, il n'y eut d'abord que sept Canadiens catholiques qui en firent partie. La population du Bas-Canada étant toute française, on comprend que cet ostracisme était loin de satisfaire les habitants du pays. La conduite despotique de Haldimand contribua à créer aussi un profond mécontentement, de sorte que les Canadiens-français accueillirent avec satisfaction la constitution de 1791 que leur concéda Pitt—cet acte accorda à la province de Québec deux chambres, l'Assemblée législative et le Conseil législatif, néanmoins les ministres, n'étaient point responsables au peu-

ple, et ce fut là la source de toutes les grandes joutes parlementaires du commencement de ce siècle, et de l'agitation violente qui se termina par la rébellion de 1837.

Le Conseil législatif, composé en majorité de partisans ennemis de nos institutions et de nos lois pactisait avec le ministère et les gouverneurs pour refuser au peuple le contrôle sur les finances, la nomination des employés publics, et travaillait à humilier la nation dans les demandes justes et raisonnables qu'elle adressait au gouvernement impérial. Bédard fut emprisonné parce qu'il demandait la responsabilité des ministres à la chambre d'Assemblée; on fit saisir l'imprimerie du journal le *Canadien* et on jeta dans les cachots les chefs du parti national, MM. Laforce, Papineau, Taschereau et autres.

Plus tard on constata un déficit dans les finances; le gouvernement d'alors dépensait des sommes non appropriées par la législature et violait, comme l'a fait le gouvernement d'aujourd'hui, le principe de droit constitutionnel bien connu que le ministère ne peut dépenser d'argent sans un vote du parlement.

Ajoutons à cela les défalcons du Receveur-Général Caldwell, les dissolutions répétées des chambres, dans le seul but d'étouffer les réclamations des représentants du peuple et d'anéantir leur influence; les paroles insultantes des gouverneurs à l'Assemblée législative; et la composition même du Conseil législatif, qui vers 1830, au plus fort de la lutte renfermait 23 membres dont douze fonctionnaires du gouvernement, seize protestants et sept catholiques et le conseil des ministres composé de 9 membres dont un seul catholique.

Qui peut prétendre que la position est la même? La cause de nos griefs sous la constitution de 1791 est disparue. Par notre charte nous possédons le gouvernement responsable; nous avons le contrôle de nos affaires; les ministres sont tenus de rendre compte au peuple de leur

conduite; l'ostracisme de race et de religion n'existe pas; on ne cherche point à gouverner la majorité par la minorité; les droits de chaque dénomination religieuse sont respectés, et le Conseil législatif d'aujourd'hui est composé d'hommes aux idées assez larges et assez pénétrés de l'importance de leurs devoirs pour ne jamais oser empiéter sur les libertés garanties aux races différentes qui habitent cette province.

Cependant, vous voyez les ministres eux mêmes fausser l'histoire, faire des rapprochements historiques ridicules et affirmer publiquement que le Conseil législatif d'aujourd'hui veut ressusciter les querelles d'autrefois. Mais c'est tout le contraire qui est vrai—cette chambre cherche à maintenir intact les principes de la constitution. Avant 1837, l'Assemblée législative s'opposait à ce que le ministère dépensât aucune somme d'argent sans l'autorisation du Parlement, tout comme les Honorables membres de cette chambre se sont opposés aux dépenses d'argent faites par les ministres actuels sans un vote de la législature. Le premier ministre et ses collègues, en entreprenant le *loop line*, le pont de Hull, l'embranchement de St-Martin sans consulter le parlement se trouvent avoir péché comme ont péché les membres du gouvernement sous la constitution de 1791. D'où il suit que le ministère Joly a violé la constitution pendant que le Conseil législatif, à l'instar de l'assemblée législative avant 1837, a voulu sauvegarder les deniers de la province et les droits du peuple.

On a déversé l'injure sur les honorables membres de ce corps; même un journal qui ne mérite pas d'être nommé en cette chambre et qui est l'organe d'un homme qui s'est vendu, nous a traités d'imbéciles. Ces expressions dévergondées ne font tort qu'aux têtes folles qui les profèrent; elles démontrent que le Conseil, en prenant une attitude énergique et patriotique, a frappé juste. En vain, dit-on, que nous avons agi par esprit de parti. Si

c'est là le mobile qui nous eut fait agir, dès l'an passé, alors que le pays était sous le coup de l'excitation causée par l'acte de M. Letellier, nous aurions refusé les subsides; mais cette chambre a voulu donner au ministère ses coudées franches. Si cette année, elle a agi différemment, c'est qu'elle a eu des raisons majeures, raisons qui sont consignées dans les procès-verbaux du Conseil, et tout notre tort a été de ne point vouloir ratifier les bêtises de l'administration, ni sanctionner ses illégalités et ses dépenses inconstitutionnelles d'argent et d'avoir arrêté le gouvernement sur le bord de l'abîme dans lequel il allait plonger la province.

Les ministres qui voient le pouvoir leur échapper se récrient contre l'action de cette Chambre; mais le peuple, lui, remerciera le Conseil législatif d'avoir pris en main sa cause et d'avoir protégé ses droits.

Après quelques autres remarques, l'Hon. Conseiller prit son siège.

Puis le débat est ajourné.

Séance du 30 octobre.

La séance est ouverte à trois hrs.

L'hon. M. De BOUCHERVILLE demande si l'hon. Président a quelque information à communiquer au Conseil relativement à la crise ministérielle.

L'hon. M. STARNES répond qu'il n'en a pas pour le moment, mais qu'il croit que dans une heure ou deux, il aura une communication à faire à la chambre. A sa demande la séance est suspendue.

A quatre heures, la séance est reprise, et l'hon. M. Starnes communique au Conseil les lettres échangées entre l'hon. M. Joly et le Lieutenant-gouverneur, documents qui ont été publiés dans le procès-verbal de la séance de l'assemblée législative.

Sur motion de l'hon. M. De BOUCHERVILLE, le Conseil s'ajourne à onze heures demain.

Séance du 31 octobre.

Le Conseil se réunit à 11 hrs et la séance est suspendue jusqu'à midi. A midi il s'est réuni de nouveau et s'est ajourné à 1.30. A 1.30 le Conseil s'est réuni de nouveau. l'hon. J. J. Ross au fauteuil présidentiel.

L'hon. M. BEAUDRY donne avis qu'il proposera que certains employés du Conseil soient mis à la retraite, dans le but de diminuer les dépenses et que les salaires soient révisés.

L'hon. M. ROSS communique à la chambre les noms des nouveaux ministres.

L'hon. M. STARNES félicite le nouveau président sur son avènement au pouvoir. Il dit qu'il ne fera aucune opposition factieuse au nouveau cabinet, et qu'il ne regrette qu'une chose, c'est que l'on n'ait pas cru devoir choisir deux ministres parmi les membres du Conseil.

L'hon. M. De BOUCHERVILLE dit qu'il regrette également l'absence d'un deuxième ministre au Conseil.

Le bill des subsides subit ensuite la deuxième et troisième lecture et est adopté.

La séance est suspendue jusqu'à trois heures et demie.

A trois heures et demie, Son Honneur le Lieutenant-gouverneur se rend au Conseil, sanctionnent les bills suivants votés durant la session et projette les chambres au 10 décembre.

Acte pour incorporer " Le collège théologique Wesleyen de Montréal."

Acte pour permettre à certaines corporations, d'utiliser plus efficacement les biens fonds qu'elles peuvent posséder.

Acte pour ratifier les procédés en liquidation de certaines sociétés de construction.

Acte pour amender les actes concernant le cautionnement des officiers publics de la Province, (32 Vict., ch. 9 et 36 Vict., ch. 15.)

Acte concernant les asiles d'aliénés dans la province de Québec, subventionnés par le Gouvernement.

Acte pour amender l'acte pour rectifier les lignes de division, et assurer les titres, dans certains rangs du township de Grenville,

Acte d'incorporation du Séminaire de Chicoutimi.

Acte pour incorporer le "Bishop's College School Association."

Acte pour amender l'acte incorporant "The Beebe Plain Advent Camp Meeting Association," (47 Vict., chap. 54.)

Acte pour autoriser les ministres de l'Eglise connue sous le nom de "Scandinavian Church," dans la province de Québec, à tenir des registres de baptêmes, mariages et sépultures.

Acte pour incorporer la Société Ecclésiastique de St-Joseph, dans le diocèse de Québec.

Acte pour incorporer le Séminaire de St-Charles Borromée de Sherbrooke.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin à rails du Saint-Laurent et du village d'Industrie.

Acte amendant l'acte incorporant "The Windsor Hotel Company of Montréal."

Acte amendant l'acte pour incorporer la cité de Sherbrooke, 39 Vict., chap. 50.

Acte pour incorporer "La ville de Chicoutimi."

Acte pour amender la charte de la cité de Montréal.

Acte pour incorporer l'Union Commerciale de Québec.

Acte pour changer le nom de la municipalité du village de Notre-Dame de Grâce, et pour étendre ses pouvoirs.

Acte pour refondre et amender l'acte d'incorporation de la ville de St-Henri.

Acte pour incorporer le Collège de Pharmacie de Montréal.

Acte incorporant "The Montreal Diocesan Theological College."

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Nicolet.

Acte pour amender l'acte incorporant "La Nouvelle Compagnie de Gaz de Montréal" et les différents actes qui l'amendent, et pour changer le nom de la compagnie et étendre ses pouvoirs.

Acte pour autoriser les corporations municipales à employer le fonds d'amortissement qu'elles sont obligées de placer au rachat de débentures par elles émises.

Acte pour amender l'article 2093 du code civil.

Acte pour amender et refondre de nouveau, les actes concernant la profession médicale et la chirurgie, dans la province de Québec.

Acte pour amender l'acte des chemins de fer de Québec, 1869.

Acte pour amender l'acte 37 Vict., chap.

48, intitulé : "Acte pour incorporer la ville Salaberry de Valleyfield"

Acte pour autoriser la chambre des notaires de la Province de Québec à admettre George Siméon Thérberge à la pratique du notariat.

Acte pour amender les actes 23 Victoria chapitre 75 et 31 Victoria, chapitre 58, relatifs à l'incorporation de la ville de Sorel.

Acte incorporant la Compagnie Manufacturière de Coton de Coaticook, et ratifier le règlement No. 74 du village de Coaticook, accordant de l'aide à la dite Compagnie.

Acte amendant l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières, 38 Vict., chap. 76.

Acte pour amender l'Acte intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin à macadamiser de la paroisse de Laprairie."

Acte pour pourvoir à la transmission de la propriété du cimetière catholique romain de la paroisse de St-Hyacinthe le Confesseur, des mains des syndics de la dite paroisse, en celles de la corporation Episcopale catholique romaine de St-Hyacinthe, et à l'administration, maintien et entretien du dit cimetière.

Acte pour amender l'acte 36 Victoria, chapitre 60, intitulé : "Acte pour refondre et amender l'acte pour incorporer la ville de Lévis et les divers actes qui l'amendent."

Acte pour autoriser la vente de certains biens-fonds substitués par la donation de feu Alpheus Kimpton et Liletta Lenay en faveur des enfants et descendants de feu Walter Kimpton.

Acte pour amender les actes concernant les mines d'or.

Acte concernant la vente des immeubles par le shérif dans la province de Québec.

Acte pour assurer la publicité des saisies des biens immobiliers.

Acte pour permettre aux syndics et aux membres de l'Eglise Zion, Montréal, d'hypothéquer davantage certaines propriétés de la dite Eglise.

Acte pour incorporer la compagnie d'élevateur de Québec.

Acte pour étendre les pouvoirs accordés au synode provincial de l'Eglise anglicane, par l'acte de la ci-devant province du Canada, 29 et 30 Vict., chap. 15, au synode du diocèse de Québec, en autant qu'ils se rapportent aux propriétés de l'Eglise dans le dit diocèse.

Acte pour incorporer la communauté des Religieuses Carmélites d'Hochelaga.

Acte pour annexer cette partie de la Paroisse de Saint-Eugène, située dans le comté de Bagot, au comté de Drummond, pour toutes fins quelconques, et pour ériger la dite paroisse en municipalité.

Acte pour amender l'acte électoral de Québec.

Acte pour amender les articles 2 et 3 du code de procédure civile, concernant les jours non juridiques.

Acte concernant la liquidation volontaire des compagnies à fonds social.

Acte pour incorporer la société de secours mutuels des Français à Montréal.

Acte pour faciliter l'administration de l'académie de Knowlton, pour pourvoir à son incorporation et pour d'autres fins.

Acte pour incorporer la " Compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de Gatineau. "

Acte pour amender l'article 1068 du code de procédure civile au sujet de la signification et exécution de certains brefs émanés dans la cour de circuit dans certains cas.

Acte pour amender le chapitre 75 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, concernant la ligne de division entre les limites de Charlevoix et Montmorency.

Acte pour amender le chapitre 75 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada concernant la ligne de division entre les comtés de Compton et Beauce.

Acte pour amender le chapitre 75 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada concernant la ligne de division entre les comtés de Bellechasse et Dorchester.

Acte pour constituer en corporation l'association connue sous le nom de " Le Club de Québec. "

Acte pour amender certains articles du code civil.

Acte pour amender " l'acte pour incorporer la cité de Hull, " 38 Victoria, chapitre 79, et l'acte 39 Victoria, chapitre 49, amendant le dit acte.

Acte pour incorporer " La Société d'Art décoratif de Montréal. "

Acte pour amender l'acte de cette province, 39 Vict., Chap. 33, intitulé : " Acte pour amender et refondre les différents actes concernant le notariat en cette province. "

Acte décrétant de nouvelles dispositions relativement aux Sociétés de Construction dans la Province de Québec, et

pourvoyant à la liquidation de leurs affaires.

Acte pour rendre valides certains actes notariés.

Acte pour amender de nouveau le chapitre 76 des statuts refondus du Canada, concernant la pratique de la médecine et de la chirurgie et l'étude de l'anatomie.

Acte concernant les enquêtes faites par les coroners.

Acte concernant la fiducie.

Acte pour définir les placements que les administrateurs sont tenus de faire.

Acte pour amender les lois sur l'instruction publique en cette province, quant aux écoles placées sous le contrôle du bureau des commissaires d'école catholiques romains de la cité de Montréal.

Acte pour amender de nouveau l'acte concernant les dépôts judiciaires et autres.

Acte pour amender l'acte de cette province 33 Vict., chapitre 26, intitulé : " Acte pour pourvoir à l'interdiction et à la guérison des ivrognes d'habitude. "

Acte pour amender de nouveau l'acte concernant le Département de l'Agriculture et des Travaux Publics, (32 Vict., chap. 15.)

Acte pour amender l'article 49 du code de procédure civile.

Acte pour établir des compagnies d'assurance mutuelle.

Acte pour abroger l'acte 41 Vict., chap. 16, et amender la section 16 des statuts refondus pour le Bas-Canada, ch. 109, concernant l'indemnité des petits jurés dans les affaires criminelles.

Acte concernant le contrat de nantissement.

Acte concernant la vente des " effets publics, " appartenant à des incapables.

Acte concernant la fermeture des auberges le dimanche, et à certaines heures, les autres jours.

Acte pour amender l'acte 31 Vict., chap. 9, concernant le département du trésor et les revenus, dépenses et comptes publics.

Acte pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, 24 Vict., chap. 32 concernant les compagnies d'assurance mutuelle.

Acte concernant la radiation de l'enregistrement des droits réels.

Acte pour amender les actes concernant la vente des terres pour l'exploitation des mines de phosphate.

Acte pour amender le code municipal de la province de Québec.

Acte pour amender le chap. 18 des Sta-

tuts Refondus pour le Bas-Canada, concernant l'érection des paroisses.

Acte pour amender la loi des licences de Québec de 1878, (41 Vict., chap. 3.)

Acte pour encourager les sociétés de colonisation, dans les cités de Québec et de Montréal, en faveur des ouvriers et de leurs familles.

Acte pour amender l'acte passé dans la présente session, intitulé : "Acte pour amender la charte de la cité de Montréal."

*Hons Messieurs du Conseil Législatif ;
Messieurs de l'Assemblée Législative.*

Je suis heureux de voir qu'en conformité de mon message au Conseil Législatif en date du treize septembre, l'harmonie est rétablie entre le Conseil Législatif et l'Assemblée Législative, et j'espère que la bonne entente continuera à régner entre les deux branches de la Législature.

Je vous félicite en même temps

sur l'application et l'assiduité avec lesquelles vous vous êtes occupés des mesures qui vous ont été soumises.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je vous remercie de la libéralité avec laquelle vous avez voté les subsides et je verrai à ce que le meilleur usage soit fait des sommes mises à la disposition du gouvernement.

*Hons Messieurs du Conseil Législatif,
Messieurs de l'Assemblée Législative*

Acceptez les vœux que je forme pour votre bonheur et celui de vos familles et pour le maintien de la paix et de l'harmonie nécessaires au progrès véritable d'une nation.

La législature provinciale est alors prorogée à mercredi, le 10 de décembre prochain.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Liste des Conseillers Législatifs de la Province de Québec.

NOMS.	DIVISIONS ÉLECTORALES.
Les Honorables	
Archambault, Louis.....	Repentigny.
Beaudry, Jean Louis.....	Alma.
Boucherville, Charles Bou- cher, de.....	Montarville.
Bryson, George.....	Inkerman.
Dionne, Elizée.....	Grandville.
Dostaler, Pierre Eustache.	Lanaudière.
Ferrier, James.....	Victoria.
Gaudet, Joseph.....	Kennébec.
Gingras, Jean Elie.....	Laurentides.
Hearn, John.....	Stadacona.
LaBruère, Pierre Boucher, de.....	Rougement.
Lavoilette, Joseph Gaspard.	Lorimier.

NOMS.	DIVISIONS ÉLECTORALES.
Les Honorables	
Lemaire, Félix Hyacinthe.	Mille Isles.
Léry, Alexandre-Réné- Chaussegros, de.....	Lauzon.
Panet, Louis.....	Lasalle.
Proulx, Jean-Baptiste G...	La Vallière.
Prud'homme, Eustache....	Rigaud.
Rémillard, Edouard.....	La Durantaye.
Ross, John Jones.....	Chauvinigane.
Poy, Pierre Euclide.....	Sauvel.
Savage, Thomas.....	Golfe.
Starnes, Henry	Salaberry.
Webb, W. H.....	Wellington.
Wood, Thomas.....	Bedford.

INDEX

DES

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

AVERTISSEMENT..... PAGE III

	Page		Page
Beaubien Hon.		Champagne M.	
Adresse en réponse au discours du trône.....	42	Adresse en réponse au discours du trône.....	50
Journal illustré d'agriculture.....	63	Copie de la correspondance concernant la nomination des commissaires pour la décision sommaire des petites causes en la paroisse de St. Joseph, comté des Deux-Montagnes, et les plaintes portées contre les ex-commissaires.....	61
Achat de la propriété Bellerive....	147	Paiement des volontaires pour l'émeute à Québec, en 1878.....	141
Projet de loi relatif aux chemins à barrières de Montréal.....	153	Dépenses des élections générales de mai 1878.....	142
Plaintes contre les commissaires des chemins à barrières de Montréal.....	157	Police provinciale.....	142
Reproches contre les membres du conseil des arts et manufactures	189	Rapport de J. O. Fontaine, sur son voyage dans la vallée d'Ottawa	153
Sur l'exposé financier.....	213	Abolition de la qualification foncière.....	154
Projet de loi concernant l'Instruction Publique.....	345	Arrangements concernant l'affermage des chemins de fer du gouvernement.....	277
Sommes payées au régistrateur du comté de Rimouski pour l'élection locale le 1er mai 1878.....	363	Instructions données par le gouvernement à Ernest Pacaud, éc., greffier de la cour supérieure à Trois-Rivières.....	295, 312
Bergevin M.		Sur l'exposé financier.....	297, 299
Empierrement des chemins du comté de Beauharnois.....	275	Résolutions relatives au chemin de fer de Q. M. O. & O.....	314
Soumissions pour la construction d'une clôture autour du palais de justice et de la prison du district de Beauharnois.....	277	Projet de loi concernant l'Instruction Publique.....	357
Cameron M.		Contrat relatif à l'appareil de chauffage des édifices publics...	364
La date de l'exposé financier.....	152		
Inspection du bureau du protonotaire à Beauharnois.....	157		
Application du système cadastral au comté de Huntingdon.....	274		
Caron M.		Chapleau Hon.	
Arpentage et chemin de colonisation à St. Bernard, comté de Maskinongé.....	227	Adresse en réponse au discours du trône.....	7
		Election de Chambly... 41, 49, 219, 253	

	Page
Elargissement d'un certain nombre de patients de l'Hospice St-Jean-de-Dieu	59
Incorrections dans les votes et déli- bérations à propos de ques- tions d'ordre dans le débat sur l'élection de Chambly.....60, 64, 65, 70	
Destitution du lieutenant-gouver- neur.....	74, 76
Adresse de bienvenue à S. E. le marquis de Lorne et à S. A. R. la princesse Louise.....	76
Affaire de la ferme N. D. des Anges.....	113, 150
Adresse votée au gouverneur-géné- ral en rapport avec la destitu- tion du lieutenant-gouverneur..	140
Destitution de Didace Tassé.....	143
Admonition de l'hon. M. Joly.....	145
Nomination de Jos. Nault, comme régistrateur	146, 147
Nomination de Moïse Bouthillier, comme officier-rapporteur du comté de Chambly.....	147
Documents officiels en rapport avec l'élection de St-Hyacinthe.	147
Nomination des juges de paix pour la paroisse de Ste-Adèle.....	147
Production des réponses à cer- taines adresses.....	153
Titre de la propriété du Palais à Québec.....	159
Compagnie d'assurance contre le feu de Joliette	189, 195
Réduction du crédit pour l'Ins- truction Publique.....	223
Destitution de J. T. Bachand, ré- gistrateur du comté de Bagot..	226
Correspondance entre le gouverne- ment et le docteur Taschereau, coroner du district de Beauce...	228
Résolutions relatives au chemin de fer de Q. M. O. & O.....	233, 235
Immigration et repatriement.....	241
Nomination d'un conseiller muni- cipal en remplacement du Dr. Martel, Chambly Bassin.....	253
Sur l'exposé financier.....	261
Motion de confiance-Irvine, 263, 264, 265	
Résolutions concernant l'octroi accordé à la compagnie de che- min de fer de Québec et du Lac St. Jean.....	268
Construction du chemin de fer de ceinture à Trois-Rivières.....	270
Mandats émis depuis le 30 juin der- nier.....	275
Contrat pour l'ameublement de l'Ecole Normale Jacques-Cartier, à Montréal.....	279
Organisation de l'Instruction publi- que.....	288

	Page
Projet de loi concernant l'Instruc- tion publique.....	291
Changement du comité des comp- tes publics en un comité spécial.	292
Abolition du Conseil législatif.....	336
Affaire des <i>nut-locks</i>	237, 338, 339
Résolutions relatives au chemin de fer de Q. M. O. & O.....	341
Nomination de l'hon. Henry Star- nes, commissaire de l'Agricul- ture et des Travaux Publics.....	355
Nomination de Janvier Dussault, comme conseiller municipal du Bassin de Chambly.....	358
Parachèvement des travaux sur le chemin de fer de Q. M. O. & O..	360
Motion de non-confiance.....	360
Remise faite à Adolphe Ste-Marie.	365
Sommes payées pour la pose des <i>nut-locks</i>	366
Difficulté pendante entre le Con- seil législatif et l'Assemblée lé- gislative.....	366
Ajournement au 28 octobre.....	368
Résolutions relatives au bill des subsidés	372
Changements faits dans le cabinet pendant la vacance.....	382, 385

Charlebois M.

Remise de vingt-cinq pour cent d'arrérages aux censitaires de la seigneurie de Laprairie de la Madeleine.....	262
--	-----

Chauveau Hon.

Projet de loi concernant les asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement.....	64
Projet de loi pour l'appel à la Cour Suprême et à la Cour de l'Echi- quier en certains cas.....	64
Abolition du dépôt de livres.....	141
Election de Chambly.....	219
Echange de la "Gazette Officielle de Québec" pour la "Gazette Officielle du Canada".....	227
Etat financier du surintendant de l'Instruction publique.....	311
Projet de loi concernant la profes- sion d'arpenteur.....	360
Dépenses de la Législature de Québec.....	362
Remise faite à Adolphe Ste. Marie.	365
Résolutions relatives au bill des subsidés	382
Changements faits dans le cabinet pendant la vacance.....	385

Church Hon.

Adresse en réponse au discours trône	18
---	----

	Page
Election de Chambly.....	69
Destitution du lieutenant-gouverneur	109
Vote urgent de certains crédits....	111
Emprunt à New-York.....	157
Production des réponses à certaines adresses.....	158
Exposé financier.....	173, 247
Projet de loi pour amender les Statuts refondus du Bas-Canada en ce qui concerne la Cour du Banc de la Reine.....	187
Soumissions pour la construction d'un palais de justice à Québec.	240
Chemins de fer de colonisation dans certains comtés de la Province.....	250
Bâtisse de l'hôtel Farmer.....	251
Résolutions concernant les mines de phosphate.....	297
Projet de loi concernant les enquêtes des coroners.....	309
Formation du nouveau ministère.	392
Résolution pour l'émission des brefs pour l'élection des nouveaux ministres	392

Desaulniers M.

Résolutions relatives au chemin de fer de Q. M. O. & O.....	237
Requêtes des cultivateurs des comtés de St-Maurice et Maskinongé	275

Deschênes M.

Continuation des travaux sur le chemin Taché.....	62
Changement du chef-lieu judiciaire du district de Kamouraska.....	142
Annexion d'une partie de la paroisse de Notre-Dame du Portage.....	160
Sur la colonisation.....	316

Duhamel M.

Liste des cancellations faites dans le comté d'Ottawa.....	59
Etat des dépenses de l'octroi de colonisation.....	59
Copie du jugement rendu dans la cause de la compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord.....	59
Billets de faveur sur le chemin de fer de Q. M. O. & O.....	153
Emissions des patentes pour les lots Nos. 31 et 32, dans le 1er rang de Portland-Ouest.....	189

Dupuis M.

Journal illustré d'agriculture.....	63
Sur la colonisation.....	246, 320

Flynn M.

Lois concernant les hypothèques et l'enregistrement.....	64
Election de Chambly.....	69
Destitution du lieutenant-gouverneur.....	113
Terme de la Cour aux Isles de la Madeleine	249
Distribution des argents de colonisation.....	249
Administration de la justice dans les comtés de Gaspé et Bonaventure.....	249
Instrument ou commission nommant l'hon. Théodore Robitaille, lieutenant-gouverneur de la Province de Québec.....	252
Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs.....	252
Organisation de l'Instruction publique.....	288
Sur la colonisation.....	323
Projet de loi pour amender le code municipal.....	356
Résolutions relatives au bill des subsides.....	376
Changements faits dans le cabinet pendant la vacance.....	386

Gagnon M.

Adresse en réponse au discours du trône.....	40
Etat des sommes dépensées pour l'immigration depuis la Confédération.....	59
Copie des témoignages dans l'enquête contre F. M. Dérome et Joseph Rouleau, du district judiciaire de Rimouski.....	61
Etat des sommes dues au gouvernement, par l'ex-shérif Rouleau, au moment de sa destitution....	61
Etat concernant le journal illustré d'agriculture.....	63
Distribution des Statuts de la Puissance.....	74
Bills qui ont originé au Conseil législatif.....	76
Chauffage des bâtisses du gouvernement.....	76
Règles faites par le juge de la Cour Supérieure au sujet des élections contestées.....	76
Bill pour compléter l'acte abolissant le double mandat.....	153
Dépenses du Conseil législatif.....	153
Monument à Jacques-Cartier.....	187
Compagnie d'assurance contre le feu du comté de Joliette....	189, 195
Dispositions <i>ultra vires</i> du code municipal et de la loi des licences.....	194

	Page
Livres achetés et donnés en prix par le département de l'Instruction publique.....	194
Recouvrement de \$1996.92 de l'ex-shérif Rouleau de Rimouski.....	219
Bill concernant les employés publics.....	219
Echange de la "Gazette Officielle de Québec" pour la "Gazette Officielle du Canada".....	227
Comité spécial chargé de s'enquérir de l'administration du département de l'Instruction Publique.....	228
Correspondance entre le gouvernement et le docteur Tasche-reau, coroner du district de Beauce.....	229
Immigration et repatriement.....	241
Election de Chambly.....	254
Droits de timbres prélevés dans le district judiciaire de Kamou-raska.....	262
Motion de confiance-Irvine.....	264
Destitution de Polycarpe Langlois, greffier de la Cour de Circuit et inspecteur des licences pour le district de Rimouski.....	275
Destitution de F. M. Dérome, protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de Rimouski.....	275
Destitution de J. A. Rouleau, shérif pour le district de Rimouski.....	275
Etat détaillé de la somme de \$3,525.20 payé à V. Taché, écr., shérif pour le district de Kamou-raska.....	277
Contrat pour l'ameublement de l'Ecole-Normale Jacques-Cartier, à Montréal.....	278
Administration du bureau du trésor en ce qui concerne les licences.....	279
Etat financier du Surintendant de l'Instruction publique.....	311
Parachèvement de la Section-Est du chemin de fer de Q. M. O. & O.....	311
Etat des sommes payées à W. E. Blumhart, papetier.....	312
Résolutions concernant les règlements de la chambre.....	312
Projet de loi concernant le service civil.....	313
Liste des employés du chemin de fer de Q. M. O. et O.....	355
Projet de loi pour réduire le salaire des employés publics.....	360
Dépenses de la législature de Québec.....	362
Projets de loi originés au Conseil législatif.....	363
Durée des deux dernières sessions.....	363

	Page
Plaintes portées contre Delle. Clara Bérubé, ci-devant institutrice de la paroisse de Trois-Pistoles.....	363
Contrat relatif à l'appareil de chauffage des édifices publics.....	364
Etat des dépenses de la Législature de Québec.....	364
Motion concernant la difficulté pendante entre le Conseil législatif et l'Assemblée législative.....	366
Changements faits dans le cabinet pendant la vacance.....	382

Gauthier M.

Adresse en réponse au discours du trône.....	40
Remise des intérêts et des rentes d'occupation aux colons des différents townships de la province de Québec.....	62
Distribution des octrois de colonisation.....	62
Promesse d'emploi public à F. Voligny.....	156
Remise du prêt de grain de semence aux municipalités de Chicoutimi et Charlevoix.....	250
Administration du bureau du trésor en ce qui concerne les licences.....	279
Sur la colonisation.....	320
Crédit en faveur de la famille de feu l'hon. M. Bachand.....	340

Houde M.

Nomination d'un conjoint à M. J. A. Blondin, régistreur de la division d'enregistrement de Nicolet.....	277
---	-----

Irvine Hon.

Election de Chambly.....	69
Destitution du lieutenant-gouverneur.....	109
Admonition de l'hon. M. Joly.....	144
Affaire de la ferme N. D. des Anges.....	150, 151
Abolition de la qualification foncière.....	155
Inspection du bureau du shérif d'Arthabaska.....	157
Rapport du comité d'enquête sur l'affaire de la ferme de N. D. des Anges.....	195, 345
Motion de confiance.....	263
Projet de loi concernant l'Instruction publique.....	341, 357
Réponse à une adresse concernant le shérif de district d'Arthabaska.....	35

Page	Page
Mission de l'hon M. Joly en Angle- terre..... 358	P'agriculture et des Travaux Publics..... 249
Joly Hon.	Distribution des argents de colo- nisation..... 249, 251
Adresse en réponse au discours du trône..... 14	Chemins de colonisation dans cer- tains comtés de la Province..... 249
Ecrit publié dans le <i>Witness</i> de Montréal, sur le résultat de sa mission en Angleterre..... 39	Remise du prêt de grains de se- mençe aux municipalités de Chi- coutimi et Charlevoix..... 250
Election de Chambly..... 41, 68	Réclamations des sous-entrepre- neurs du chemin de fer de Q. M. O. & O..... 251
Pont sur la rivière des Prairies..... 56	Ligne du chemin de fer de cein- ture à Trois-Rivières..... 251
Journal illustré d'agriculture..... 63	Bâtisse de l'hôtel Farmer..... 251
Destitution du lieutenant-gouver- neur..... 70	Manufacture de superphosphate.. 251
Adresse de bienvenue à S. E. le marquis de Lorne et à S. A. R. la princesse Louise..... 76	Ciment employé dans la construc- tion du pont du chemin de fer entre Hull et Ottawa..... 252, 262
Article du <i>Canadien</i> sur l'affaire de la ferme N.-D. des Anges.... 112	Affaire Dame Mary Eleonore Wes- cot..... 252
A propos de l'adresse votée au Gouverneur-Général en rapport avec la destitution de M. Letel- lier..... 140	Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs..... 253
Paiement des volontaires pour l'émence à Québec en 1878..... 141	Motion de confiance-Irvine 263, 264, 265
Destitution du Dr. Désaulniers.... 143	Résolutions concernant l'octroi ac- cordé à la compagnie du che- min de fer de Québec et du Lac Saint-Jean..... 268, 275
Affaire de la ferme N.-D. des Anges..... 143, 152	Soumissions concernant la cons- truction d'un chemin de fer reliant le chemin de fer du Nord avec le chemin de fer du Canada Central..... 274
Projet de loi relatif aux chemins à barrières à Montréal..... 152, 153	Requêtes des cultivateurs des comtés de St. Maurice et Maski- nongé..... 275
Paiement à la corporation de Québec..... 158	Distribution des argents de coloni- sation dans certains comtés de la Province..... 275
Monument à Jacques-Cartier..... 187	Empierrement des chemins du comté de Beauharnois..... 276
Ecole Normale Jacques-Cartier.... 187	Contrat pour l'ameublement de l'école normale Jacques-Cartier à Montréal..... 277
Location des bâties occupées actuellement par l'Ecole Nor- male Jacques-Cartier..... 187	Construction du chemin de fer de ceinture à Trois-Rivières..... 280
Sa mission en Angleterre..... 188, 189	Organisation de l'Instruction pu- blique..... 288
Reproches contre les membres du conseil des arts et manufactures. 189	Paiements en rapport avec la construction du chemin de fer de Q. M. O. & O..... 293, 294
Réduction du salaire du surinten- dant de l'Instruction publique. 189	Octroi du chemin de fer de Lévis et Kennébec..... 294
Sur l'exposé financier..... 189, 217	Sur l'exposé financier..... 304
Avis de la destitution de M. Letel- lier..... 218	Construction du chemin de fer de Q. M. O. & O..... 305
Rapport de Walter Shanley, com- missaire enquêteur..... 227	Arrangements avec la compagnie du chemin de fer de Montréal, Portland et Boston..... 305
Octroi de la colonisation pour cer- tains comtés de la province de Québec..... 228	Octroi à la compagnie du chemin de fer de Montréal, Portland et Boston..... 305
Copie de la correspondance entre le gouvernement et le Dr. Tas- chereau coroner du district de Beauce..... 228	Paiement de la coupe des terres
Résolutions relatives au chemin de fer de Q. M. O. & O..... 229	
Soumissions pour l'appareil de chauffage des édifices publics.. 240	
Soumissions pour la construction d'un palais de justice à Québec. 240	
Immigration et repatriement..... 241	
Projet de loi pour amender l'acte concernant le département de	

sur une partie du chemin de fer de Montréal, Portland et Boston.	306
Prolongement du chemin de fer de Q. M. O. & O. dans le comté de Pontiac.....	306
Achat de la propriété Farmer, à Trois-Rivières.....	311
Arrangement avec la compagnie du chemin de fer du Canada Central.....	311
Subside accordé à la compagnie du chemin de fer Lévis et Kennebec.....	311
Parachèvement de la section-Est du chemin de fer de Q. M. O. & O.	312
Sur la colonisation.....	323
Projet de loi pour le règlement du fond d'emprunt municipal.....	336
Abolition du Conseil législatif.....	336
Mesure concernant l'empierrement des chemins.....	337
Affaire des <i>nut-locks</i>	338, 339, 355
Coût des travaux pour terminer le chemin de fer de Q. M. O. & O.	353, 354
Changement dans le contrat pour la construction du chemin de fer de Q. M. O. & O.....	355
Etablissement d'une manufacture de sucre de betterave.....	355
Résolution concernant la colonisation.....	356
Sa mission en Angleterre.....	358
Parachèvement des travaux sur le chemin de fer de Q. M. O. & O..	360
Motion de non-confiance Chapleau	361
Liste des ingénieurs employés sur le chemin de fer de Q. M. O. & O.	362
Prolongement du chemin de colonisation sur le côté nord de la rivière St-Laurent jusqu'à la Pointe des Monts.....	363
Location du chemin de fer de Q. M. O. & O.....	364
Somme payée pour la pose des "Nut locks.".....	366
Difficulté pendante entre le Conseil législatif et l'Assemblée législative.....	366
Ajournement au 28 octobre.....	367
Résolutions relatives au bill des subsides.....	368, 370
Changements faits dans le cabinet pendant la vacance.....	382
Sa correspondance avec le lieutenant-gouverneur.....	389
Formation du nouveau cabinet....	391

Laberge M.

Journal illustré d'agriculture.....	63
Etats détaillés concernant les écoles normales.....	147, 223

Lafontaine M. (Sheffield).

Licence accordant à l'hon. A. R. C. DeLéry le droit d'exploiter les mines d'or de la seigneurie de Vaudreuil.....	153
---	-----

Lafontaine M. (Napierville).

Adresse en réponse au discours du trône.....	41
Enquête sur le paiement de \$2,522 fait à H. Beauvais.....	148
Sur l'exposé financier.....	222

Langelier M. (Montmorency).

Etat des confiscations faites par le département des Terres de la Couronne depuis 1873.....	61
Destitution du lieutenant-gouverneur.....	123
Documents en rapport avec l'Instruction publique.....	295
Motion relative à la difficulté pendante entre le Conseil législatif et l'Assemblée législative.....	366

Langelier Hon.

Adresse en réponse au discours du trône.....	24
Election de Chambly.....	49, 69
Loi concernant les hypothèques et l'enregistrement.....	64
Projet de loi amendant l'acte des licences.....	74
Vote urgent de certains crédits..	111
Trop grand nombre d'amendements au code municipal.....	112
Dépenses des élections de mai 1878.....	142
Admonition de l'hon. M. Joly.....	146
Affaire de la ferme de N.-D. des Anges.....	151
Date de l'exposé financier.....	152
Abolition de la qualification foncière.....	155
Projet de loi concernant le barreau de la province de Québec..	157, 225
Production des réponses à certaines adresses.....	158
Dispositions <i>ultra vires</i> du code municipal et de la loi des licences.....	194
Bill concernant le fonds consolidé des chemins de fer.....	219
Bill concernant les dépôts judiciaires.....	219
Réduction du crédit pour l'Instruction publique.....	222
Résolutions relatives au chemin de fer de Q. M. O. & O.....	236
Immigration et repatriement.....	241
Exposé financier 160, 247, 243, 260, 261	

	Page
Chemins de colonisation dans certains comtés de la Province.....	249
Droits de timbres prélevés dans le district judiciaire de Kamouraska.....	262
Taxes payées par les justiciables du district de Montréal.....	262
Résolutions concernant l'octroi accordé à la compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac St. Jean.....	269
Montant total des recettes et des paiements de la Province pour l'année 1878-79.....	274
Mandat émis depuis le 30 juin.....	275
Echéance des intérêts sur les débentures de la cité de Trois-Rivières.....	276
Echéance des intérêts sur les débentures de la cité de Québec.....	276
Contrat pour l'ameublement de l'école normale Jacques-Cartier, à Montréal.....	277
Construction du chemin de fer de ceinture à Trois-Rivières.....	287
Etat des recettes et des dépenses de la Province du 11 juillet au 11 août.....	289
Changement du comité des comptes publics en un comité spécial.....	292
Construction du chemin de fer de Q. M. O. & O.....	305
Rapport du comité des subsides sur le crédit pour le département des Terres de la Couronne.....	309
Résolutions concernant les licences.....	310, 315
Sommes payées par les coroners pendant les deux années finissant le 30 juin 1879.....	310
Sur la colonisation.....	334
Bill des subsides.....	341, 360
Somme payée pour la pose des nut-locks.....	366

Lavallée M.

Coût des deux termes de la Cour Criminelle pour Joliette en 1878 et 1879.....	143
---	-----

LeCavalier M.

Mesure concernant l'empierrement des chemins.....	337
---	-----

Loranger M.

Adresse en réponse au discours du trône.....	21
Écrit publié dans le <i>Witness</i> de Montréal, sur le résultat de la mission de l'hon. M. Joly en Angleterre.....	39
Construction d'un pont sur la	

	Page
rivière des Prairies au village de St. Vincent de Paul.....	56
Construction de la voie ferrée sur l'Isle Jésus.....	57
Rapports mensuels des ingénieurs du gouvernement sur le chemin de fer de Q. M. O. & O.....	58
Nomination de J. E. Robidoux.....	58
Election de Chambly.....	63
Correspondance entre le département des Travaux Publics et les entrepreneurs du chemin de fer de Q. M. O. & O.....	76
Destitution du lieutenant-gouverneur.....	115
Distribution des votes et délibérations.....	144
Affaire de la ferme N. D. des Anges.....	151
Abolition de la qualification foncière.....	154
Compagnie d'assurance contre le feu du comté de Joliette.....	195
Réduction du crédit pour l'Instruction publique.....	223
Destitution de J. F. Bachand, registraire du comté de Bagot.....	226
Motion de confiance-Irvine.....	263, 266
Projet de loi concernant la juridiction des cours civiles de Québec, Montmagny et Beauce.....	268
Contrat pour l'ameublement de l'école normale Jacques-Cartier, à Montréal.....	277, 278
Correspondance entre le gouvernement et la compagnie du chemin de fer de Québec et du lac St. Jean.....	279
Construction du chemin de fer de ceinture à Trois-Rivières.....	283
Projet de loi concernant l'Instruction publique.....	357
Réponse à une adresse concernant le shérif du district d'Arthabaska.....	358
Location du chemin de fer de Q. M. O. & O.....	364
Ajournement au 28 octobre.....	367

Lynch M.

Réclamation de Daniel Austin.....	75
Codification du code municipal.....	112
Destitution du lieutenant-gouverneur.....	114
Affaire de la ferme N. D. des Anges.....	151
Démission de M. W. Whitman.....	160
Projet de loi concernant l'Instruction publique.....	342
Résolutions relatives au bill des subsides.....	369, 374

Magnan M.

Distribution de l'octroi pour la colonisation.....	61
--	----

	Page
Subsides au chemin de fer des Laurentides.....	141
Etat des argents payés au chemin de fer des Laurentides.....	194
Distribution des argents de colonisation.....	251
Travaux d'arpentages dans le comté de Montcalm.....	311
Sur la colonisation.....	316, 323

Marchand Hon.

Affaire de la ferme N. D. des Anges.....	113, 149, 150
Dstitution de Didace Tassé.....	143
Rapport du commissaire des Terres de la Couronne.....	146
Election de Chambly.....	219
Arpentage et chemin de colonisation à St-Bernard, comté de Maskinongé.....	227
Remise de 25% d'arrérages aux censitaires de la seigneurie de La Prairie de la Madeleine.....	262
Application du système cadastral au comté de Huntingdon.....	274
Résolutions concernant les mines de phosphates.....	295
Rapport du comité des subsides sur le crédit pour le département des Terres de la Couronne.....	309
Abolition de la place de garde-forestier.....	311
Travaux d'arpentage dans le comté de Montcalm.....	311
Démission des gardes forestiers....	354

Mathieu M.

Paiements faits aux voies ferrées de la Province.....	57
Etat des dépenses de la province depuis le 30 juin 1878 jusqu'au 30 juin 1879.....	57
Etat des emprunts.....	57
Etat des employés publics.....	57
Correspondance au sujet de l'administration de la justice.....	57
Etat des sommes payées au fonds d'emprunt municipal.....	59
Etat des sommes dues à la province comme partie du fonds d'emprunt municipal.....	59
Soumissions pour la location du chemin de fer de Q. M. O. & O.....	59
Révocation de la commission pour la refonte des statuts provinciaux.....	61
Augmentation du droit sur les procédures pour rembourser à la Province la somme employée à la reconstruction du palais de justice à Québec.....	61

	Page
Ordre en conseil se rattachant au chemin de fer de Q. M. O. & O.....	62
Règlements faits pour la sûreté dans les théâtres et autres édifices publics.....	63
Lois concernant les hypothèques et l'enregistrement.....	64
Election de Chambly.....	67, 69
Démission du lieutenant-gouverneur.....	70, 101
Collège des médecins et chirurgiens.....	74
Projet de loi pour autoriser les corporations municipales à employer les fonds d'amortissement au rachat des débentures.....	143
Projet de loi pour le renvoi à la Cour Suprême en certains cas.....	152
Projet de loi amendant le Code Civil à propos de l'enregistrement.....	153
Arbitrage pour les réclamations de M. Duncan McDonald.....	156
Bureau d'arbitrage pour la province de Québec.....	156
Sur l'exposé financier.....	201, 248
Rapport de Walter Shanley, commissaire enquêteur.....	227
Etat indiquant les sommes payées à certaines compagnies de chemin de fer.....	228
Soumissions pour l'appareil de chauffage des bâties des départements.....	240
Contrat pour les édifices des départements.....	240
Ligne du chemin de fer de ceinture à Trois-Rivières.....	251
Bâtisse de l'hôtel Farmer.....	251
Manufacture de superphosphate.....	251
Pont du chemin de fer entre Hull et Ottawa.....	251
Affaire Dame Mary Eléonore Westcot.....	252
Actes de vente entre Henry Hogan, Edouard Beauford et Sa Majesté, Calixte Duprat et Sa Majesté.....	262
Motion de confiance-Irvine.....	267
Soumissions concernant la construction d'un chemin de fer pour relier le chemin de fer du Nord et le chemin de fer du Canada Central.....	274
Montant total des recettes et des paiements de la Province pour l'année 1878-79.....	274
Echéance des intérêts sur les débentures des cités de Québec et de Trois-Rivières.....	276
Documents se rapportant au règlement du prêt aux incendies de Québec.....	276

	Page
Documents se rapportant à la construction du pont entre Hull et Ottawa.....	276
Documents se rapportant à l'aide promise pour la colonisation du pays.....	276
Documents se rapportant au règlement des réclamations de la Province contre les municipalités pour la construction du chemin de fer de Q. M. O. & O.....	276
Correspondance concernant la location des chemins de fer du gouvernement.....	276
Contrat pour la construction des édifices publics.....	276
Paiement en rapport avec la construction du chemin de fer de Q. M. O. & O.....	293, 394
Arrangement entre le gouvernement et la compagnie du chemin de fer de Montréal, Portland et Boston.....	295
Construction du chemin de fer de Q. M. O. & O.....	305
Résolutions concernant les licences.....	310
Sommes payées par les coroners pour les deux années finissant le 30 juin 1879.....	310
Achat de la propriété Farmer à Trois-Rivières.....	310
Arrangement avec la compagnie du chemin de fer du Canada Central.....	311
Résolutions relatives au chemin de fer de Q. M. O. & O.....	314
Résolutions concernant les licences.....	336
Projet de loi pour le règlement du fonds d'emprunt municipal.....	336
Coût des travaux pour terminer le chemin de fer de Q. M. O. & O.....	353, 354
Copies des vieux actes et documents des greffes.....	355
Changement dans le contrat pour la construction du chemin de fer de Q. M. O. & O.....	355
Etablissement d'une manufacture de sucre de betterave.....	355
Chemin de fer de colonisation du nord de Montréal et de la rive nord.....	355
Projet de loi concernant la saisie et la vente des chemins de fer.....	360
Liste des ingénieurs employés sur le chemin de fer de Q. M. O. & O.....	362
Résolutions relatives au bill des subsides.....	368, 388

McShane M.

Adresse en réponse au discours du trône.....	41
Mouvement du trafic sur le chemin de fer de Q. M. O. & O.....	156
Résolutions relatives au chemin de fer de Q. M. O. & O.....	239
Election de Chambly.....	255
Changements faits dans le cabinet pendant la vacance.....	386

Meikle M.

Réclamations des sous-entrepreneurs du chemin de fer de Q. M. O. & O.....	250
---	-----

Mercier Hon.

Election de Chambly.....	66
Destitution du lieutenant-gouverneur.....	70
Nomination de M. Nault comme registrateur.....	147
Affaire de la ferme de N.-D. des Anges.....	151
Rapport du comité sur les règles de la chambre.....	151
Projet de loi pour bref d'injonction en certains cas.....	157
Projet de loi pour amender les statuts refondus du Bas-Canada, en ce qui concerne la Cour du Banc de la Reine.....	187
Inspection des écoles.....	187
Correspondance au sujet de la tenue d'un terme de la Cour Criminelle pour le district d'Ottawa.....	188
Projet de loi concernant les enquêtes des coroners.....	219, 306
Destitution de J. E. Bachand, registrateur du comté de Bagot... ..	226
Correspondance entre le gouvernement et le docteur Tascheau, coroner du district de Beauce.....	229
Motion de confiance-Irvine.....	263, 266, 267
Projet de loi concernant l'Instruction Publique.....	290, 291, 341, 357
Sur l'exposé financier.....	299
Copie des vieux actes et documents des vieux greffes.....	355
Projet de loi pour confirmer les bills sanctionnés.....	368, 370
Résolutions relatives au bill des subsides.....	386, 387

Molleur M.

Comité pour amender les lois concernant les hypothèques et l'enregistrement.....	63
Sur l'exposé financier.....	200

	Page		Page
Murphy M.		Taxes payées par les justiciables du district de Montréal.....	262
Construction du chemin de fer de ceinture à Trois-Rivières.....	287	Destitution de Hyppolite Corneiller, officier du revenu pour le comté de Joliette.....	262
Nelson M.		Arrangement avec la compagnie du chemin de fer de Montréal, Portland et Easton.....	305
Projet de loi concernant l'Instruction Publique.....	345	Octroi à la compagnie du chemin de fer de Montréal, Portland et Boston.....	305
Paquet M.		Paiement de la coupe des terres sur une partie du chemin de fer de Montréal, Portland et Boston.....	305
Font de la Chaudière.....	61	Prolongement de la ligne du chemin de fer de Q. M. O. & O., dans le comté de Pontiac.....	306
Copie de la correspondance au sujet de la reconstruction du pont sur la rivière Chaudière....	74	Abolition de la place de garde-forestier.....	311
Etat des sommes payées pour la codification.....	76		
Octroi à la compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennébec....	294		
Picard M.		Price M.	
Augmentation du subside pour la colonisation.....	141	Prolongement du chemin de colonisation sur le côté nord de la rivière St. Laurent jusqu'à la Pointe des Monts.....	362
Augmentation du subside du chemin de fer de Missisquoi et Black River Valley Railroad....	141		
Octroi de la colonisation pour certains comtés de la Province.....	228	Racicot M.	
Sur la colonisation.....	241	Adresse en réponse au discours du trône.....	5
Chemins de colonisation dans certains comtés de la Province.....	249	Destitution du Lieutenant-Gouverneur.....	117
Résolution concernant l'octroi accordé à la compagnie du chemin de fer de Québec et du lac St. Jean.....	268	Rapport fait par H. W. Whitman.....	143
Distribution des argents de colonisation dans certains comtés de la Province.....	275	Affaire de la ferme N.-D. des Anges.....	152
Chemin de fer de la rive sud du St. Laurent.....	335	Abolition de la qualification foncière.....	156
Démission des gardes-forestiers....	354	Construction du chemin de fer de ceinture à Trois-Rivières.....	284
Poirier, M.			
Subside accordé à la compagnie du chemin de fer Lévis et Kennebec.....	311	Rinfret M.	
Préfontaine, M.		Nomination d'un assistant au juge Holt.....	142
Abolition du dépôt de livres.....	141	Construction du chemin de fer de ceinture à Trois-Rivières.....	257
Inspection des écoles.....	187		
Correspondance au sujet de la tenue d'un terme de la Cour Criminelle dans le district d'Ottawa.....	187	Robertson Hon.	
Coût des deux termes de la Cour Criminelle de septembre 1877 et mars 1878 pour le district de Joliette.....	188	Emprunts faits pour la construction du chemin de fer de Q. M. O. & O.....	58
Destitution de J. C. Bachand, registraire du comté de Bagot.....	226, 262	Liste des mandats spéciaux émis depuis le 2 mars 1878.....	58
Copie de la correspondance entre le gouvernement et le docteur Taschereau, coroner du district de Beauce.....	228	Admonition de l'Hon. M. Joly....	145
		Mission de l'Hon. M. Joly en Angleterre.....	188
		Sur l'exposé financier 196, 247, 255, 261	223
		Les écoles normales.....	223
		Résolutions relatives au chemin de fer de Q. M. O. & O.....	230
		Résolutions concernant les licences.....	310
		Sur l'inspection des écoles.....	335

Ross Hon.

	Page
Lois concernant les hypothèques et l'enregistrement.....	64
Election de Chambly.....	69
Projet de loi pour pourvoir à l'institution en cette province de poursuites contre la Couronne par pétition de droit.....	111
Codification du code municipal....	112
Désistement du Lieutenant-Gouverneur.....	115
Terme de la Cour aux Isles de la Madeleine.....	249
Administration de la justice dans les comtés de Gaspé et Bonaventure.....	249
Contrat pour l'ameublement de l'école normale Jacques-Cartier à Montréal.....	278
Copies de documents dans le bureau des protonotaires du district de Trois-Rivières	292
Résolutions relatives au bill des subsides.....	387

Shehyn M.

Construction du chemin de fer de ceinture à Trois-Rivières.....	287
Organisation de l'Instruction publique	288

St. Cyr M.

Poursuites contre les censitaires du comté de Champlain.....	142
Sommes payées au registrateur du comté de Champlain.....	159
Remises des arrérages aux censitaires des seigneuries des Jésuites.....	159
Rapport concernant le chemin de fer de Québec et du lac St. Jean.....	159
Ecole normale Jacques-Cartier, à Montréal.....	187
Location des bâtisses actuellement occupées par l'école normale Jacques-Cartier.....	187
Résolutions concernant l'octroi accordé à la compagnie du chemin de fer de Québec et du lac St. Jean.....	273
Sur la colonisation.....	329

Taillon M.

Localisation des ateliers du chemin de fer de Q. M. O. & O.....	74
Contrat pour l'ameublement de l'école normale Jacques-Cartier, à Montréal.....	76, 277, 278
Affaire de la ferme Notre-Dame des Anges.....	151
Abolition de la qualification foncière.....	155

	Page
Sommes payées à Joseph Cloran...	159
Soumissions pour le contrat de la viande à la prison des hommes à Montréal	188
Pose des <i>nut locks</i> sur le chemin de fer de Q. M. O. & O.....	263
Motion de confiance—Irvine.....	267
Résolutions concernant l'octroi accordé à la compagnie du chemin de fer de Québec et du lac St. Jean.....	269
Construction du chemin de fer de ceinture à Trois-Rivières....	286, 287
Résolutions relatives au chemin de fer de Q. M. O. & O.....	313
Affaires des <i>nut locks</i>	355, 365, 366

Tarte M.

Adresse en réponse au discours du trône.....	29
Copies des plaintes faites contre Alexis Paquet, de St. Frédéric, Beauce.....	56
Correspondance relative au No. 27 dans le township de Thetford.....	56
Dépenses des détachements de milice en 1878.....	56
Remises faites aux MM. Hall.....	56
Cancellations par le département des Terres de la Couronne.....	56
Etat des dépenses faites par le département des chemins de fer.....	58
Soumissions pour l'appareil de chauffage des édifices publics.....	58, 240, 363.
Etat du montant payé à G. J. Elliot en rapport avec l'arrestation de G. Bartley	75
Correspondance relative à la ferme N. D. des Anges... 112, 113, 143, 144, 148, 150, 151, 152	
Mission de l'Hon. M. Joly en Angleterre.....	188
Sur l'exposé financier.....	220
Copie de la correspondance entre le gouvernement et T. Parent de Beauport.....	228
Copie de la correspondance entre le gouvernement et le docteur Taschereau coroner du district de Beauce.....	223
Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs.....	253
Contrat pour l'ameublement de l'école normale Jacques-Cartier, à Montréal.....	278
Projet de loi concernant l'Instruction Publique.....	291
Copie des documents dans le bureau des protonotaires du district de Trois-Rivières.....	292

	Page		Page
Employés publics entrés à l'emploi du gouvernement depuis le 2 mars 1878.....	295	tion des greffes du district de Montréal	60
Affaire des <i>nut-locks</i>	339	Comité spécial pour examiner les projets de loi amendant le code municipal	112
Watts M.		Destitution du lieutenant-gouver- neur.....	123
Lettres patentes octroyées à la "British American Land Com- pany"	312	Admonition de l'Hon. M. Joly.....	146
Projet de loi pour amender le code municipal	360	Abolition de la qualification fon- cière.....	154
Wurtele M.		Divisions dans lesquelles le sys- tème cadastral est en vigueur...	160
Adresse en réponse au discours du trône.....	55	Réponse du Gouverneur-Général à l'adresse concernant la destitu- tion de M. Letellier.....	195
Mise à la retraite de G. M. Muir, greffier de l'Assemblée Législa- tive.....	60, 359	Ciment employé dans la construc- tion du pont du chemin de fer, entre Hull et Ottawa....	251, 262, 277
Etat indiquant les noms des juges de paix.....	60	Projet de loi concernant l'Instruc- tion Publique.....	345, 357
Etat du fonds créé pour la con- struction du palais de justice à Montréal	60	Octroi accordé à certains comtés à même le fonds municipal.....	364
Rapport des commissaires nommés pour s'enquérir de l'administra-		Construction du palais de justice, à Montréal.....	365
		Projet de loi pour confirmer les bills sanctionnés.....	368, 370

INDEX

DES

DÉBATS DU CONSEIL LÉGISLATIF

DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

	Page		Page
Archambault, Hon. M.		Projet de loi concernant les écoles catholiques de Montréal.....	43
Prise en considération du discours du trône.....	1, 11	Projet de loi concernant les renvois à la Cour Supérieure.....	13, 4)
Réception des pétitions pour bills privés.....	14	Projet de loi pour amender l'acte d'agriculture.....	41
Cérémonies en usage pour la transmission des messages.....	16	Projet de loi concernant le droit de vote.....	45
Résolutions concernant l'affaire Letellier.....	20, 22	Contrat pour la pose des <i>nut-locks</i>	46
Bills du gouvernement.....	24	Projet de loi amendant la charte de la ville de Montréal.....	45
Projet de loi pour amender l'acte des chemins de fer de Québec..	25	Projet de loi pour exempter de la saisie les gages des journaliers...	47
Projet de loi pour pourvoir à l'institution de poursuites contre la Couronne.....	25	Projet de loi concernant les enquêtes des coroners.....	47
Troisième rapport du comité des comptes contingents.....	26, 27	Projet de loi concernant le chemin de fer de Q. M. T. & O.....	50
Projet de loi pour amender l'article 2093 du code civil.....	33	Projet de loi pour encourager les sociétés de colonisation.....	51
Projet de loi pour étendre les limites du comté de Kamouraska	35	Projet de loi pour amender certains articles du code civil.....	52
Projet de loi pour amender l'acte 51 des statuts refondus concernant les cours d'eau.....	35	Résolutions concernant les subsides.....	66, 73
Projet de loi pour amender les lois d'hypothèques et d'enregistrement.....	37	Motion demandant une conférence avec l'Assemblée législative.....	76, 77
Projet de loi pour réduire les frais d'enregistrement.....	38	Deuxième lecture du bill des subsides.....	89, 90
Projet de loi pour amender l'acte des clauses générales des corporations de villes.....	39	Beaudry Hon. M.	
Projet de loi concernant certains lots dans le canton de Grenville.	40	Adresse en réponse au discours du trône.....	9
Projet de loi concernant l'étude des professions libérales.....	41, 42	Deuxième rapport du comité des comptes contingents.....	17
		Troisième rapport de comité des comptes contingents....	23, 25, 23, 27

Page

Correspondance concernant le lot No. 27 dans le canton de Thetford.....	23, 24, 28, 33, 37
Projet de loi pour amender l'acte des chemins de fer de Québec..	24
Projet de loi pour pourvoir à l'institution de poursuites contre la Couronne.....	25
Projet de loi pour abroger l'acte de cette province 39 Vict. chap. 43 intitulé: "Acte pour détacher une certaine partie du comté de Bellechasse et l'annexer au comté de Montmagny." ..	29
Correspondance entre le gouvernement et le coroner du district de Beauce.....	31, 34, 37
Projet de loi pour amender l'article 32 du code civil.....	32, 33, 34
Cinquième rapport du comité des comptes contingents.....	33
Projet de loi pour autoriser H. Dion Young à pratiquer la profession de dentiste.....	34, 35, 37, 39
Projet de loi pour amender l'acte 51 des statuts refondus concernant les cours d'eau.....	35
Projet de loi concernant la compagnie du gaz de Montréal.....	36, 37
Projet de loi concernant les chemins à barrières de Montréal.....	39
Projet de loi pour amender l'acte des clauses générales des corporations de villes.....	39
Projet de loi concernant certains lots dans le canton de Grenville.	40
Etat des recettes et des dépenses des barrières sur les chemins conduisant à Montréal.....	40
Sixième rapport du comité des comptes contingents.....	40
Projet de loi concernant la liquidation volontaire des compagnies à fonds social.....	41
Projet de loi concernant les écoles catholiques de Montréal.....	42, 43
Projet de loi pour amender l'article 556 du code de procédure civile.....	44, 47
Contrat pour la pose des <i>nut locks</i>	45
Projet de loi concernant le chemin de fer de Q. M. O. & O.....	50
Projet de loi pour amender l'acte des licences.....	51, 52
Projet de loi pour amender certains articles du code civil.....	52
Projet de loi concernant l'Instruction Publique.....	52, 57
Résolutions concernant les subsides.....	70
Rapport du comité sur l'affaire des <i>nut locks</i>	78

Page

Mise à la retraite de certains employés du Conseil.....	96
DeBoucherville Hon. M.	
Adresse en réponse au discours du trône.....	2, 11
Adresse de félicitation à S.E. le Gouverneur-Général et à S. A. R. la princesse Louise.....	14
Cérémonies en usage pour la transmission des messages.....	16
Résolutions concernant l'affaire Letellier.....	18, 19, 20, 21
Bills du gouvernement.....	24
Projet de loi pour amender l'acte des chemins de fer de Québec...	25
Projet de loi pour pourvoir à l'institution de poursuites contre la Couronne.....	25, 28
Troisième rapport du comité des comptes contingents.....	26
Projet de loi pour abroger l'acte intitulé: "Acte pour détacher une certaine partie du comté de Bellechasse et l'annexer au comté de Montmagny" ..	29, 31
Projet de loi pour amender l'article 2098 du code civil.....	32, 33
Projet de loi concernant les asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement.....	34, 35, 36
Projet de loi pour amender l'acte 51 des statuts refondus concernant les cours d'eau.....	35
Projet de loi pour amender l'acte des clauses générales des corporations de villes.....	39
Projet de loi concernant les professions libérales.....	40, 41, 42
Projet de loi concernant les renvois à la Cour Suprême.....	43, 46
Projet de loi pour amender l'article 556 du code de procédure civile.....	41
Projet de loi pour amender l'acte d'agriculture.....	45
Projet de loi concernant le droit de vote.....	45
Projet de loi autorisant la construction du pont vis-à-vis de Hull.....	45
Contrat pour la pose des <i>nut locks</i>	46
Projet de loi pour exempter de la saisie les gages des journaliers..	47
Projet de loi concernant les enquêtes des coroners.....	47
Projet de loi concernant le chemin de fer de Q. M. O. & O.....	48
Projet de loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle...	51
Projet de loi concernant le fonds consolidé des chemins de fer....	52

	Page
Projet de loi concernant les li- cences.....	52
Projet de loi concernant l'Instruc- tion Publique.....	52, 57
Résolutions concernant les sub- sides.....	66, 70
Message du lieutenant-gouver- neur.....	75
Motion demandant une confère- nce avec l'Assemblée législa- tive.....	76, 77
Difficulté pendante entre le Con- seil et l'Assemblée législa- tive.....	81, 82, 83, 84, 96
Deuxième lecture du bill des sub- sides.....	90
Formation du nouveau cabinet...	96

Bryson, Hon. M.

Adresse en réponse au discours du trône.....	1, 2
Cérémonies en usage pour la trans- mission des messages.....	16
Résolutions relatives à l'affaire Letellier.....	21
Troisième rapport du comité des comptes contingents.....	27
Projet de loi pour amender l'ar- ticle 2098 du code civil.....	32
Projet de loi pour amender l'acte 51, des statuts refondus concer- nant les cours d'eau.....	36
Projet de loi pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Hull.....	38
Projet de loi pour amender l'ar- ticle 556 du code de procédure civile.....	44
Projet de loi concernant le droit de vote.....	45
Projet de loi pour exempter de la saisie les gages des journaliers..	47
Projet de loi concernant le chemin de fer de Q. M. O. & O.....	49
Deuxième lecture du bill des sub- sides.....	90

Dionne, Hon. M.

Projet de loi pour étendre les limites du comté de Kamou- raska.....	35
Destitution du Dr Martel.....	47

Ferrier Hon. M.

Adresse en réponse au discours du trône.....	2
Cérémonies en usage pour la trans- mission des messages.....	16
Résolutions concernant l'affaire Letellier.....	17, 21
Bills du gouvernement.....	24
Troisième rapport du comité des comptes contingents.....	27

	Page
Projet de loi concernant la compa- gnie du gaz de Montréal.....	37
Projet de loi concernant les pro- fessions libérales.....	40, 42
Projet de loi concernant les écoles catholiques de Montréal.....	43
Projet de loi pour amender l'article 556 du code de procédure civile.	44
Projet de loi concernant le droit de vote.....	45
Projet de loi amendant la charte de la ville de Montréal.....	46
Projet de loi pour exempter de la saisie les gages des journaliers...	47
Projet de loi concernant les en- quêtes des coroners.....	47

Gaudet Hon. M.

Résolutions concernant les sub- sides.....	73
---	----

Hearn Hon. M

Adresse en réponse au discours du trône.....	13
Projet de loi concernant les écoles catholiques de Montréal.....	43
Construction du nouveau palais de justice à Québec.....	46
Projet de loi pour exempter de la saisie les gages des journaliers..	47
Projet de loi concernant les licen- ces.....	52
Résolutions concernant les subsi- des.....	73
Deuxième lecture du bill des sub- sides.....	90

De La Bruère Hon M.

Prise en considération du discours du trône.....	1, 9
Frais de transport et séjour de la police provinciale à St. Hyacin- the.....	14
Services des volontaires lors de l'émeute de juin 1878.....	15
Mission de l'hon. M. Joly, en An- gleterre.....	15
Etat indiquant le nom et nombre des juges de paix nommés depuis le 2 mars 1878.....	15
Cérémonies en usage pour la trans- mission des messages.....	16
Etat du revenu des licences.....	17
Résolutions concernant l'affaire Letellier.....	17, 19
Correspondance concernant l'af- faire de la ferme N. D. des Anges.....	22, 23, 24
Nomination de T. S. Richer, comme protonotaire conjoint du district de St-Hyacinthe.....	24, 28

Page

Nomination de M. Laroche, comme régistrateur du comté de Bagot.....	24
Projet de loi pour amender l'acte des chemins de fer de Québec.....	24, 28
Destitution de certains membres du conseil des arts et manufactures de la province de Québec.....	28
Projet de loi pour abroger l'acte intitulé " Acte pour détacher une certaine partie du comté de Bellechasse et l'annexer au comté de Montmagny.....	29, 32
Accusation portée contre lui par l'hon. F. Langelier.....	29
Affirmage du chemin de fer de la rive Nord.....	31, 35
Projet de loi pour amender l'ar- ticle 2098 du code civil.....	32, 33, 34
Projet de loi pour amender l'acte 51 des statuts refondus concer- nant les cours d'eau.....	35
Projet de loi pour incorporer la municipalité de New-Liverpool.....	35
Documents concernant la mission de l'hon. M. Joly en Angleterre.....	40
Projet de loi concernant l'étude des professions libérales.....	41, 42
Projet de loi concernant les écoles catholiques de Montréal.....	43
Projet de loi concernant les ren- vois à la Cour Suprême.....	43, 46
Projet de loi pour amender l'ar- ticle 556 du code de procédure civile.....	44
Projet de loi concernant les en- quêtes des coroners.....	47
Projet de loi concernant la division des municipalités de canton.....	51
Projet de loi concernant l'Instruc- tion Publique.....	52
Résolutions concernant les subsi- des.....	66
Projet de loi amendant certains articles du code municipal.....	75
Projet de loi pour amender l'acte électoral.....	75
Projet de loi concernant la vente des biens appartenant à des in- capables.....	76
Projet de loi concernant les com- pagnies de construction.....	76
Deuxième lecture du bill des subsi- des.....	90

Laviolette Hon. M.

Adresse en réponse au li-cours du trône.....	14
Projet de loi pour amender l'acte 51 des statuts refondus concer- nant les cours d'eau.....	35
Projet de loi pour exempter de la saisie les gages des journaliers..	47

Page

Projet de loi concernant l'Instruc- tion Publique.....	74
LeMaire Hon. M.	
Deuxième rapport du comité des bills privés.....	17
Rapport du comité des bills pri- vés.....	23, 28
Rapport du comité des ordres per- manents.....	29
Projet de loi pour abroger l'acte intitulé " Acte pour détacher une certaine partie du comté de Bellechasse et l'annexer au comté de Montmagny".....	31
Projet de loi pour incorporer la municipalité de New-Liverpool.....	36
Projet de loi concernant la compa- gnie du gaz de Montréal.....	36
Projet de loi pour autoriser H. Dion Young à pratiquer la pro- fession de dentiste.....	37
Projet de loi pour amender l'acte d'incorporation de Hull.....	38
Projet de loi concernant la ville de Lévis.....	38
Projet de loi concernant la muni- cipalité de St. Sauveur.....	42
Projet de loi amendant la charte de la ville de Montréal.....	45

Rémillard Hon. M.

Adresse en réponse au discours du trône.....	2, 11
Résolutions concernant l'affaire Letellier.....	16, 17, 18, 19, 21
Projet de loi pour amender l'acte des chemins de fer de Québec.....	25
Projet de loi pour pourvoir à l'in- stitution de poursuites contre la Couronne.....	25
Troisième rapport du comité des comptes contingents.....	26, 27
Projet de loi pour abroger l'acte de cette province 39 Vict., chap. 43, intitulé : " Acte pour deta- cher certaine partie du comté de Bellechasse et l'annexer au comté de Montmagny ".....	29, 31
Projet de loi pour amender l'ar- ticle 2098 du code civil.....	32, 33
Projet de loi concernant les asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement.....	34
Projet de loi pour amender l'acte 51 des statuts refondus concer- nant les cours d'eau.....	35
Projet de loi pour amender l'acte des clauses générales des cor- porations de villes.....	39
Projet de loi concernant l'étude des professions libérales.....	40, 41, 42

	Page
Projet de loi pour empêcher les conseillers qui ont un siège au Sénat de siéger au Conseil.....	42
Projet de loi concernant les écoles catholiques de Montréal.....	42, 43
Projet de loi concernant les renvois à la Cour Suprême.....	43, 44, 46
Projet de loi pour amender l'article 556 du code de procédure civile.....	44
Projet de loi pour amender l'article 49 du code de procédure civile.....	44
Projet de loi pour amender l'acte d'agriculture.....	44, 46
Projet de loi concernant le droit de vote.....	45
Projet de loi concernant les enquêtes des coroners.....	47
Projet de loi concernant le chemin de fer de Q. M. O. & O.....	50
Projet de loi pour amender certains articles du code civil.....	52, 75
Résolutions concernant les subsides.....	70
Projet de loi concernant la chasse.	75
Rapport du comité d'enquête sur l'affaire des <i>nut locks</i>	80
Difficulté pendante entre le Conseil et l'Assemblée.....	83, 84

Ross Hon. M.

Adresse en réponse au discours du trône.....	1, 11, 12
Résolutions concernant l'affaire Letellier.....	16, 18, 20
Correspondance concernant l'affaire de la ferme de N. D. des Anges.....	24
Projet de loi pour amender l'acte des chemins de fer de Québec...	25
Troisième rapport du comité des comptes contingents.....	27
Projet de loi pour amender l'article 2098 du code civil.....	32
Projet de loi concernant les asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement.....	36
Projet de loi concernant la compagnie du gaz de Montréal.....	37
Correspondance concernant l'aménagement de l'Ecole Normale de Montréal.....	37, 38
Projet de loi concernant l'étude des professions libérales.....	41
Projet de loi concernant les écoles catholiques de Montréal.....	43
Projet de loi concernant les enquêtes des coroners.....	47
Projet de loi concernant le chemin de fer de Q. M. O. & O.....	49
Résolutions concernant les subsides.....	58, 59, 74

	Page
Projet de loi concernant la chasse.	75
Motion demandant une conférence avec l'Assemblée législative.....	76, 77
Difficulté pendante entre le Conseil et l'Assemblée.....	80, 81, 82, 83, 84
Deuxième lecture du bill des subsides.....	85, 90
Formation du nouveau cabinet....	96

Starnes, Hon. M.

Adresse en réponse au discours du trône.....	4, 12
Adresse de félicitation à S. E. le Gouverneur-Général et à S. A. R. la princesse Louise.....	14, 15
Frais de transport et séjour de la police provinciale à Saint-Hyacinthe.....	14
Services des volontaires lors de l'émeute de juin 1878.....	15
Mission de l'hon. M. Joly en Angleterre.....	15
Résolutions concernant l'affaire Letellier.....	20, 21
Correspondance concernant l'affaire de la ferme N. D. des Anges.....	23, 24
Projet de loi pour pourvoir à l'institution de poursuites contre la Couronne.....	25
Troisième rapport du comité des comptes contingents.....	27
Correspondance concernant la nomination de M. T. Richer, comme protonotaire conjoint de St-Hyacinthe.....	28
Destitution du lieutenant-gouverneur.....	28
Accusation portée contre l'hon. M. de LaBruère par l'hon. F. Langelier.....	31
Projet de loi pour amender l'article 2098 du code civil.....	34
Projet de loi concernant les asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement.....	34, 36
Projet de loi concernant l'étude des professions libérales.....	42
Contrat pour la pose des <i>nut locks</i>	46
Projet de loi concernant les enquêtes des coroners.....	47
Projet de loi concernant le chemin de fer de Q. M. O. & O.....	48
Projet de loi concernant le fonds consolidé des chemins de fer....	52
Projet de loi concernant les licences.....	52
Projet de loi concernant la fermeture des auberges le dimanche.	52
Projet de loi concernant l'Instruction Publique.....	52, 74

	Page
Projet de loi concernant les sub- sides.....	58
Résolutions concernant les subsi- des	66
Message du Lieutenant-Gouver- neur.....	75
Motion demandant une conférence avec l'Assemblée législative....	76, 77
Difficulté p ndante entre le Con- seil et l'Assemblée..	81, 82, 83, 84, 96
Message du Lieutenant-Gouver- neur.....	85
Deuxième lecture du bill des sub- sides	85
Formation du nouveau cabinet....	96

Webb Hon. M.

Résolutions concernant l'affaire Letellier.....	17
Projet de loi pour amender l'acte 51 des statuts refondus concer- nant les cours d'eau.....	35

	Page
Projet de loi concernant certains lots dans le canton de Grenville.	39
Projet de loi concernant les profes- sions libérales.....	40
Projet de loi pour amender l'acte d'agriculture.....	46
Projet de loi pour exempter de la saisie les gages des journaliers..	47
Projet de loi concernant la divi- sion des municipalités de can- ton.....	51

Wood Hon. M.

Projet de loi pour amender l'acte 51 des statuts refondus concer- nant les cours d'eau.....	35
Projet de loi pour empêcher les conseillers qui ont un siège au Sénat de siéger au Conseil.....	42
Projet de loi pour amender l'ar- ticle 556 du code de procédure civile	44